Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2010

Table des matières

Page

Introduction au budget supplémentaire des dépenses 7

Tableaux sommaires

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses 36
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010 40
Annexes proposées au projet de loi de crédits 42
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses 68
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés 71
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépenses 74
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor 80
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses 99
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses 108
Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses 119

Ministères et organismes

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
- Ministère 131
- Agence canadienne de développement international 133
- Centre de recherches pour le développement international 134

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
- Ministère 138
- Agence canadienne de développement économique du Nord 142
- Greffe du Tribunal des revendications particulières 142

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC 144

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE
- Ministère 146

AGENCE DU REVENU DU CANADA 148

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
- Ministère 152
- Agence canadienne d'inspection des aliments 155

ANCIENS COMBATTANTS 157

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION
- Ministère 159
- Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada 160

CONSEIL DU TRÉSOR
- Secrétariat 164
- École de la fonction publique du Canada 165
- Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada 166

CONSEIL PRIVÉ
- Ministère 169
- Commissariat aux langues officielles 170

DÉFENSE NATIONALE
- Ministère 173
- Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire 174

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN 176

ENVIRONNEMENT
- Ministère 181
- Agence canadienne d'évaluation environnementale 182
- Agence Parcs Canada 183

FINANCES
- Ministère 187
- Vérificateur général 188
- Tribunal canadien du commerce extérieur 188
- Bureau du surintendant des institutions financières 188

GOUVERNEUR GÉNÉRAL 190

INDUSTRIE
- Ministère 194
- Agence spatiale canadienne 196
- Conseil national de recherches du Canada 197
- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie 198
- Conseil de recherches en sciences humaines 199
- Statistique Canada 199

JUSTICE
- Ministère 203
- Commission canadienne des droits de la personne 203
- Commissaire à la magistrature fédérale 204
- Service administratif des tribunaux judiciaires 204
- Bureau du directeur des poursuites pénales 204
- Cour suprême du Canada 205

Table des matières

Ministères et organismes

PARLEMENT
- Chambre des communes....207
- Bibliothèque du Parlement....207

PATRIMOINE CANADIEN
- Ministère....212
- Conseil des Arts du Canada....213
- Société Radio-Canada....214
- Musée canadien des droits de la personne....214
- Musée canadien des civilisations....214
- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes....215
- Bibliothèque et Archives du Canada....216
- Musée des beaux-arts du Canada....217
- Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme....217
- Commission de la fonction publique....217

PÊCHES ET OCÉANS....219

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
- Ministère....224
- Société canadienne d'hypothèques et de logement....225

RESSOURCES NATURELLES
- Ministère....228
- Énergie atomique du Canada limitée....229
- Commission canadienne de sûreté nucléaire....229
- Administration du pipe-line du Nord....229

SANTÉ
- Ministère....232
- Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée....233
- Instituts de recherche en santé du Canada....234
- Agence de la santé publique du Canada....235

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
- Ministère....240
- Agence des services frontaliers du Canada....241
- Service canadien du renseignement de sécurité....242
- Service correctionnel....242
- Commission nationale des libérations conditionnelles....243
- Bureau de l'enquêteur correctionnel....243
- Gendarmerie royale du Canada....244
- Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada....246

TRANSPORTS
- Ministère....250
- Société canadienne des postes....253
- Administration canadienne de la sûreté du transport aérien....253
- Marine Atlantique S.C.C.....254
- Commission de la capitale nationale....254
- Bureau de l'infrastructure du Canada....255
- Société du Vieux-Port de Montréal inc.....256
- Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée....257

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX....260

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel de ce budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et sociétés d'État qui dépendent des crédits parlementaires. Cette introduction présente le contexte du présent budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble des dépenses proposées et des explications sur les divers éléments.

Objectif et renseignements généraux

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe[1]. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses porte encore l'empreinte de l'engagement du gouvernement de renouveler le Système de gestion des dépenses (SGD). Encore une fois cette année, le budget supplémentaire des dépenses (A) a été déposé en mai afin de permettre au Parlement d'effectuer, en début d'exercice, un examen des besoins en matière de programmes ministériels découlant du budget fédéral de 2009 et de permettre aux ministères de commencer la mise en œuvre des programmes approuvés dès que possible pour appuyer les priorités gouvernementales. Ce budget supplémentaire des dépenses représente la deuxième occasion pour le Parlement d'effectuer un examen des besoins en matière de programmes ministériels pour l'exercice en cours, ce qui permet aux ministères d'engager les dépenses prévues pour les programmes approuvés et donc d'arriver rapidement à des résultats pour les Canadiens. Il y a habituellement une autre occasion pour le Parlement d'examiner les priorités ministérielles plus tard au cours de l'exercice.

Le Plan d'action économique du gouvernement, déposé en même temps que le budget fédéral de 2009, le 27 janvier 2009, visait à ce que le gouvernement fédéral engage des dépenses directes le plus rapidement possible pour stimuler l'économie canadienne. Le présent budget supplémentaire des dépenses appuie cet objectif. Outre les dépenses incluses aux fins d'approbation par le Parlement en juin, le présent document renferme des renseignements sur les affectations du crédit 35 du Conseil du Trésor – affectations qui permettront aux ministères de commencer à engager des fonds dans les programmes de stimulation annoncés dans le budget fédéral de 2009 avant les échéanciers normaux d'approbation des crédits parlementaires. Ces affectations, et les programmes qu'elles appuient, sont exposés dans le tableau sommaire de la page 89 intitulé Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor.

1. L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour exécuter ses programmes et offrir ses services.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Autorisation de dépenser

Le budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses **budgétaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital;
- les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les dépenses **non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses **votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.

Les dépenses **législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 1 – Total du budget supplémentaire des dépenses (en millions de dollars)

	Budgétaire	Non budgétaire	Total
Crédits votés	4 874,2	48,0	4 922,2
Pouvoirs législatifs	1 609,4	24 421,9	26 031,3
Total	**6 483,6**	**24 469,9**	**30 953,5**

Le budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre financier présenté en septembre 2009 dans la mise à jour économique et financière.

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2009-2010, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- un rajustement net pour tenir compte de certains éléments importants des dépenses budgétaires qui sont présentés en tant que montants bruts des dépenses dans les documents budgetaires, mais en tant que montants nets dans le budget des dépenses (par exemple, la prestation fiscale canadienne pour enfants, les revenus ministériels découlant de services précis et les revenus de sociétés d'État consolidées);
- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements en raison du passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2009-2010, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
- des dépenses de programme, identifiées dans un budget fédéral ou une mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été allouées à un ministère.

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement de ces écarts.

Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)

Mise à jour économique et financière (septembre 2009)			**272,5**
Budgets des dépenses à ce jour :			
Budget principal des dépenses 2009-2010*	236,1		
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010	6,6		
Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010	6,5	249,2	
Rajustements :			
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à des montants bruts dans la présentation du budget fédéral**	15,7		
Autres rajustements***	7,6	23,3	
Total			***272,5***
Écart			0

* Comprend des montants de 147,1 millions de dollars pour l'Agence de revenu du Canada, de 28,6 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada et de 193,2 millions de dollars pour l'Agence des services frontaliers du Canada provenant des affectations de 2008-2009.

** Les documents budgetaires présente les dépenses brutes, alors que celles du budget principal des dépenses sont nettes. Certains revenus sont déduits des dépenses budgétaires.

*** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.

Aperçu de l'exercice 2009-2010 jusqu'à ce jour (questions d'octroi de crédits)

- Le Budget principal des dépenses 2009-2010, qui se chiffrait à 236,1 milliards de dollars et comportait des dépenses budgétaires votées de 85,7 milliards de dollars, a été déposé à la Chambre des communes le 26 février 2009. Les crédits provisoires s'élevant à 26,8 milliards de dollars ont reçu la sanction royale le 27 mars 2009, alors que la totalité des crédits, soit le solde de 58,9 milliards de dollars, a reçu la sanction royale le 24 juin 2009.

- En raison du dépôt du budget fédéral de 2009, le 27 janvier 2009, le délai n'a pas été suffisant pour inclure, dans le Budget principal des dépenses 2009-2010, les mesures de dépenses proposées pour 2009-2010 dans le Plan d'action économique devant être financées par des crédits parlementaires. Normalement, cela aurait voulu dire que le gouvernement n'aurait pu demander une autorisation de dépenser pour plusieurs des nouvelles mesures annoncées avant le dépôt du budget supplémentaire des dépenses (A).

- Compte tenu de la situation économique et de la nécessité d'accélérer le financement des programmes du Plan d'action économique, le gouvernement a demandé au Parlement d'approuver l'affectation de 3 milliards de dollars dans le Budget principal des dépenses 2009-2010 pour un nouveau crédit central aux fins des initiatives d'exécution du budget – le crédit 35 du Conseil du Trésor. Depuis le 1er avril 2009, les ministres du Conseil du Trésor peuvent, par l'entremise de cette affectation, allouer des fonds directement aux ministères ayant des besoins immédiats associés aux mesures budgétaires, avant l'approbation par le Parlement des crédits du budget supplémentaire des dépenses. Le nouveau crédit a été créé à titre exceptionnel et pour une durée limitée afin de permettre l'octroi d'un financement de transition, jusqu'au 30 juin 2009, avant le dépôt du budget supplémentaire des dépenses. À titre d'information, le présent budget supplémentaire des dépenses donne des précisions sur les affectations attribuées à partir du crédit 35 du Conseil du Trésor entre le 1er mai et le 30 juin 2009, ainsi que les sommes allouées et inscrites dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 (1er avril au 30 avril 2009). Au 30 juin 2009, les ministres du Conseil du Trésor avaient approuvé et attribué des crédits totalisant 2,1 milliards de dollars. Les fonds non attribués sont réaffectés au cadre financier et seront prélevés au moyen des budgets supplémentaires des dépenses, notamment le présent budget supplémentaire des dépenses (B).

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 a été déposé à la Chambre des communes le 14 mai 2009. La totalité des crédits, d'un montant de 5,3 milliards de dollars, a été accordée en vertu de la *Loi de crédits n° 3 pour 2009-2010*, et le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 a reçu la sanction royale le 24 juin 2009.

- Les économies réalisées en 2009-2010 à la suite de la deuxième ronde d'examens stratégiques des dépenses ministérielles ayant eu lieu en 2008 sont présentées ci-dessous à titre d'information. Le présent budget supplémentaire des dépenses tient compte de certaines de ces économies dont le solde servira à compenser les besoins futurs en matière de crédit.

Tableau 3 – Économies réalisées en 2009-2010 à la suite de l'examen stratégique de 2008 (en millions de dollars)

Ministère ou organisme	Économies		Total des économies*
	Montants excluant les régimes d'avantages sociaux des employés	Régimes d'avantages sociaux des employés	
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère	130,2		130,2
Patrimoine canadien			
Commission de la fonction publique	2,7	0,5	3,2
Santé			
Ministère	32,9	0,1	33,0
Instituts de recherche en santé du Canada	1,5		1,5
Agence de la santé publique du Canada	9,6	0,2	9,8
Industrie			
Agence spatiale canadienne	1,4		1,4
Conseil national de recherches de Canada	5,8		5,8
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	11,2		11,2
Conseil de recherches en sciences humaines	5,0		5,0
Justice			
Ministère	1,7	0,3	2,0
Sécurité publique et Protection civile			
Service correctionnel	82,0		82,0
Commission nationale des libérations conditionnelles	1,5	0,1	1,6
Gendarmerie royale du Canada	9,3		9,3
Transports			
Ministère	7,4	0,2	7,6
Conseil du Trésor			
Secrétariat	34,1	1,9	36,0
École de la fonction publique du Canada	3,1		3,1
Anciens Combattants	3,8		3,8
Total	**343,2**	**3,3**	**346,5**

* Les montants indiqués ne correspondent pas à ceux présentés dans le budget fédéral de 2009 étant donné les différences entre les méthodes comptables utilisées pour le calcul des économies au chapitre du capital : dans le budget supplémentaire des dépenses, la comptabilité de caisse est utilisée, alors que pour le budget fédéral de 2009, on utilise la comptabilité d'exercice.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des principales modifications apportées aux dépenses budgétaires et non budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des **dépenses budgétaires et non budgétaires totales** (votées et législatives), y compris l'augmentation de 31,0 milliards de dollars présentée dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

1. ***Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 4,9 milliards de dollars attribuable, en grande partie, aux initiatives clés suivantes (100 millions de dollars ou plus) :***

a. Principales initiatives touchant plus d'une organisation (initiatives horizontales)

i) Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (123,1 millions de dollars)

Ce financement permettra d'appuyer les projets approuvés pour les infrastructures publiques comme la construction de la route de contournement de Conception Bay South – Phase III à Terre-Neuve, l'élargissement de l'autoroute 63, allant du sud de Wandering River jusqu'au sud de House River en Alberta, l'agrandissement de l'aérogare de l'aéroport international de Whitehorse au Yukon et la prestation de services à large bande aux collectivités du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest. Ces fonds consistent en paiements de contributions pour appuyer ces projets et les coûts de fonctionnement pour mettre en œuvre et administrer les ententes de contribution avec les organismes partenaires.

ii) Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux (107,4 millions de dollars)

Ces fonds appuieront le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux, qui vise à réduire et à éliminer ultérieurement la responsabilité financière fédérale pour les sites contaminés. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses seront attribués aux ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral pour qu'ils poursuivent l'évaluation et l'assainissement des sites contaminés et/ou la gestion des risques y afférents.

iii) Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (budget fédéral de 2009) (102,5 millions de dollars))

Ces fonds serviront à stimuler l'économie canadienne au moment opportun et de manière ciblée et temporaire en versant des contributions pour les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs comme les arénas, les gymnases, les piscines et les espaces de loisirs en plein air, en mettant l'accent sur la remise en état et les réparations.

b. Initiatives particulières importantes

i) Fonds destinés au Secrétariat du Conseil du Trésor aux fins de rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et organismes pour les rajustements salariaux (735,4 millions de dollars)

Fonds pour offrir une compensation aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État qui dépendent de crédits votés en raison des répercussions des conventions collectives et d'autres rajustements connexes apportés aux modalités d'emploi ou de service. Les coûts découlent des conventions collectives signées entre le 1er août 2008 et le 31 juillet 2009.

ii) Fonds destinés à l'Agence de la santé publique du Canada en vue de l'achat de vaccins contre la grippe H1N1 pour contrer la pandémie (403,2 millions de dollars)

Le gouvernement du Canada a commandé 50,4 millions de doses de vaccin contre la grippe H1N1, que pourront recevoir tous les Canadiens. L'immunisation est une responsabilité provinciale et territoriale; cependant, étant donné les circonstances exceptionnelles d'une pandémie, le gouvernement du Canada couvrira 60 p. 100 de cet achat de façon ponctuelle.

iii) Fonds destinés à l'Agence canadienne de développement international devant servir à des programmes bilatéraux et multilatéraux de sécurité alimentaire visant à appuyer le développement, la recherche et l'innovation en matière d'agriculture dans les pays en développement ayant des populations vulnérables (321,5 millions de dollars)

Ces fonds, qui font suite à un engagement pris par le Canada lors du Sommet du G8 en 2009, doivent servir à répondre à des défis en matière de sécurité alimentaire dans le monde qui contribuent à accroître l'instabilité politique et les conflits et qui freinent la croissance économique et la réalisation des objectifs de développement dans de nombreux pays en développement. Les versements, à des partenaires multilatéraux dignes de confiance et bien établis, permettront de mettre sur pied un éventail de programmes qui visent à favoriser la croissance et la réduction de la pauvreté et qui mettront notamment l'accent sur les besoins de sécurité alimentaire de populations vulnérables.

iv) Fonds destinés au Bureau de l'infrastructure du Canada pour le Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires visant à fournir un financement à long terme, prévisible et flexible aux provinces et aux territoires pour l'infrastructure (263,9 millions de dollars)

Dans le cadre du Programme de financement de base pour l'infrastructure des provinces et des territoires, chaque province et territoire recevra un financement égal par administration devant servir à la construction ou à la réfection d'éléments d'infrastructure. Le soutien aux projets d'infrastructure contribuera à la circulation efficace des biens et des personnes, à un environnement plus sain ainsi qu'à des communautés sécuritaires et viables. Comme les négociations avec les provinces et les territoires ont accusé des retards, le Bureau de l'infrastructure du Canada sollicite dans le présent budget supplémentaire des dépenses des fonds qui n'ont pas été dépensés en 2008-2009.

v) Fonds destinés à Énergie atomique du Canada Limitée pour appuyer l'achèvement des projets de remise en état du réacteur CANDU (200,0 millions de dollars)

Les fonds serviront à combler des besoins de trésorerie entraînés par des problèmes techniques imprévus dans le contexte des marchés de remise en état des réacteurs CANDU. Les travaux de remise en état comprennent le remplacement des composantes de base des réacteurs. Énergie atomique du Canada limitée (EACL) est l'organisme le mieux placé pour procéder à la remise en état des réacteurs CANDU, mais ces projets constituent néanmoins une première, d'où leur complexité inhérente.

vi) Financement pour les services de police et de la sécurité dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010, conformément à l'accord sur la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (198,1 millions de dollars)

Les fonds serviront à financer des services de police et de la sécurité dans le cadre des Jeux olympiques d'hiver de 2010. La Gendarmerie royale du Canada (GRC), de concert avec ses partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux, veillera à la sécurité de l'ensemble des participants. Ces fonds supplémentaires sont versés aux termes de l'accord sur la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 conclue entre le Canada et la Colombie-Britannique. En vertu de cet accord, le gouvernement de la Colombie-Britannique a accepté de fournir une contribution supplémentaire en nature s'élevant à 165 millions de dollars au Canada pour les mesures de sécurité que prendra la GRC au moment des Jeux et de verser, à la GRC en 2008-2009, tous les montants restants de son engagement original de fournir 87,5 millions de dollars pour permettre la prise des mesures de

sécurité nécessaires. Les fonds demandés par l'intermédiaire de ce budget supplémentaire des dépenses représentent une portion des 252,5 millions de dollars que la Colombie-Britannique a réservés à la prestation des services de sécurité durant le Jeux d'hiver et sont inclus dans les 900 millions de dollars que le gouvernement du Canada a prévus dans le budget pour ces mesures de sécurité.

vii) Fonds destinés à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien à l'appui de l'élaboration de plans de sûreté aéroportuaire et de systèmes d'évaluation des voyageurs (budget fédéral de 2009) (190,7 millions de dollars)

Ces fonds aideront l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien à renforcer et à améliorer l'efficience des opérations et de la technologie de contrôle de sécurité aux aéroports, et inclura des investissements dans du nouvel équipement de contrôle et de nouvelles capacités de détection.

viii) Financement pour le Fonds Chantiers Canada ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (160,8 millions de dollars)

Le Fonds Chantiers Canada totalisera 8,8 milliards de dollars sur sept ans et fournira des résultats dans trois secteurs d'importance nationale : la croissance économique, l'assainissement de l'environnement et des collectivités fortes et prospères. Les fonds seront alloués à des projets dans les provinces et les territoires, en fonction de leurs populations respectives, et tous les grands projets seront sélectionnés au moyen de la tenue de négociations fédérales-provinciales/territoriales. Le volet Grandes infrastructures du Fonds servira à financer de plus gros projets stratégiques d'importance nationale et régionale, principalement en réponse aux priorités nationales ayant trait à l'eau potable, aux eaux usées, au réseau routier national de base, au transport en commun et à l'énergie verte. Le volet Collectivités du Fonds ciblera des projets dans les communautés comptant moins de 100 000 habitants.

ix) Fonds destinés à l'Agence canadienne de développement international pour des subventions supplémentaires destinées aux organisations internationales pour l'aide au développement, la programmation de lutte contre la faim, la malnutrition et les maladies et l'aide humanitaire internationale (136,1 millions de dollars)

Ces fonds fourniront à l'Agence canadienne de développement international la souplesse nécessaire pour réagir à la crise mondiale de l'aide alimentaire (notamment de fournir un soutien au programme de repas dans les écoles du Programme alimentaire mondial) et aux besoins d'aide alimentaire et d'aide humanitaire non alimentaire imprévus qui pourraient survenir avant la fin de l'année, ainsi que pour reconstituer la réserve pour éventualités de l'Agence afin de lui permettre d'intervenir lorsque surviennent des crises.

x) Fonds pour des prestations aux vétérans et aux personnes à charge et membres de la famille admissibles dans le cadre du Programme des indemnités et allocations d'invalidité (119,2 millions de dollars)

La nouvelle Charte des anciens combattants est entrée en vigueur le 1er avril 2006 et prévoit le versement d'indemnités et d'allocations d'invalidité pour reconnaître et indemniser les membres des Forces canadiennes et les vétérans et, dans certains cas, les conjoints survivants et enfants à charge admissibles, pour les incidences non économiques d'une invalidité liée au service. Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour défrayer les coûts de paiements résultant de l'arriéré actuel dans le traitement des demandes d'indemnités d'invalidité et à cause du nombre de nouvelles demandes reçues.

2. ***Augmentation prévue des dépenses budgétaires législatives d'un montant net de 1,6 milliard de dollars. Les modifications suivantes de 100 millions de dollars ou plus sont prévues :***

i) Nouvelle prévisions relatives aux frais de la dette publique en raison principalement des déficits budgétaires plus élevés que prévu et des pertes sur les investissements plus élevées que prévu (1 159,0 millions de dollars)

Les frais de la dette publique sont plus élevés en raison d'une augmentation du niveau d'endettement prévu, attribuable principalement à des prévisions plus élevées en ce qui concerne les déficits budgétaires et des prévisions moins élevées, au chapitre du rendement des actifs des régimes de pension du secteur public.

ii) Fonds visant à aider l'industrie canadienne porcine à se remettre des crises récentes et à effectuer une transition en fonction du nouveau marché (443,4 millions de dollars)

Les fonds serviront à appuyer les efforts déployés dans le cadre du Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc afin d'améliorer l'accès au crédit des producteurs admissibles qui élèvent actuellement des porcs au Canada et qui sont en mesure de présenter un plan d'affaires démontrant que l'entreprise est ou peut être viable et leur capacité raisonnable de rembourser le prêt. Des prêts à long terme seront consentis par des organismes de prêts, et le gouvernement du Canada partagera le risque de perte des prêts. Ces fonds serviront aussi à soutenir le Programme de transition pour les exploitations porcines afin de permettre aux éleveurs en difficulté de présenter des offres pour le montant de financement dont ils ont besoin pour quitter l'industrie et suspendre l'élevage de porcs pendant au moins trois ans. Ce programme réduira progressivement la production et réglera les problèmes d'offre excédentaire.

3. ***Augmentation prévue des dépenses non budgétaires législatives d'environ 24,4 milliards de dollars, en grande partie imputable aux modifications suivantes de 100 millions de dollars et plus dans les prévisions budgétaires :***

i) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la **Loi sur le développement des exportations** ***(Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (12,4 milliards de dollars)***

Exportation et développement Canada (EDC) gère le Compte du Canada qui sert à effectuer des transactions qui facilitent le commerce au-delà du seuil de risque d'EDC mais qui, d'après le gouvernement, sont dans l'intérêt public. Les versements ont servi notamment à aider à la restructuration de la partie canadienne de l'industrie nord-américaine de l'automobile, à fournir un soutien à une ligne aérienne canadienne et à appuyer la vente de navires et d'aéronefs. Les fonds remboursés au Compte du Canada sont ensuite déposés au Trésor.

ii) Avances de fonds à la Banque de développement du Canada à l'égard de la Facilité canadienne de crédit garanti pour l'achat de titres adossés à des actifs garantis par des prêts ou des baux relatifs à des véhicules et du matériel (12,0 milliards de dollars)

Dans le budget fédéral de 2009, dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la Facilité canadienne de crédit garanti (FCCG), en y attribuant jusqu'à 12 milliards de dollars, afin de permettre l'achat de titres à terme adossés à des actifs garantis par des prêts et des baux sur des véhicules et du matériel. Étant donné que les tarifs seront établis selon les conditions du marché, on s'attend à ce qu'elle procure un rendement positif. La Banque de développement du Canada a été chargée d'établir et de gérer la FCCG pour le compte du gouvernement fédéral et sera le principal acheteur de titres adossés à des actifs.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales modifications apportées au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementales et les modifications apportées aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis les dépôts du Budget principal des dépenses 2009-2010 et du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010.

Modifications à la présentation

Toutes les affectations permanentes provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor qui ont été versées aux ministères et aux organismes depuis l'approbation des lois de crédits du Budget principal des dépenses 2009-2010 et du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 accroissent les autorisations de dépenser des ministères et des organismes. Pour tenir compte de ces rajustements, le tableau « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » a été modifié de façon à indiquer maintenant les « autorisations précédentes » en fonction des lois de crédits précédentes, des rajustements subséquents aux « affectations permanentes des crédits centraux du CT » et des nouvelles « autorisations à ce jour » des ministères et des organismes. On a aussi tenu compte de ces modifications dans les sommaires du portefeuille, car au lieu des « budgets des dépenses précédents », les « autorisations à ce jour » constituent le point de départ de l'analyse des changements apportés aux crédits particuliers des ministères.

Modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementales

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé une série de réorganisations à la structure de certains ministères. En raison de ces réorganisations, les modifications suivantes ont été apportées au présent budget supplémentaire des dépenses :

- En vertu de décret C.P. 2009-0931, suppression du Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens de l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ajout de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens, à compter du 1er juillet 2009.

- En vertu du décret C.P. 2009-1423, la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale au sein d'Affaires indiennes et du Nord canadien connu sous le nom de la Direction générale du développement économique du Nord a été transférée du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien à l'Agence canadienne de développement économique du Nord, à compter du 18 août 2009.

Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2009-2010 et le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses qui sont inscrites pour la première fois. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 :

Affaires indiennes et du Nord canadien – Agence canadienne de développement économique du Nord

Crédit 37b – Dépenses de fonctionnement

Crédit 39b – Contributions

Agence de promotion économique du Canada atlantique – Ministère

Crédit 7b – Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes publics du Canada 456 680 $ en capital et 279 053 $ en intérêt pour des prêts consentis à l'industrie par la Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador

Agriculture et Agroalimentaire – Ministère

Crédit 22b – Agence canadienne du pari mutuel – Dépenses du Programme

Citoyenneté et Immigration – Ministère

Crédit 7b – Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes du Canada 3 013 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 828 006 $ relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*

Conseil du Trésor – Secrétariat

Crédit 15b – Rajustements à la rémunération -- Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Finances – Ministère

Crédit L14b – Conformément à l'article 8 de la *Loi sur les accords de Woods et des accords connexes*, montant de l'aide financière accordée, sous forme de paiements directs, par le ministre des Finances à la Société financière internationale (SFI) pour une participation à l'initiative du G8 en matière de sécurité alimentaire, ne devant pas dépasser, pour la période du 1er novembre 2009 au 1er novembre 2010, 48 000 000 $

Patrimoine canadien – Société Radio-Canada

Crédit 27b – Pour autoriser, en vertu de l'alinéa 46.1(3)b) de la *Loi sur la radiodiffusion*, un passif résultant de prêts consentis conformément aux paragraphes 46.1(1) et 46.1(2) de la Loi n'excédant pas 220 000 000 $

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Patrimoine canadien – Ministère

Crédit 1b – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et les expositions internationales, y compris la restauration d'événements spéciaux à des expositions internationales et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an

Patrimoine canadien – Bibliothèque et Archives du Canada

Crédit 52b – Dépenses en capital

Ressources naturelles – Ministère

Crédit 2b – Dépenses en capital

Transports – Société canadienne des postes

Crédit 17b – Conformément à l'article 28 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres sources que l'État, pour des sommes ne dépassant pas, de temps à autre, un montant principal dû de 2 500 000 000 $ et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances

Travaux publics et Services gouvernementaux

Crédit 7b – Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique – En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 $ à 40 000 000 $ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 40 000 000 $ à 20 000 000 $ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1er avril 2010

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 :

Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international

Crédit L35b – Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 264 532 000 $ (227 032 000 $ + 37 500 000 $), conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales

Patrimoine canadien – Bibliothèque et Archives du Canada

Crédit 50b – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction

Ressources naturelles – Ministère

Crédit 1b – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la *Loi sur les explosifs* et au *Règlement sur les explosifs*; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 :

Affaires indiennes et du Nord canadien – Agence canadienne de développement économique du Nord

Fonds d'adaptation des collectivités

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Ministre d'État – Allocation pour automobile

Agence de promotion économique du Canada atlantique – Ministère

Ministre d'État – Allocation pour automobile

Agriculture et Agroalimentaire – Ministère

Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine

Conseil Privé – Ministère

Ministre d'État et whip en chef du gouvernement – Allocation pour automobile

Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Ministre d'État – Allocation pour automobile

Finances – Ministère

Paiements au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (*Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières*)

Avances de fonds à la Banque de développement du Canada relativement à la Facilité canadienne de crédit garanti (*Loi sur la Banque de développement du Canada, Article 19*) (non budgétaire)

Industrie – Ministère

Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile

Ministre d'État (Sciences et technologie) – Allocation pour automobile

Patrimoine canadien – Ministère

Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile

Patrimoine canadien – Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Ministre d'État – Allocation pour automobile

Transports – Ministère

Ministre d'État (Transports) – Allocation pour automobile

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires[2] et non budgétaires[3] incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Autorisations précédentes » précisent les budgets des dépenses à ce jour tels que présentés dans le budget principal des dépenses. La troisième colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » représente les affectations permanentes provenant des crédits du Conseil du Trésor administrés par l'administration centrale qui ont une incidence sur les autorisations de dépenser des ministères. Les colonnes sous « Total des autorisations à ce jour » représentent les budgets des dépenses totales d'un ministère qui constituent le point de départ du présent budget des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (B). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter[4] et autorisations législatives[5].

Les deux dernières colonnes « Total – Budgets des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2009-2010.

2. Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.
3. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
4. Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter l'annexe proposée du projet de loi de crédits.
5. Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par l'entremise d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010

Ce tableau présente le budget supplémentaire des dépenses précédent et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et postes législatifs.

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe 1 énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2010 et l'annexe 2, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2011.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

a) *Crédits pour dépenses du Programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses du programme sont imputées à un seul crédit.

b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.

c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital.

d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce type de crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contributions » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.

e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou pour couvrir les dépenses d'une personne juridique, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.

g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor gérés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'un certain nombre d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.

(i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui sont énumérés dans le présent budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.

(ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.

(iii) *Crédit pour rajustements à la rémunération* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

(iv) *Crédit pour assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les cotisations à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi.*

(v) *Crédit pour le report du budget de fonctionnement* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.

(vi) *Crédit pour les besoins en matière de rémunération* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit des rajustements à la rémunération.

(vii) *Crédit pour les initiatives d'exécution du budget* – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor et pour la période commençant le 1er avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, ce crédit augmente d'autres crédits et accorde des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s'inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux.

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant des dépenses additionnelles demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaire des dépenses et les Comptes publics.

Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements à la rémunération, le report du budget de fonctionnement, les besoins en matière de rémunération et les initiatives d'exécution du budget, le cas échéant.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses, mineures et imprévues urgentes, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits.

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustement à la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Report du budget de fonctionnement (crédit 25 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Besoins en matière de rémunération (crédit 30 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d'employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et les organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l'exercice. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 30.

Initiatives d'exécution du budget (crédit 35 du CT) – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor et pour la période commençant le 1er avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, ce crédit augmente d'autres crédits et accorde des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s'inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 35.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive des initiatives horizontales, mais plutôt d'une vue d'ensemble des initiatives relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

10. Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 $ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d'un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 $ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 $ peuvent servir à :

- transférer des fonds d'un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a quatre sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, crédits législatifs et transferts);
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu).

1. <u>Sommaire du portefeuille</u>

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et postes législatifs par ministère, y compris :

- le numéro et le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- les autorisations à ce jour – budget principal des dépenses et les affectations permanentes provenant des crédits centraux du CT;
- les transferts entre crédits à la fois au sein d'une organisation et entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés à titre d'information.

2. <u>Explication du besoin</u>

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée (*poste horizontal*) et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre les organisations ou au sein d'un organisation, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement de fonds d'un crédit à un autre au sein d'une même organisation ou report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation.

4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'un programme en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

i) les contributions sont des paiements de transfert dont les bénéficiaires doivent satisfaire aux conditions d'exécution et qui peuvent faire l'objet d'une vérification;
ii) les subventions sont des paiements de transfert versés en fonction d'une admissibilité établie et qui ne font pas habituellement l'objet d'une vérification;
iii) les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation;
iv) les autres paiements de transfert sont des paiements de transferts autres que les subventions et les contributions qui sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui peut comprendre une formule servant à déterminer le montant annuel à verser.

Explication des articles courants de dépenses

1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et sans fil. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

3. *Information*

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

4. *Services professionnels et spéciaux*

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

5. *Location*

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

6. *Achat de services de réparation et d'entretien*
   - Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
   - Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
   - Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*
   - Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
   - Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
     - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport et chauffage;
     - aliments pour bétail;
     - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
     - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
     - graines de semence;
     - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;
     - uniformes et fourniment;
     - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
     - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
     - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
     - produits chimiques;
     - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
     - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
     - fournitures du service de nettoyage;
     - bois et charbon;
     - fournitures électriques;
     - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*
   - Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
   - Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
   - Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
   - Achat de terrains.

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. *Paiements de transfert*

Subventions, contributions et tous les autres paiements de transfert versés par l'État, tels que :

- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par l'entremise de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions inscrites au Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation.

11. *Service de la dette publique*

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

12. *Autres subventions et paiements*
   - Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
   - Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010
Annexes proposées au projet de loi de crédits
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	*Dépenses non budgétaires*		*Dépenses budgétaires*	*Dépenses non budgétaires*
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère	2 342 008 195	(120 500 000)	4 326 137	2 346 334 332	(120 500 000)
Agence canadienne de développement international	3 209 161 287	2	6 073 353	3 215 234 640	2
Centre de recherches pour le développement international	161 749 534	. . . . .	. . . . .	161 749 534	. . . . .
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	7 253 427 498	77 803 000	48 917 142	7 302 344 640	77 803 000
Agence canadienne de développement économique du Nord	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Greffe du Tribunal des revendications particulières	2 568 162	. . . . .	51 366	2 619 528	. . . . .
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	413 257 337	. . . . .	22 205 200	435 462 537	. . . . .
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministère	393 273 674	. . . . .	7 578 411	400 852 085	. . . . .
AGENCE DU REVENU DU CANADA	4 542 204 920	. . . . .	8 585 821	4 550 790 741	. . . . .
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère	2 674 903 810	. . . . .	28 868 050	2 703 771 860	. . . . .
Agence canadienne d'inspection des aliments	572 213 581	. . . . .	32 228 264	604 441 845	. . . . .
ANCIENS COMBATTANTS	3 366 757 018	. . . . .	3 061 747	3 369 818 765	. . . . .
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère	1 435 041 158	1	3 809 140	1 438 850 298	1
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	113 356 522	. . . . .	4 482 050	117 838 572	. . . . .
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat	7 302 441 896	. . . . .	(2 262 530 381)	5 039 911 515	. . . . .
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	45 845 143	. . . . .	. . . . .	45 845 143	. . . . .
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère	138 616 736	. . . . .	5 441 715	144 058 451	. . . . .
Commissariat aux langues officielles	19 935 495	. . . . .	888 200	20 823 695	. . . . .
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	20 569 161 301	. . . . .	100 819 093	20 669 980 394	. . . . .
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	5 973 280	. . . . .	157 500	6 130 780	. . . . .
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	400 629 896	. . . . .	22 567 880	423 197 776	. . . . .
ENVIRONNEMENT					
Ministère	1 008 371 370	. . . . .	32 745 085	1 041 116 455	. . . . .
Agence canadienne d'évaluation environnementale	32 171 475	. . . . .	1 762 500	33 933 975	. . . . .
Agence Parcs Canada	774 373 548	. . . . .	3 110 081	777 483 629	. . . . .
FINANCES					
Ministère	79 636 337 965	249 589 001	4 333 146	79 640 671 111	249 589 001
Vérificateur général	82 174 713	. . . . .	3 509 903	85 684 616	. . . . .
Tribunal canadien du commerce extérieur	9 529 757	. . . . .	449 200	9 978 957	. . . . .
Bureau du surintendant des institutions financières	872 556	. . . . .	. . . . .	872 556	. . . . .
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	18 947 201	. . . . .	282 551	19 229 752	. . . . .
INDUSTRIE					
Ministère	2 044 790 541	800 000	768 980 487	2 813 771 028	800 000
Agence spatiale canadienne	355 087 590	. . . . .	16 655 500	371 743 090	. . . . .
Conseil national de recherches du Canada	804 024 164	. . . . .	36 229 171	840 253 335	. . . . .
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 032 484 685	. . . . .	18 508 391	1 050 993 076	. . . . .
Conseil de recherches en sciences humaines	683 928 773	. . . . .	7 823 259	691 752 032	. . . . .
Statistique Canada	456 764 453	. . . . .	26 022 047	482 786 500	. . . . .

Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires				
Transferts	*Crédits à voter*	*Autorisations législatives*	*Crédits à voter*	*Autorisations législatives*	*Total*	*Dépenses budgétaires*	*Dépenses non budgétaires*
$	$	$	$	$	$	$	$
19 153 662	94 371 905	. . . . .	. . . . .	12 420 500 000	**12 534 025 567**	2 459 859 899	12 300 000 000
(8 490 013)	246 183 001	. . . . .	1	. . . . .	**237 692 989**	3 452 927 628	3
170 856	7 000 000	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**7 170 856**	168 920 390	. . . . .
(34 486 949)	284 149 097	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**249 662 148**	7 552 006 788	77 803 000
25 882 611	8 860 446	15 574 834	. . . . .	. . . . .	**50 317 891**	50 317 891	. . . . .
. . . . .	272 000	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**272 000**	2 891 528	. . . . .
120 000	10 716 026	2 000	. . . . .	. . . . .	**10 838 026**	446 300 563	. . . . .
. . . . .	5 930 408	2 000	. . . . .	. . . . .	**5 932 408**	406 784 493	. . . . .
18 147 254	47 839 851	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**65 987 105**	4 616 777 846	. . . . .
(5 738 264)	137 427 929	443 402 790	. . . . .	. . . . .	**575 092 455**	3 278 864 315	. . . . .
5 907 214	50 266 858	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**56 174 072**	660 615 917	. . . . .
(17 203)	124 334 147	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**124 316 944**	3 494 135 709	. . . . .
(7 153 912)	134 232 085	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**127 078 173**	1 565 928 471	1
(3 981)	23 666	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**19 685**	117 858 257	. . . . .
47 255 217	713 291 363	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**760 546 580**	5 800 458 095	. . . . .
(45 845 143)	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**(45 845 143)**	. . . . .	. . . . .
(218 117)	17 170 875	4 000	. . . . .	. . . . .	**16 956 758**	161 015 209	. . . . .
40 000	1	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**40 001**	20 863 696	. . . . .
(5 112 376)	7 249 272	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**2 136 896**	20 672 117 290	. . . . .
. . . . .	721 991	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**721 991**	6 852 771	. . . . .
(501 817)	63 112 558	2 000	. . . . .	. . . . .	**62 612 741**	485 810 517	. . . . .
(1 177 781)	35 206 691	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**34 028 910**	1 075 145 365	. . . . .
. . . . .	215 250	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**215 250**	34 149 225	. . . . .
307 253	3 008 979	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**3 316 232**	780 799 861	. . . . .
128 498	14 795 692	1 145 000 000	48 000 000	12 000 000 000	**13 207 924 190**	80 800 595 301	12 297 589 001
(2 797)	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**(2 797)**	85 681 819	. . . . .
. . . . .	447 500	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**447 500**	10 426 457	. . . . .
. . . . .	13 580	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**13 580**	886 136	. . . . .
. . . . .	36 525	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**36 525**	19 266 277	. . . . .
(1 631 352)	233 224 204	7 604 000	. . . . .	. . . . .	**239 196 852**	3 052 967 880	800 000
. . . . .	6 617 034	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**6 617 034**	378 360 124	. . . . .
38 500	1	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**38 501**	840 291 836	. . . . .
356 967	1	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**356 968**	1 051 350 044	. . . . .
251 036	1	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**251 037**	692 003 069	. . . . .
(24 128)	31 028	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**6 900**	482 793 400	. . . . .

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	*Dépenses non budgétaires*		*Dépenses budgétaires*	*Dépenses non budgétaires*
JUSTICE					
Ministère	724 635 678	. . . . .	22 122 100	746 757 778	. . . . .
Commission canadienne des droits de la personne	21 395 706	. . . . .	382 841	21 778 547	. . . . .
Commissaire à la magistrature fédérale	425 031 530	. . . . .	452 050	425 483 580	. . . . .
Service administratif des tribunaux judiciaires	61 074 150	. . . . .	2 159 120	63 233 270	. . . . .
Bureau du directeur des poursuites pénales	161 101 393	. . . . .	5 515 807	166 617 200	. . . . .
Cour suprême du Canada	28 618 445	. . . . .	1 083 650	29 702 095	. . . . .
PARLEMENT					
Chambre des communes	426 540 949	. . . . .	. . . . .	426 540 949	. . . . .
Bibliothèque du Parlement	40 307 000	. . . . .	. . . . .	40 307 000	. . . . .
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère	1 424 965 786	. . . . .	13 744 900	1 438 710 686	. . . . .
Conseil des Arts du Canada	181 536 220	. . . . .	. . . . .	181 536 220	. . . . .
Société Radio-Canada	1 052 607 973	. . . . .	. . . . .	1 052 607 973	. . . . .
Musée canadien des droits de la personne	1 500 000	. . . . .	. . . . .	1 500 000	. . . . .
Musée canadien des civilisations	62 436 219	. . . . .	. . . . .	62 436 219	. . . . .
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	6 508 811	. . . . .	2 020 000	8 528 811	. . . . .
Bibliothèque et Archives du Canada	122 253 466	. . . . .	2 714 996	124 968 462	. . . . .
Musée des beaux-arts du Canada	49 672 196	. . . . .	. . . . .	49 672 196	. . . . .
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	30 648 424	. . . . .	374 950	31 023 374	. . . . .
Commission de la fonction publique	97 671 641	. . . . .	4 916 500	102 588 141	. . . . .
PÊCHES ET OCÉANS	1 828 438 462	. . . . .	44 301 983	1 872 740 445	. . . . .
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère	42 311 323 917	595 969 000	17 279 185	42 328 603 102	595 969 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	3 070 109 000	52 066 006 000	. . . . .	3 070 109 000	52 066 006 000
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère	3 875 987 002	. . . . .	49 370 550	3 925 357 552	. . . . .
Énergie atomique du Canada limitée	108 691 000	. . . . .	276 000 000	384 691 000	. . . . .
Commission canadienne de sûreté nucléaire	146 953 169	. . . . .	2 538 457	149 491 626	. . . . .
Administration du pipe-line du Nord	264 230	. . . . .	12 200	276 430	. . . . .
SANTÉ					
Ministère	3 591 235 750	. . . . .	. . . . .	3 591 235 750	. . . . .
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	10 515 943	. . . . .	589 150	11 105 093	. . . . .
Instituts de recherche en santé du Canada	966 169 951	. . . . .	9 045 550	975 215 501	. . . . .
Agence de la santé publique du Canada	656 687 507	. . . . .	13 820 505	670 508 012	. . . . .
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère	388 733 037	. . . . .	13 429 400	402 162 437	. . . . .
Agence des services frontaliers du Canada	1 687 925 326	. . . . .	3 405 000	1 691 330 326	. . . . .
Service canadien du renseignement de sécurité	502 917 804	. . . . .	11 448 228	514 366 032	. . . . .
Service correctionnel	2 242 817 843	. . . . .	29 283 698	2 272 101 541	. . . . .
Commission nationale des libérations conditionnelles	46 662 400	. . . . .	1 927 589	48 589 989	. . . . .
Bureau de l'enquêteur correctionnel	3 254 599	. . . . .	167 050	3 421 649	. . . . .
Gendarmerie royale du Canada	2 906 694 558	. . . . .	105 917 752	3 012 612 310	. . . . .
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 554 150	. . . . .	66 650	1 620 800	. . . . .

	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
		Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires				
	Transferts	*Crédits à voter*	*Autorisations législatives*	*Crédits à voter*	*Autorisations législatives*	*Total*	*Dépenses budgétaires*	*Dépenses non budgétaires*
	$	$	$	$	$	$	$	$
	(782 472)	1	.....	.....	.....	**(782 471)**	745 975 307	.....
	.....	2 682	.....	.....	.....	**2 682**	21 781 229	.....
	.....	182 773	.....	.....	.....	**182 773**	425 666 353	.....
	.....	34 154	.....	.....	.....	**34 154**	63 267 424	.....
	762 966	3 326 396	.....	.....	.....	**4 089 362**	170 706 562	.....
	.....	2 564	.....	.....	.....	**2 564**	29 704 659	.....
	.....	2 873 369	836 156	.....	.....	**3 709 525**	430 250 474	.....
	.....	484 000	.....	.....	.....	**484 000**	40 791 000	.....
	(137 850)	60 824 420	2 000	.....	.....	**60 688 570**	1 499 399 256	.....
	14 417	1	.....	.....	.....	**14 418**	181 550 638	.....
	.....	60 000 001	.....	.....	.....	**60 000 001**	1 112 607 974	.....
	.....	25 200 000	.....	.....	.....	**25 200 000**	26 700 000	.....
	175 000	1	.....	.....	.....	**175 001**	62 611 220	.....
	1 500 000	2 171	.....	.....	.....	**1 502 171**	10 030 982	.....
	5 802 810	208 107	.....	.....	.....	**6 010 917**	130 979 379	.....
	.....	253 000	.....	.....	.....	**253 000**	49 925 196	.....
	797 908	1	2 000	.....	.....	**799 909**	31 823 283	.....
	.....	15 188	.....	.....	.....	**15 188**	102 603 329	.....
	593 847	89 876 466	.....	.....	.....	**90 470 313**	1 963 210 758	.....
	361 046	20 411 909	.....	.....	1 366 885	**22 139 840**	42 349 376 057	597 335 885
	.....	71 400 000	.....	.....	.....	**71 400 000**	3 141 509 000	52 066 006 000
	5 990 391	223 687 159	.....	.....	.....	**229 677 550**	4 155 035 102	.....
	.....	275 000 000	.....	.....	.....	**275 000 000**	659 691 000	.....
	.....	2 000 000	.....	.....	.....	**2 000 000**	151 491 626	.....
	.....	369 000	.....	.....	.....	**369 000**	645 430	.....
	(56 355)	11 137 309	.....	.....	.....	**11 080 954**	3 602 316 704	.....
	(500 000)	.....	.....	.....	.....	**(500 000)**	10 605 093	.....
	2 850 129	5 573 000	.....	.....	.....	**8 423 129**	983 638 630	.....
	(412 607)	459 329 044	.....	.....	.....	**458 916 437**	1 129 424 449	.....
	(2 704 743)	12 366 774	.....	.....	.....	**9 662 031**	411 824 468	.....
	(7 996)	1	.....	.....	.....	**(7 995)**	1 691 322 331	.....
	(1 626 700)	.....	.....	.....	.....	**(1 626 700)**	512 739 332	.....
	(151 370)	3 947 325	.....	.....	.....	**3 795 955**	2 275 897 496	.....
	80 000	293 239	.....	.....	.....	**373 239**	48 963 228	.....
	.....	372 754	.....	.....	.....	**372 754**	3 794 403	.....
	14 907 978	301 707 110	(3 000 000)	.....	.....	**313 615 088**	3 326 227 398	.....
	.....	300 752	.....	.....	.....	**300 752**	1 921 552	.....

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	*Dépenses non budgétaires*		*Dépenses budgétaires*	*Dépenses non budgétaires*
TRANSPORTS					
Ministère	1 450 457 973	. . . . .	28 111 196	1 478 569 169	. . . . .
Société canadienne des postes	72 210 000	. . . . .	. . . . .	72 210 000	. . . . .
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	262 479 000	. . . . .	155 700 000	418 179 000	. . . . .
Marine Atlantique S.C.C.	101 283 000	. . . . .	. . . . .	101 283 000	. . . . .
Commission de la capitale nationale	111 571 767	. . . . .	. . . . .	111 571 767	. . . . .
Bureau de l'infrastructure du Canada	7 107 285 314	. . . . .	24 376 500	7 131 661 814	. . . . .
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	19 800 000	. . . . .	. . . . .	19 800 000	. . . . .
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	88 517 416	. . . . .	. . . . .	88 517 416	. . . . .
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	2 837 407 599	. . . . .	34 731 124	2 872 138 723	. . . . .
Tous les autres ministères, organismes ou sociétés d'État non visés par le présent budget des dépenses	1 752 753 262	. . . . .	165 049 310	1 917 802 572	. . . . .
Comptes à fins déterminées consolidés	17 739 038 000	. . . . .	. . . . .	17 739 038 000	. . . . .
Total des budgets des dépenses	242 710 629 800	52 869 667 004	. . . . .	242 710 629 800	52 869 667 004

Nota : Les autorisations précédentes comprennent les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2008-2009 et qui seront dépensés en 2009-2010.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010

Budgets des dépenses précédents :	
Budget principal des dépenses	
Budget supplémentaire des dépenses (A)	
Présent budget supplémentaire des dépenses	
Total des budgets des dépenses à ce jour	

Nota : Les budgets des dépenses précédentes comprennent les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2008-2009 et qui seront dépensés en 2009-2010.

	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour	
		Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires				
	Transferts	*Crédits à voter*	*Autorisations législatives*	*Crédits à voter*	*Autorisations législatives*	*Total*	*Dépenses budgétaires*	*Dépenses non budgétaires*
	$	$	$	$	$	$	$	$
	(7 078 285)	33 965 315	2 000	.....	.....	**26 889 030**	1 505 458 199	.....
	.....	1	.....	.....	.....	**1**	72 210 001	.....
	.....	197 605 000	.....	.....	.....	**197 605 000**	615 784 000	.....
	.....	25 050 000	.....	.....	.....	**25 050 000**	126 333 000	.....
	.....	1 961 168	.....	.....	.....	**1 961 168**	113 532 935	.....
	5 965 000	550 745 345	.....	.....	.....	**556 710 345**	7 688 372 159	.....
	3 594 999	1	.....	.....	.....	**3 595 000**	23 395 000	.....
	.....	18 902 522	.....	.....	.....	**18 902 522**	107 419 938	.....
	(37 293 348)	168 055 790	.....	.....	.....	**130 762 442**	3 002 901 165	.....
	.....	.....	.....	.....	.....	**.....**	1 917 802 572	.....
	.....	.....	.....	.....	.....	**.....**	17 739 038 000	.....
	.....	4 874 215 778	1 609 433 780	48 000 001	24 421 866 885	**30 953 516 444**	249 194 279 358	77 339 533 890

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
$	$	$	$	$	$	$
85 996 438 442	150 157 058 914	236 153 497 356	78 603 002	271 424 001	350 027 003	236 503 524 359
5 005 062 439	1 552 070 005	6 557 132 444	247 840 001	52 271 800 000	52 519 640 001	59 076 772 445
91 001 500 881	151 709 128 919	242 710 629 800	326 443 003	52 543 224 001	52 869 667 004	295 580 296 804
4 874 215 778	1 609 433 780	6 483 649 558	48 000 001	24 421 866 885	24 469 866 886	30 953 516 444
95 875 716 659	153 318 562 699	249 194 279 358	374 443 004	76 965 090 886	77 339 533 890	326 533 813 248

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 21 240 000 $ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 15 480 615 $ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 410 750 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 236 400 $ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 8 986 500 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 1 626 700 $ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 356 900 $ du crédit 1 (Environnement), de 333 700 $ du crédit 1 (Justice) de 214 500 $ du crédit 1 (Conseil privé), de 203 500 $ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 155 000 $ du crédit 1 (Défense nationale), de 140 900 $ du crédit 40 (Santé) de 62 500 $ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 11 600 $ du crédit 1 (Finances) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de .	50 210 114	
5b	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 203 000 $ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	25 270 568	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL *(suite)*		
	MINISTÈRE *(suite et fin)*		
10b	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 $, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2008 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 501 192 $ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 99 120 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	18 891 223	
			94 371 905
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
25b	Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement et autorisation : *a*) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; *b*) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au *Règlement sur l'assistance technique*, pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 800 000 $ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*.....	1	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL *(fin)*		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL *(suite et fin)*		
30b	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services.....	246 183 000	
L35b	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 264 532 000 $ (227 032 000 $ + 37 500 000 $), conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales.....	1	
			246 183 002
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
40b	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 170 856 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	.....	7 000 000
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et *a*) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; *b*) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; *c*) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; *d*) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 $ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	97 276 212	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN *(suite et fin)*		
	MINISTÈRE *(suite et fin)*		
10b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 868 000 $ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 205 000 $ du crédit 1 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	186 872 884	
25b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 222 835 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1	
			284 149 097
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
37b	Agence canadienne de développement économique du Nord – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 428 803 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	8 260 446	
39b	Agence canadienne de développement économique du Nord – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 453 808 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	600 000	
			8 860 446
	GREFFE DU TRIBUNAL DES REVENDICATIONS PARTICULIÈRES		
55b	Greffe du Tribunal des revendications particulières – Dépenses du Programme		272 000
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	966 026	
5b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 60 000 $ du crédit 1 (Industrie) et de 60 000 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	9 750 000	
			10 716 026

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
1b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	330 407	
5b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5 600 000	
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes publics du Canada 456 680 $ en capital et 279 053 $ en intérêt pour des prêts consentis à l'industrie par la Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador – Pour autoriser le virement au présent crédit de 456 680 $ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) et de 279 053 $ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1	
			5 930 408
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 43 900 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	36 118 311	
5b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital	29 932 810	
10b	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	70 851 808	
22b	Agence canadienne du pari mutuel – Dépenses du Programme	525 000	
			137 427 929

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE *(suite et fin)*		
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 754 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	47 888 358	
35b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 180 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	2 378 500	
			50 266 858
	ANCIENS COMBATTANTS		
1b	Anciens Combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	375 147	
10b	Anciens Combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	123 959 000	
			124 334 147
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1b	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 350 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 500 000 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	43 404 571	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION *(suite et fin)*		
	MINISTÈRE *(suite et fin)*		
5b	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	90 000 000	
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes du Canada 3 013 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 828 006 $ relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* – Pour autoriser le virement au présent crédit de 492 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	827 514	
			134 232 085
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA		
10b	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme		23 666

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRÉTARIAT		
1b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 845 143 $ du crédit 55 (Conseil du Trésor), de 343 000 $ du crédit 1 (Finances), de 200 000 $ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 126 355 $ du crédit 1 (Santé), de 119 792 $ du crédit 5 (Défense nationale), de 102 083 $ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 71 370 $ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile), de 71 352 $ du crédit 1 (Industrie), de 61 996 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 55 192 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 29 365 $ du crédit 1 (Environnement), de 28 164 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 26 786 $ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 25 522 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile), de 24 128 $ du crédit 95 (Industrie), de 22 553 $ du crédit 1 (Transports), de 20 829 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 19 506 $ du crédit 1 (Justice), de 19 376 $ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 17 412 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 17 203 $ du crédit 1 (Anciens Combattants), de 17 153 $ du crédit 25 (Environnement), de 10 538 $ du crédit 40 (Santé), de 10 119 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 7 971 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 4 877 $ du crédit 50 (Patrimoine canadien), de 4 743 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 3 981 $ du crédit 10 (Citoyenneté et Immigration), de 3 617 $ du crédit 1 (Conseil privé), de 2 977 $ du crédit 1 (Finances), de 2 797 $ du crédit 15 (Finances), et de 1 817 $ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*.....	1	
15b	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 502 779 $ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 13 646 696 $ du crédit 20 (Conseil du Trésor) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	713 291 362	
			713 291 363

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	.....	17 170 875
	COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES		
20b	Commissariat aux langues officielles – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	.....	1
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1b	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 31 502 506 064 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 129 800 000 $ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 360 954 976 $ du crédit 5 (Défense nationale), de 1 682 373 $ du crédit 10 (Défense nationale) et de 157 500 $ du crédit 70 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	7 249 271	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	DÉFENSE NATIONALE *(suite et fin)*		
	MINISTÈRE *(suite et fin)*		
5b	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 260 000 $ du crédit 1 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1	
			7 249 272
	COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE		
20b	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire – Dépenses du Programme		721 991
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	769 095	
5b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	62 343 463	
			63 112 558

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1b	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : *a*) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; *b*) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa *a*) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; *c*) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; *d*) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; *e*) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; *f*) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; et *g*) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 633 885 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	25 497 566	
5b	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	8 451 500	
10b	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 376 060 $ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 257 625	
			35 206 691

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	ENVIRONNEMENT *(suite et fin)*		
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15b	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	.....	215 250
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
1b	Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 486 075 $ du crédit 1 (Environnement) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	14 795 692	
L14b	Conformément à l'article 8 de la *Loi sur les accords de Woods et des accords connexes*, montant de l'aide financière accordée, sous forme de paiements directs, par le ministre des Finances à la Société financière internationale (SFI) pour une participation à l'initiative du G8 en matière de sécurité alimentaire, ne devant pas dépasser, pour la période du 1er novembre 2009 au 1er novembre 2010, 48 000 000 $	48 000 000	
			62 795 692
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
20b	Tribunal canadien du commerce extérieur – Dépenses du Programme	.....	447 500
	BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
30b	Bureau du surintendant des institutions financières – Dépenses du Programme	.....	13 580
	GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
1b	Gouverneur général – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	.....	36 525

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1b	Industrie – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la *Loi sur la concurrence* : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	44 005 769	
5b	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 400 442 $ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1	
10b	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 400 000 $ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de .	189 218 434	
			233 224 204
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
25b	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 $ du crédit 30 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	6 617 033	
35b	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 800 000 $ du crédit 25 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1	
			6 617 034
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
50b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 123 500 $ du crédit 60 (Industrie) et de 38 500 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* ..	.....	1
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
70b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 410 000 $ du crédit 65 (Industrie) et de 514 467 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*.....	.....	1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	INDUSTRIE *(suite et fin)*		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
85b	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 251 036 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*		1
	STATISTIQUE CANADA		
95b	Statistique Canada – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice		31 028
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1b	Justice – Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 333 700 $ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*		1
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10b	Commission canadienne des droits de la personne – Dépenses du Programme		2 682
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20b	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la *Loi sur les juges* et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire		182 773

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	JUSTICE *(suite et fin)*		
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30b	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme		34 154
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35b	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 762 966 $ du crédit 1 (Justice) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 326 396
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
50b	Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme		2 564
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5b	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes		2 873 369
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10b	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement		484 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et les expositions internationales, y compris la restauration d'événements spéciaux à des expositions internationales et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 583 $ du crédit 10 (Patrimoine canadien) et de 1 081 700 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	17 014 955	
5b	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 500 000 $ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	43 809 465	
			60 824 420
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 15 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	.....	1
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	60 000 000	
27b	Pour autoriser, en vertu de l'alinéa 46.1(3)b) de la *Loi sur la radiodiffusion*, un passif total résultant de prêts consentis conformément aux paragraphes 46.1(1) et 46.1(2) de la Loi n'excédant pas 220 000 000 $	1	
			60 000 001
	MUSÉE CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
30b	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	.....	25 200 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	PATRIMOINE CANADIEN *(suite)*		
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
35b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 175 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	.....	1
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
45b	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du *Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication*, du *Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion*, et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 $ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	.....	2 171
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
50b	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 481 950 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 996 609 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	208 106	
52b	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 556 278 $ du crédit 50 (Patrimoine canadien) et 4 329 128 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1	
			208 107
	MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA		
70b	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	.....	253 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	PATRIMOINE CANADIEN *(fin)*		
	BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME		
85b	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 797 908 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	.....	1
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
95b	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling	.....	15 188
	PÊCHES ET OCÉANS		
1b	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : *a*) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; *b*) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; *c*) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; *d*) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 730 750 $ du crédit 1 (Transports), de 659 900 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 560 386 $ du crédit 1 (Environnement) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	24 151 088	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	PÊCHES ET OCÉANS *(suite et fin)*		
5b	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	45 225 378	
10b	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 942 103 $ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 438 000 $ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	20 500 000	
			89 876 466
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et : *a*) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi; *b*) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public, des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail et des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice; *c*) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 463 129 $ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	224 000	
5b	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	20 187 909	
			20 411 909
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
15b	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la *Loi nationale sur l'habitation*, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*.....	.....	71 400 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la *Loi sur les explosifs* et au *Règlement sur les explosifs*; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 755 000 $ du crédit 1 (Environnement), de 304 767 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 145 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 75 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de .	129 079 578	
2b	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 178 500 $ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 1 855 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1	
5b	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 875 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	94 607 580	
			223 687 159
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
10b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	.....	275 000 000
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
15b	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	.....	2 000 000
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
30b	Administration du pipe-line du Nord – Dépenses du Programme.....	.....	369 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 700 000 $ du crédit 10 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 058 174	
5b	Santé – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 453 000 $ du crédit 10 (Santé) et de 260 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	7 079 134	
10b	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 393 800 $ du crédit 1 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1	
			11 137 309
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
25b	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 $ du crédit 10 (Santé), 500 000 $ du crédit 15 (Santé), 2 027 213 $ du crédit 40 (Santé) et de 222 916 $ du crédit 50 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	.....	5 573 000
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
40b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 690 000 $ du crédit 50 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	455 247 423	
45b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 069 816 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	4 081 620	
50b	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 90 000 $ du crédit 10 (Santé) et de 1 000 000 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1	
			459 329 044

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1b	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	566 774	
5b	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	11 800 000	
			12 366 774
	SERVICE CORRECTIONNEL		
30b	Service correctionnel – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et *a*) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; *b*) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; *c*) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; *d*) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	.....	3 947 325
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
40b	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 $ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	.....	293 239
	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL		
45b	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme	.....	372 754

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE *(suite et fin)*		
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
50b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 700 000 $ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 9 980 000 $ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile), de 10 138 000 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 900 000 $ du crédit 5 (Défense nationale), de 222 750 $ du crédit 1 (Transports) et de 122 750 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	255 764 673	
55b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 850 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	37 559 657	
60b	Gendarmerie royale du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	8 382 780	
			301 707 110
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
65b	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		300 752
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1b	Transports – Dépenses de fonctionnement et *a*) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; *b*) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la *Loi sur l'aéronautique*; *c*) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; *d*) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 $ du crédit 55 (Transports), de 471 668 $ du crédit 5 (Défense nationale) et de 96 100 $ du crédit 1 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	25 071 706	
5b	Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	3 283 563	
10b	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5 610 046	
			33 965 315

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	TRANSPORTS *(suite)*		
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
17b	Conformément à l'article 28 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres sources que l'État, pour des sommes ne dépassant pas, de temps à autre, un montant principal dû de 2 500 000 000 $ et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances		1
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
20b	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		197 605 000
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
35b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : *a*) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; *b*) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service		25 050 000
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
40b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	1 961 167	
45b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 640 000 $ du crédit 40 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1	
			1 961 168
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
50b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 805 267 $ du crédit 55 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 584 173	
55b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 000 000 $ du crédit 10 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	548 161 172	
			550 745 345

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	TRANSPORTS *(fin)*		
	SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.		
60b	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 803 334 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 2 791 665 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*		1
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE		
65b	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal		18 902 522
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis*, contributions; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 73 290 298 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 518 000 $ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	152 616 855	
5b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	15 438 934	
7b	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique - En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 $ à 40 000 000 $ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C.(1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 40 000 000 $ à 20 000 000 $ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1er avril 2010	1	
			168 055 790
			4 871 366 948

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant ($)	Total ($)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1b	Agence du revenu du Canada – Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi* – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 550 754 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	.....	47 839 851
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25b	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 177 740 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 146 666 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	.....	3 008 979
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 $ du crédit 1 (Transports) et de 54 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	.....	1
			50 848 831

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	
Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la *Loi sur le développement des exportations* (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33) (non-budgétaire)	12 420 500 000
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Agence canadienne de développement économique du Nord	
Fonds d'adaptation des collectivités	15 574 834
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	
Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	
Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	443 402 790
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	
Ministre d'État et whip en chef du gouvernement – Allocation pour automobile	2 000
Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile	2 000
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
FINANCES	
Ministère	
Frais d'intérêt et autres coûts	1 159 000 000
Achat de la monnaie canadienne	(25 000 000)
Paiements au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (*Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières*)	11 000 000
Avances de fonds à la Banque de développement du Canada relativement à la Facilité canadienne de crédit garanti (*Loi sur la Banque de développement du Canada, Article 19*) (non-budgétaire)	12 000 000 000
INDUSTRIE	
Ministère	
Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile	2 000
Ministre d'État (Sciences et technologie) – Allocation pour automobile	2 000
Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (L.C., 1998, ch. 36)	8 750 000
Obligations contractées en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* (L.R., 1985, ch. S-11)	(1 150 000)
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et contributions au Compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	836 156
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	
Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile	2 000
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	
Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* (non-budgétaire)	1 366 885

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Gendarmerie royale du Canada	
Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada* (L.R., 1970 ch. R-10)	(3 000 000)
TRANSPORTS	
Ministère	
Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000
Total	26 031 300 665

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère	1b	53 710	3 500	50 210
	5b	25 271	.....	25 271
	10b	18 891	.....	18 891
Agence canadienne de développement international	25b	.....	.....	.....
	30b	500 650	254 467	246 183
	L35b	.....	.....	.....
Centre de recherches pour le développement international	40b	7 000	.....	7 000
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère	1b	97 275	.....	97 275
	5b	.....	.....	.....
	10b	186 873	.....	186 873
	25b	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement économique du Nord	37b	8 260	.....	8 260
	39b	600	.....	600
Greffe du Tribunal des revendications particulières	55b	272	.....	272
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	1b	966	.....	966
	5b	9 750	.....	9 750
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère	1b	330	.....	330
	5b	5 600	.....	5 600
	7b	.....	.....	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA	1b	47 840	.....	47 840
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère	1b	45 885	9 767	36 118
	5b	29 933	.....	29 933
	10b	94 186	23 334	70 852
	22b	525	.....	525
Agence canadienne d'inspection des aliments	30b	47 980	92	47 888
	35b	2 379	.....	2 379
ANCIENS COMBATTANTS	1b	375	.....	375
	10b	123 959	.....	123 959
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère	1b	43 732	328	43 404
	5b	90 000	.....	90 000
	7b	828	.....	828
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10b	24	.....	24
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat	1b	5 412	5 412	.....
	15b	735 441	22 149	713 292
	20b	253	253	.....
École de la fonction publique du Canada	40b	1 130	1 130	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	55b	.....	.....	.....
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère	1b	17 171	.....	17 171
Commissariat aux langues officielles	20b	.....	.....	.....
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère	1b	73 530	66 281	7 249
	5b	112 526	112 526	.....
	10b	.....	.....	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20b	722	.....	722

* Voir la note au bas de la page 73.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	1b	769	. . . . .	769
	5b	62 344	. . . . .	62 344
ENVIRONNEMENT				
Ministère	1b	33 653	8 156	25 497
	5b	8 452	. . . . .	8 452
	10b	1 257	. . . . .	1 257
Agence canadienne d'évaluation environnementale	15b	215	. . . . .	215
Agence Parcs Canada	25b	9 730	6 721	3 009
FINANCES				
Ministère	1b	14 795	. . . . .	14 795
	L14b	48 000	. . . . .	48 000
Vérificateur général	15b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Tribunal canadien du commerce extérieur	20b	448	. . . . .	448
Bureau du surintendant des institutions financières	30b	14	. . . . .	14
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	1b	37	. . . . .	37
INDUSTRIE				
Ministère	1b	44 005	. . . . .	44 005
	5b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
	10b	189 718	500	189 218
Agence spatiale canadienne	25b	8 000	1 383	6 617
	30b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
	35b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Conseil national de recherches du Canada	50b	3 797	3 797	. . . . .
	60b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	65b	4	4	. . . . .
	70b	11 000	11 000	. . . . .
Conseil de recherches en sciences humaines	85b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Statistique Canada	95b	31	. . . . .	31
JUSTICE				
Ministère	1b	10	10	. . . . .
Commission canadienne des droits de la personne	10b	3	. . . . .	3
Commissaire à la magistrature fédérale	20b	183	. . . . .	183
Service administratif des tribunaux judiciaires	30b	34	. . . . .	34
Bureau du directeur des poursuites pénales	35b	3 326	. . . . .	3 326
Cour suprême du Canada	50b	3	. . . . .	3
PARLEMENT				
Chambre des communes	5b	2 874	. . . . .	2 874
Bibliothèque du Parlement	10b	484	. . . . .	484
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère	1b	17 014	. . . . .	17 014
	5b	43 809	. . . . .	43 809
Conseil des Arts du Canada	10b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Société Radio-Canada	15b	60 000	. . . . .	60 000
	27b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Musée canadien des droits de la personne	30b	25 200	. . . . .	25 200
Musée canadien des civilisations	35b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	45b	2	. . . . .	2
Bibliothèque et Archives du Canada	50b	2 211	2 002	209
	52b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Musée des beaux-arts du Canada	70b	253	. . . . .	253
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	85b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Commission de la fonction publique	95b	15	. . . . .	15
PÊCHES ET OCÉANS	1b	24 151	. . . . .	24 151
	5b	45 225	. . . . .	45 225
	10b	20 500	. . . . .	20 500

* Voir la note au bas de la page 73

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère	1b	224	. . . . .	224
	5b	20 188	. . . . .	20 188
Société canadienne d'hypothèques et de logement	15b	71 400	. . . . .	71 400
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère	1b	129 079	. . . . .	129 079
	2b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
	5b	94 608	. . . . .	94 608
Énergie atomique du Canada limitée	10b	275 000	. . . . .	275 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire	15b	2 000	. . . . .	2 000
Administration du pipe-line du Nord	30b	369	. . . . .	369
SANTÉ				
Ministère	1b	35 280	31 221	4 059
	5b	8 533	1 453	7 080
	10b	192	192	. . . . .
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	15b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Instituts de recherche en santé du Canada	25b	7 099	1 526	5 573
Agence de la santé publique du Canada	40b	463 246	7 999	455 247
	45b	4 081	. . . . .	4 081
	50b	4 612	4 612	. . . . .
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère	1b	567	. . . . .	567
	5b	11 800	. . . . .	11 800
Agence des services frontaliers du Canada	10b	12 723	12 723	. . . . .
	15b	2 885	2 885	. . . . .
Service canadien du renseignement de sécurité	20b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Service correctionnel	30b	7 495	3 548	3 947
Commission nationale des libérations conditionnelles	40b	1 745	1 452	293
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45b	373	. . . . .	373
Gendarmerie royale du Canada	50b	255 865	100	255 765
	55b	43 840	6 280	37 560
	60b	8 383	. . . . .	8 383
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	65b	301	. . . . .	301
TRANSPORTS				
Ministère	1b	26 644	1 573	25 071
	5b	4 534	1 250	3 284
	10b	10 187	4 577	5 610
Société canadienne des postes	17b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	20b	197 605	. . . . .	197 605
Marine Atlantique S.C.C.	35b	25 050	. . . . .	25 050
Commission de la capitale nationale	40b	1 961	. . . . .	1 961
	45b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Bureau de l'infrastructure du Canada	50b	2 584	. . . . .	2 584
	55b	630 662	82 500	548 162
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	60b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	65b	18 903	. . . . .	18 903
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	1b	152 617	. . . . .	152 617
	5b	15 439	. . . . .	15 439
	7b	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Total pour tous les ministères, organismes et société d'État		**5 618 919**	**696 703**	**4 922 216**

* Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas à la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	17 251	20 823	6 102	25 644	15 081
Agence canadienne de développement international	3 769	1 781	46	4 613	266
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	5 141	9 593	2 264	45 367	1 947
Agence canadienne de développement économique du Nord	6 917	1 025	242	4 848	208
Greffe du Tribunal des revendications particulières	.....	.....	.....	.....	272
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	661	50	155	81	5
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	12	13	5	(155)	.....
Agence du revenu du Canada	25 803	6 600	4 484	11 500	8 700
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	7 449	4 410	920	15 658	830
Agence canadienne d'inspection des aliments	20 382	8 163	4 542	12 986	232
Anciens combattants	25	.....	350	(17)	.....
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	9 398	4 412	5 104	6 756	(341)
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	24	.....	.....	(4)	.....
Conseil du Trésor					
Secrétariat	765 362	1 257	471	18 713	325
École de la fonction publique du Canada	457	171	11	436	15
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	(34 109)	(1 176)	(341)	(8 456)	(347)
Conseil privé					
Ministère	9 159	1 149	1 385	3 391	377
Commissariat aux langues officielles	.....	.....	.....	40	.....
Défense nationale					
Ministère	75 323	.....	3 000	14 734	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	67	47	.....	395	4
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	463	126	29	80	2

	Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvi-sionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	**Total des dépenses nettes***
	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
	8 347	9 372	12 078	(7 844)	9 808	. . . . .	364	3 500	**113 526**
	335	518	. . . . .	. . . . .	480 779	. . . . .	53	254 467	**237 693**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	7 171	. . . . .	**7 171**
	2 388	1 813	(38 468)	. . . . .	198 117	. . . . .	21 500	. . . . .	**249 662**
	255	194	. . . . .	. . . . .	36 629	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**50 318**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**272**
	5	11	. . . . .	. . . . .	9 870	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**10 838**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	5 321	. . . . .	736	. . . . .	**5 932**
	4 000	1 300	. . . . .	3 600	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**65 987**
	3 223	5 867	9 980	20 428	537 589	. . . . .	1 839	33 101	**575 092**
	548	5 923	754	1 805	. . . . .	. . . . .	931	92	**56 174**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	123 959	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**124 317**
	2 599	3 679	. . . . .	4 938	90 000	. . . . .	861	328	**127 078**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**20**
	421	282	. . . . .	1 176	. . . . .	. . . . .	355	27 815	**760 547**
	24	16	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	1 130	**. . . . .**
	(422)	(277)	. . . . .	(678)	. . . . .	. . . . .	(39)	. . . . .	**(45 845)**
	529	141	. . . . .	695	31	. . . . .	100	. . . . .	**16 957**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**40**
	130 000	180 000	29 505	(249 936)	(1 682)	. . . . .	. . . . .	178 807	**2 137**
	. . . . .	209	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**722**
	. . . . .	23	. . . . .	47	61 843	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**62 613**

* Voir la note au bas de la page 79.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Environnement					
Ministère	13 787	3 829	227	8 881	2 007
Agence canadienne d'évaluation environnementale	75	24	3	94	6
Agence Parcs Canada	431	310	3 291	3 707	113
Finances					
Ministère	2 414	1 527	5 060	4 782	115
Vérificateur général	.....	.....	.....	(3)	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur	388	9	2	35	2
Bureau du surintendant des institutions financières	14	.....	.....	.....	.....
Gouverneur général	37	.....	.....	.....	.....
Industrie					
Ministère	7 622	12 206	1 258	13 144	699
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	6 200	.....
Conseil national de recherches du Canada	42	364	13	4 071	182
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	4	.....	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	.....	.....	.....	.....	.....
Statistique Canada	31	.....	.....	(24)	.....
Justice					
Ministère	(753)	.....	.....	(19)	.....
Commission canadienne des droits de la personne	3	.....	.....	.....	.....
Commissaire à la magistrature fédérale	163	5	.....	.....	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires	34	.....	.....	.....	.....
Bureau du directeur des poursuites pénales	763	.....	.....	1 326	.....
Cour suprême du Canada	3	.....	.....	.....	.....
Parlement					
Chambre des communes	3 288	101	26	199	45
Bibliothèque du Parlement	484	.....	.....	.....	.....
Patrimoine canadien					
Ministère	1 382	2 261	1 620	5 660	305
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des droits de la personne	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	2	.....	.....	1 500	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	8	.....	.....	1 052	.....
Musée des beaux-arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	2	.....	.....	.....	.....
Commission de la fonction publique	15	.....	.....	.....	.....
Pêches et Océans	3 880	3 715	2 695	4 315	2 760

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvi-sionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	**Total des dépenses nettes***
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
875	2 210	535	7 917	1 634	.....	283	8 156	**34 029**
1	12	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**215**
147	2 038	.....	.....	.....	.....	.....	6 721	**3 316**
.....	(23 974)	.....	.....	.....	1 159 000	11 000	.....	**1 159 924**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**(3)**
4	6	.....	2	.....	.....	.....	.....	**448**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**14**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**37**
851	2 699	50	1 400	199 718	.....	50	500	**239 197**
.....	.....	.....	.....	1 800	.....	.....	1 383	**6 617**
35	1 253	.....	.....	(2 124)	.....	.....	3 797	**39**
.....	.....	.....	.....	11 357	.....	.....	11 004	**357**
.....	.....	.....	.....	251	.....	.....	.....	**251**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**7**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10	**(782)**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**3**
.....	15	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**183**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**34**
2 000	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**4 089**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**3**
21	25	.....	.....	.....	.....	5	.....	**3 710**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**484**
395	561	.....	1 195	45 368	.....	1 942	.....	**60 689**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	14	.....	**14**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	60 000	.....	**60 000**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	25 200	.....	**25 200**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	175	.....	**175**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**1 502**
853	672	5 125	300	3	.....	.....	2 002	**6 011**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	253	.....	**253**
.....	798	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**800**
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	**15**
2 695	3 482	42 815	.....	21 504	.....	2 609	.....	**90 470**

* Voir la note au bas de la page 79.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	224	16	.....	35	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
Ressources naturelles					
Ministère	1 934	748	267	34 724	1 483
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	.....	.....	.....	.....	.....
Administration du pipe-line du Nord	221	90	.....	15	.....
Santé					
Ministère	4 495	5 618	1 930	12 229	1 413
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	.....	.....	.....	(500)	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Agence de la santé publique du Canada	2 682	6 605	4 564	11 491	.....
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	60	82	50	276	83
Agence des services frontaliers du Canada	9 491	577	20	2 080	48
Service canadien du renseignement de sécurité	.....	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	23	443	15	4 705	69
Commission nationale des libérations conditionnelles	575	573	.....	457	120
Bureau de l'enquêteur correctionnel	324	20	.....	23	.....
Gendarmerie royale du Canada	77 965	42 319	2 922	55 319	25 499
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	301	.....	.....	.....	.....
Transports					
Ministère	6 995	1 095	331	16 898	8
Société canadienne des postes	.....	.....	.....	.....	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	.....	.....	.....	.....	.....
Marine Atlantique S.C.C.	.....	.....	.....	8 617	.....
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	87	450	50	3 403	521
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	7 959	985	(38)	3 976	77 479
Total pour tous les ministères, organismes et sociétés d'États	**1 061 009**	**142 416**	**53 075**	**365 278**	**140 533**
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2009-2010	**1 061 009**	**142 416**	**53 075**	**365 278**	**140 533**

	Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvi-sionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	**Total des dépenses nettes***
	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
	. . . . .	6	. . . . .	36	20 188	. . . . .	268	. . . . .	**20 773**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	71 400	. . . . .	**71 400**
	6 953	33	1 855	. . . . .	97 483	. . . . .	84 198	. . . . .	**229 678**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	275 000	. . . . .	**275 000**
	. . . . .	. . . . .	2 000	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**2 000**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	43	. . . . .	**369**
	3 860	7 444	1 462	8 283	(3 304)	. . . . .	517	32 866	**11 081**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**(500)**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	9 949	. . . . .	. . . . .	1 526	**8 423**
	65	429 489	. . . . .	4 052	5 479	. . . . .	7 100	12 611	**458 916**
	3	8	. . . . .	. . . . .	9 100	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**9 662**
	248	206	2 795	90	. . . . .	. . . . .	45	15 608	**(8)**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	(1 627)	. . . . .	**(1 627)**
	399	1 180	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	510	3 548	**3 796**
	. . . . .	100	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	1 452	**373**
	6	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**373**
	19 452	23 825	7 924	44 600	5 383	. . . . .	14 788	6 380	**313 616**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**301**
	. . . . .	74	. . . . .	4 534	4 187	. . . . .	167	7 400	**26 889**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**. . . . .**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	102 899	. . . . .	. . . . .	94 706	. . . . .	**197 605**
	. . . . .	. . . . .	16 433	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	**25 050**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	1 961	. . . . .	**1 961**
	4 729	150	. . . . .	. . . . .	629 821	. . . . .	. . . . .	82 500	**556 711**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	3 595	. . . . .	**3 595**
	. . . . .	. . . . .	18 775	. . . . .	. . . . .	. . . . .	128	. . . . .	**18 903**
	15 519	7 521	(10 986)	300	. . . . .	. . . . .	28 047	. . . . .	**130 762**
	211 363	**668 904**	**102 632**	**(50 161)**	**2 610 061**	**1 159 000**	**716 248**	**696 704**	**6 483 654**
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
	211 363	**668 904**	**102 632**	**(50 161)**	**2 610 061**	**1 159 000**	**716 248**	**696 704**	**6 483 654**

***** Les sommes ne concordent pas nécessairement aux montants du « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » à cause de l'arrondissement.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 – Éventualités du gouvernement **107 000 000 $**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable avant la période d'octroi des crédits. Cette autorisation pour suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Ministère ou organisme	(dollars)
Énergie atomique du Canada limitée	100 000 000
Fonds pour appuyer l'achèvement des projets de remise en état du réacteur CANDU Énergie atomique Canada limitée (EACL) est une société d'État à vocation commerciale dont le mandat consiste à gérer la vente et les services des réacteurs nucléaires commerciaux, l'entretien des laboratoires nucléaires, les activités de recherche et développement dans le secteur nucléaire, la production d'isotopes médicaux, les déchets radioactifs et le déclassement des centrales nucléaires. Des problèmes imprévus et inattendus ont entraîné des besoins de trésorerie pour 2009-2010. Puisque le crédit actuel d'EACL sera épuisé avant que le budget supplémentaire des dépenses ait reçu la sanction royale, l'accès au crédit 5 est requis afin de permettre à EACL de s'acquitter de toutes ses obligations juridiques et contractuelles.	
Pêches et Océans	7 000 000
Fonds visant à soutenir les pêcheurs de homard du Québec et du Canada atlantique au moyen du programme des Mesures transitoires à court terme En raison des difficultés financières éprouvées par l'industrie, les pêcheurs qui dépendent largement du homard et dont les pêches ont normalement une valeur relativement faible au débarquement ont connu en 2009 une forte diminution de leurs valeurs au débarquement. Dans certains cas, il en résulte un revenu net bien inférieur à celui nécessaire pour subvenir aux besoins des pêcheurs. Il est essentiel, pour que le programme s'acquitte de son mandat, que les paiements soient faits le plus tôt possible afin d'atténuer les pressions financières que subissent les pêcheurs de homard. Puisque l'autorisation de dépenser relative à cette subvention ne sera accordée que par l'intermédiaire du budget supplémentaire des dépenses, en décembre 2009, l'accès au crédit pour éventualités du gouvernement, d'un montant pouvant atteindre 12,5 millions de dollars, est requis pour atteindre l'objectif du programme et fournir en temps opportun un soutien immédiat du revenu. Pour que l'accès au crédit pour éventualités du gouvernement soit accordé, le Secrétariat du Conseil du Trésor devra recevoir confirmation des besoins réels avant le déblocage des fonds. Au moment de la préparation du présent budget supplémentaire des dépenses, 7,0 millions de dollars avaient déjà été versés.	
Total des affectations	**107 000 000**

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales **0 $**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 10 du Conseil du Trésor.

Crédit 15 – Rajustements à la rémunération **735 440 837 $**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en raison de rajustements intervenant dans les conditions de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, ce qui comprend les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Les affectations permanentes du crédit 15 du Conseil du Trésor seront remises aux organisations uns fois que les crédits du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 auront été octroyés.

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	12 272 229
Corporation commerciale canadienne	20	553 449
Agence canadienne de développement international	25	6 290 793
Centre de recherches pour le développement international	40	2 171 005
Commission mixte internationale	45	171 792
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	50	23 530
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	18 102 781
Commission canadienne des affaires polaires	40	18 992
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	2 201 172
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	3 516 557
Agence du revenu du Canada	1	2 617 156
Compte du RPC	s.o.	97 712
Recouvrement du compte du RPC	s.o.	(97 712)
Compte de l'assurance-emploi	s.o.	116 887
Recouvrement du compte de l'assurance-emploi	s.o.	(116 887)
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	23 229 629
Commission canadienne du lait	25	231 435
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	24 952 182
Commission canadienne des grains	40	195 214

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Anciens Combattants		
Ministère	1	9 395 620
Ministère – Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	15	180 000
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	10 515 318
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	2 716 355
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	6 053 603
École de la fonction publique du Canada	40	2 480 808
Bureau du directeur des lobbyistes	45	70 879
Conseil privé		
Ministère	1	2 245 696
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	65 672
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	718 320
Directeur général des élections	15	1 215 385
Commissariat aux langues officielles	20	459 011
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité	30	47 220
Défense nationale		
Ministère	1	92 011 492
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	137 123
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	26 789
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	1 806 481
Environnement		
Ministère	1	29 732 198
Agence canadienne d'évaluation environnementale	15	619 534
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	70 105
Agence Parcs Canada	25	13 018 261
Finances		
Ministère	1	3 135 856
Vérificateur général	15	3 312 496
Tribunal canadien du commerce extérieur	20	300 367
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	3 410
Bureau du surintendant des institutions financières	30	52 689
Gouverneur général	1	467 057

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Industrie		
Ministère	1	22 956 088
Agence spatiale canadienne	25	5 168 034
Commission canadienne du tourisme	40	3 892
Commission du droit d'auteur	45	33 911
Conseil national de recherches du Canada	50	33 878 734
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	65	1 089 180
Greffe du Tribunal de la concurrence	75	37 586
Conseil de recherches en sciences humaines	80	526 050
Statistique Canada	95	22 557 373
Justice		
Ministère	1	6 165 462
Commission canadienne des droits de la personne	10	561 093
Tribunal canadien des droits de la personne	15	66 862
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	20	184 942
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	1 659 845
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	63 304
Commissariat à l'information du Canada	40	167 153
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	45	301 242
Cour suprême du Canada	50	486 917
Patrimoine canadien		
Ministère	1	7 310 311
Conseil des Arts du Canada	10	1 565 255
Société Radio-Canada	15	26 908 087
Musée canadien des civilisations	35	3 530 283
Musée canadien de la nature	40	947 776
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	45	1 181 538
Bibliothèque et Archives du Canada	50	3 681 485
Société du Centre national des Arts	55	3 749
Commission des champs de bataille nationaux	60	100 070
Office national du film	65	3 241 387
Musée des beaux-arts du Canada	70	610 923
Musée national des sciences et de la technologie	80	3 476
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	85	266 080
Commission de la fonction publique	95	3 755 347
Commission des relations de travail dans la fonction publique	100	162 056
Tribunal de la dotation de la fonction publique	105	52 376
Téléfilm Canada	115	752 358
Pêches et Océans	1	29 532 670

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	20 791 368
Compte du RPC	s.o.	8 357 210
Recouvrement du compte du RPC	s.o.	(8 357 210)
Compte de l'assurance-emploi	s.o.	36 890 078
Recouvrement du compte de l'assurance-emploi	s.o.	(36 890 078)
Conseil canadien des relations industrielles	10	277 174
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	20	31 476
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	85 124
Ressources naturelles		
Ministère	1	22 936 421
Commission canadienne de sûreté nucléaire	15	196 854
Office national de l'énergie	25	5 432 651
Santé		
Ministère	1	35 763 921
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	15	3 127
Instituts de recherche en santé du Canada	20	471 963
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	172 458
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35	167 327
Agence de la santé publique du Canada	40	5 684 486
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	2 537 709
Agence des services frontaliers du Canada	10	77 079 749
Service canadien du renseignement de sécurité	20	8 288 988
Service correctionnel	30	21 869 732
Commission nationale des libérations conditionnelles	40	1 231 115
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45	77 443
Gendarmerie royale du Canada	50	18 271 782
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	65	7 500
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	70	136 861
Transports		
Ministère	1	14 107 048
Office des transports du Canada	25	950 678
Commission de la capitale nationale	40	2 702 793
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	656 485
Tribunal d'appel des transports du Canada	70	24 161

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère	1	29 672 083
Fonds renouvelable des Services immobiliers	1	7 350 379
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	1	1 543 425
Total des affectations		**735 440 837**

Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement **718 446 041 $**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Ministères ou organismes	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	4 326 137
Agence canadienne de développement international	25	6 073 353
Commission mixte internationale	45	396 250
Secrétariat de l'ALÉNA – section canadienne	50	78 700
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	28 750 714
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	20	263 400
Commission canadienne des affaires polaires	40	45 950
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	50	4 817 743
Greffe du Tribunal des revendications particulières	55	51 366
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	2 205 200
Agence de promotion économique du Canada atlantique	1	3 114 278
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	28 868 050
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	18 975 635
Agence canadienne d'inspection des aliments	35	4 147 629
Commission canadienne des grains	40	237 800
Anciens Combattants		
Ministère	1	2 587 836
Ministère – Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	15	473 911
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	3 809 140
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	4 482 050

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	(dollars)
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	11 732 690
École de la fonction publique du Canada	40	875 946
Commissariat au lobbying	45	204 850
Commissariat à l'intégrité du secteur publique	50	301 650
Conseil privé		
Ministère	1	5 441 715
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	303 750
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	663 661
Directeur général des élections	15	1 103 100
Commissariat aux langues officielles	20	888 200
Secrétariat de la Commission des nominations publiques	25	47 250
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité	30	131 850
Défense nationale		
Ministère	1	75 039 395
Ministère	5	23 780 325
Ministère	10	1 999 373
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	293 200
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	157 500
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	25	68 226
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	2 437 650
Environnement		
Ministère	1	28 109 730
Agence canadienne d'évaluation environnementale	15	1 762 500
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	236 150
Finances		
Ministère	1	4 333 146
Vérificateur général	15	3 509 903
Tribunal canadien du commerce extérieur	20	449 200
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	2 379 550
Gouverneur général	1	282 551

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	(dollars)
Industrie		
Ministère	1	19 681 300
Agence spatiale canadienne	25	9 655 500
Commission du droit d'auteur	45	115 850
Conseil national de recherches du Canada	50	19 171
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	65	2 008 391
Greffe du Tribunal de la concurrence	75	77 300
Conseil de recherches en sciences humaines	80	823 259
Statistique Canada	95	26 022 047
Justice		
Ministère	1	22 122 100
Commission canadienne des droits de la personne	10	382 841
Tribunal canadien des droits de la personne	15	193 494
Commissaire à la magistrature fédérale	20	372 350
Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature	25	79 700
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	2 159 120
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	5 515 807
Commissariat à l'information du Canada	40	304 710
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	45	614 179
Cour suprême du Canada	50	1 083 650
Patrimoine canadien		
Ministère	1	13 744 900
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	45	2 020 000
Bibliothèque et Archives du Canada	50	2 714 996
Commission des champs de bataille nationaux	60	400 450
Office national du film	65	617 525
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	85	374 950
Commission de la fonction publique	95	4 916 500
Commission des relations de travail dans la fonction publique	100	299 800
Tribunal de la dotation de la fonction publique	105	224 050
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	110	82 200
Pêches et Océans	1	26 421 667

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	(dollars)
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	17 279 185
Conseil canadien des relations industrielles	10	413 949
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	20	90 300
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	399 100
Ressources naturelles		
Ministère	1	39 370 550
Commission canadienne de sûreté nucléaire	15	2 538 457
Office national de l'énergie	25	2 032 877
Administration du pipe-line du Nord	30	12 200
Santé		
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	15	589 150
Instituts de recherche en santé du Canada	20	2 144 550
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	154 850
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35	245 550
Agence de la santé publique du Canada	40	12 816 505
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	5 929 400
Service canadien du renseignement de sécurité	20	11 448 228
Service correctionnel	30	29 283 698
Commission nationale des libérations conditionnelles	40	1 927 589
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45	167 050
Gendarmerie royale du Canada	50	103 777 752
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	65	66 650
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	70	396 700
Transports		
Ministère	1	26 267 317
Office des transports du Canada	25	1 140 150
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	1 876 500
Tribunal d'appel des transports du Canada	70	60 650
Travaux publics et Services gouvernementaux	1	34 731 124
Total des affectations approuvées		**718 446 041**

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération **0 $**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses obligations juridiques à titre d'employeur, notamment les congés parentaux et les congés de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi ou à l'embauche, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et organismes peuvent avoir accès à ce crédit tout au long de l'exercice.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 30 du Conseil du Trésor.

Crédit 35 – Initiatives d'exécution du budget	**3 000 000 000 $**
Affectations approuvées et inscrites au Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 (1er avril - 30 avril 2009)	**1 812 865 803 $**
Affectations supplémentaires approuvées (1er mai - 30 juin 2009)	**303 645 183 $**
Montant total des affectations approuvées (1er avril - 30 juin 2009)	**2 116 510 986 $**
Solde au 30 juin 2009	**883 489 014 $**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor et pour la période commençant le 1er avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, pour augmenter d'autres crédits et pour accorder des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s'inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux.

Affectations approuvées et inscrites au Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 (1er avril - 30 avril 2009)

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	
Réseau Entreprises Canada	993 956
Pour promouvoir l'entreprenariat et la croissance des petites entreprises en leur donnant des services de renseignements sur les règlements, les programmes, les services de soutien et les outils du gouvernement	
Environnement – Agence Parcs Canada	
Mesures pour améliorer et rehausser des lieux historiques nationaux et des installations pour visiteurs	9 900 000
Pour permettre aux projets d'infrastructure de commencer immédiatement afin d'améliorer et de rehausser les installations pour visiteurs de l'Agence Parcs Canada et de moderniser les sites historiques nationaux	
Élargissement à quatre voies de la Transcanadienne (dans le Parc national de Banff)	2 100 000
Pour financer les travaux d'élargissement à quatre voies en cours sur le segment de l'autoroute compris dans les limites du Parc national de Banff afin d'améliorer la sécurité des passagers et la circulation routière tout en minimisant les répercussions sur l'environnement	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Industrie – Ministère	
Programme des manifestations touristiques de renom	30 000 000
Pour financer les festivals et les activités de renom qui se tiennent pendant l'été et qui attirent les touristes de partout au Canada et de l'étranger.	
Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs (FCJE)	
Pour permettre à la FCJE de commencer à approuver des prêts à de jeunes entrepreneurs, dont les demandes ont augmenté de 68 p. 100 à cause du resserrement global du marché du crédit qui a réduit l'accès au financement pour toutes les petites entreprises et a des répercussions négatives beaucoup plus importantes sur les jeunes entrepreneurs	10 000 000
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	
Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI)	76 000 000
Pour procéder immédiatement à la mise en œuvre des mesures d'expansion des initiatives du PARI, dont une aide financière directe aux petites et moyennes entreprises	
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	
Fonds de transition et de formation stratégique (FTFS)	250 000 000
Pour exécuter les ententes du FTFS signées avec les provinces et les territoires afin de fournir des fonds pour aider les travailleurs licenciés à réintégrer le marché du travail, pour accroître le volume de données sur le marché du travail, pour renforcer la capacité des gens de métier et leur offrir des cours pour acquérir des compétences en alphabétisation, en mathématiques et d'autres habiletés	
YM-YWCA	15 000 000
Pour verser des subventions couvrant les coûts de démarrage du YM-YWCA pour placer les jeunes stagiaires dans des organismes sans but lucratif afin qu'ils acquièrent les habiletés nécessaires que recherchent les employeurs et qu'ils puissent toucher des gains qui les aideront à poursuivre leurs études	
Programme Emplois d'été Canada	4 000 000
Pour verser des fonds à des organisations sans but lucratif, à des employeurs du secteur public et à de petites entreprises comptant tout au plus 50 employés afin qu'ils puissent offrir aux étudiants de 15 à 30 ans des emplois d'été de haute qualité au cours de la période d'emploi de mai à août	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Ressources naturelles – Ministère	
Programme écoÉNERGIE Rénovation – habitations	32 500 000
Pour verser des subventions aux propriétaires de maisons et de propriétés afin de compenser le coût des améliorations énergétiques	
Initiative d'investissement dans le secteur forestier canadien	15 900 000
Pour exécuter les ententes de contribution à l'appui du Programme canadien d'exportation du bois, de l'initiative Le bois nord-américain d'abord, du Programme Valeur au bois et des technologies de transformation	
Santé – Ministère	
Programme des installations de santé et de contributions pour dépenses en capital	10 000 000
Pour financer les projets d'infrastructure liés à la construction, à l'acquisition, à l'entretien, à la rénovation et au remplacement des installations de santé dans les collectivités des Premières nations	
Travaux publics et Services gouvernementaux – Ministère	
Projets d'infrastructure annoncés dans le budget fédéral de 2009	100 000 000
Pour mener les travaux visés par les projets à l'appui des investissements fédéraux dans l'infrastructure afin de rétablir et d'améliorer l'accessibilité aux immeubles fédéraux, d'effectuer les réparations aux ponts fédéraux et d'élaborer un plan pour le Manège militaire de Québec	
Transports – Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	
Programme de réfection du pont Champlain	4 300 000
Pour commencer les travaux de réparation des piliers et des portiques, dont le montage et le démontage des plates-formes de travail, le transport de l'équipement et des fournitures sur le site, ainsi que les travaux de démolition et de reconstruction de 30 p. 100 des piliers et des portiques	
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	
Programme des services destinés aux enfants et aux familles des Premières nations	4 050 000
Pour des dépenses requises avant la prochaine période de crédits admissible afin de mettre en œuvre des programmes améliorés axés sur la prévention pour les Services à l'enfance et à la famille des Premières nations du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard	
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	
Infrastructure de loisirs du Canada	20 000 000
Pour stimuler l'économie canadienne de façon ponctuelle, précise et temporaire avant la prochaine période de crédits par des contributions à des projets de construction liés à l'infrastructure de loisir, particulièrement des projets de restauration et de réparations	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Agence de promotion économique du Canada atlantique – Ministère	
Infrastructure de loisirs du Canada	4 464 133
Pour stimuler l'économie canadienne de façon ponctuelle, précise et temporaire avant la prochaine période de crédits par des contributions à des projets de construction liés à l'infrastructure de loisir, particulièrement des projets de restauration et de réparations	
Agence du revenu du Canada	
Mise en œuvre de mesures fiscales	8 585 821
Pour la mise en œuvre en temps opportun de diverses mesures fiscales : Crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire, Crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, pénalités pour retard ou production incorrecte de la déclaration de renseignements T4, industrie des ventes directes – simplification de la TPS/TVH, et tables de retenues sur la paie – augmentation du montant personnel de base	
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	
Infrastructure de loisirs du Canada	20 130 230
Pour stimuler l'économie canadienne de façon ponctuelle, précise et temporaire avant la prochaine période de crédits par des contributions à des projets de construction liés à l'infrastructure de loisir, particulièrement des projets de restauration et de réparations	
Industrie – Ministère	
Infrastructure du savoir dans les universités et les collèges	498 284 918
Pour accélérer les projets de réparations, d'entretien et de construction dans les collèges et les universités au Canada et ainsi améliorer les capacités de ces institutions en matière de recherche et leur permettre d'attirer des étudiants et d'offrir une meilleure expérience éducative aux travailleurs hautement qualifiés de demain	
Réseau à large bande en milieu rural	83 735 783
Pour la gestion et l'attribution de contributions avant la prochaine période de crédits admissible dans le cadre du programme, afin de mettre au point et d'implanter une stratégie visant à améliorer l'accès aux services de réseaux à larges bandes dans les communautés rurales	
Infrastructure de loisirs du Canada	46 684 962
Pour stimuler l'économie canadienne de façon ponctuelle, précise et temporaire avant la prochaine période de crédits par des contributions à des projets de construction liés à l'infrastructure de loisir, particulièrement des projets de restauration et de réparations	
Modernisation des laboratoires fédéraux	3 135 000
Pour améliorer la capacité en matière de science et de technologie par l'exécution de travaux au système de distribution de l'électricité, au système d'égouts, d'aqueduc et de distribution de l'eau, au monte-charge, aux systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation du Centre de recherches sur les communications à Ottawa	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Industrie – Commission canadienne du tourisme	
Investissement dans une campagne de publicité au Canada et de nouvelles activités prioritaires sur les marchés internationaux	20 000 000
Pour stimuler l'achalandage de touristes au moyen d'aide financière au programme de publicité du gouvernement du Canada, au programme des marchés émergents, pour des réunions internationales, au programme de congrès et voyages de motivation et pour l'accroissement des activités liées au marché américain des voyages d'agrément	
Industrie – Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	
Bourses d'études supérieures du Canada	14 000 000
Pour obtenir l'autorisation à l'égard de subventions afin d'accorder de l'aide financière en temps opportun aux étudiants canadiens et aux étudiants ayant le statut de résident permanent qui poursuivent des études en vue d'obtenir une maîtrise ou un doctorat dans une université canadienne	
Programme de stages en recherche – développement industrielle	2 500 000
Pour obtenir l'autorisation à l'égard de subventions afin d'accorder de l'aide financière en temps opportun aux diplômés et aux personnes au post-doctorat afin qu'ils entreprennent des projets de recherche appliquée et qui utilisent leur expertise pour résoudre des problèmes en milieu de travail	
Industrie – Conseil de recherches en sciences humaines	
Bourses d'études supérieures du Canada	7 000 000
Pour obtenir l'autorisation à l'égard de subventions afin d'accorder de l'aide financière en temps opportun aux étudiants canadiens et aux étudiants ayant le statut de résident permanent qui poursuivent des études en vue d'obtenir une maîtrise ou un doctorat dans une université canadienne	
Ressources naturelles – Ministère	
Fonds pour l'énergie propre	10 000 000
Pour appuyer l'élaboration de technologies nouvelles, de pointe et propres en matière d'énergie qui sont essentielles à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'autres émissions liées à la production, à la transmission, à la distribution et à l'utilisation d'énergie	
Ressources naturelles – Énergie atomique du Canada limitée	
Renforcer l'avantage nucléaire du Canada	222 000 000
Pour appuyer l'élaboration du réacteur CANDU avancé et assurer la sécurité et la fiabilité des activités des laboratoires de Chalk River	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	
Bourses d'études supérieures du Canada	6 901 000
Pour obtenir l'autorisation à l'égard de subventions afin d'accorder de l'aide financière en temps opportun aux étudiants canadiens et aux étudiants ayant le statut de résident permanent qui poursuivent des études en vue d'obtenir une maîtrise ou un doctorat dans une université canadienne	
Transports – Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	
Sûreté aérienne	155 700 000
Pour affecter des fonds du budget fédéral afin d'appuyer la mise au point de plans de sûreté aérienne et un système d'évaluation des passagers.	
Transports – VIA Rail Canada Inc.	
Infrastructure ferroviaire	125 000 000
Pour verser des fonds d'investissement dans l'infrastructure ferroviaire, dont des projets relatifs aux rails d'acier, au ballast de la voie et à la mise à niveau de la subdivision du CN de Kingston.	
Total Affectations approuvées et inscrites au Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 (1er avril - 30 avril 2009)	**1 812 865 803**

Affectations supplémentaires approuvées (1er mai - 30 juin 2009)

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Agriculture et Agroalimentaire – Agence canadienne d'inspection des aliments	
Modernisation des laboratoires fédéraux	9 105 000
Pour soutenir des investissements opportuns dans la modernisation des laboratoires fédéraux en réalisant des travaux d'entretien dans sept laboratoires au Canada. Ces projets permettront aux laboratoires de continuer de remplir leurs principales obligations réglementaires, y compris les tests qui contribuent à la santé publique et à la salubrité des aliments.	
Environnement – Ministère	
Projet gazier Mackenzie	4 635 355
Pour soutenir la coordination des activités du gouvernement fédéral et la production des rapports exigés pour l'évaluation environnementale de la Commission d'examen conjoint du projet gazier du Mackenzie et pour la réponse du gouvernement après la publication du rapport.	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Environnement – Agence Parcs Canada	
Programme du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux	3 110 081
Pour soutenir l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux dans le but de réduire et d'éliminer ultérieurement le passif financier fédéral relatif aux sites contaminés. Les fonds permettront d'accélérer l'évaluation des sites contaminés dans les parcs nationaux et les lieux historiques nationaux grâce à des projets tels que le site historique national de Lachine, le parc national de Torngat Mountains, le parc national des Glaciers, le lieu historique national du Canal-Rideau et le parc national Quttinirpaaq.	
Pêches et Océans – Ministère	
Modernisation des laboratoires fédéraux	10 341 300
Pour soutenir des investissements opportuns dans la modernisation des laboratoires fédéraux en réalisant des travaux d'entretien et d'amélioration des installations de 16 laboratoires au Canada.	
Programme du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux	4 300 000
Pour soutenir la mise en œuvre des accords régionaux sur les niveaux de service signés aux fins de l'évaluation, de la gestion et de l'assainissement des sites contaminés fédéraux, dans le but de réduire et d'éliminer ultérieurement le passif financier fédéral relatif aux sites contaminés.	
Projet gazier Mackenzie	3 239 016
Pour soutenir l'évaluation environnementale et l'examen réglementaire des activités d'exploration et de mise en valeur des ressources pétrolières et gazières liées au Projet, plus particulièrement en ce qui a trait à la détermination des répercussions sur l'habitat du poisson, aux moyens d'atténuer les répercussions et à l'émission d'autorisations pour la perturbation de l'habitat.	
Santé – Agence de la santé publique du Canada	
Modernisation des laboratoires fédéraux	1 004 000
Pour soutenir les activités visant à recenser, à contrôler et à prévenir les maladies infectieuses menées au Laboratoire national de microbiologie de Winnipeg en effectuant des travaux d'entretien, d'amélioration et d'optimisation des locaux.	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	
Projet gazier Mackenzie	8 750 028
Pour soutenir l'évaluation environnementale et l'examen réglementaire des activités d'exploration et de mise en valeur des ressources pétrolières et gazières liées au Projet, plus particulièrement en ce qui a trait aux approbations législatives dans le cadre du Projet et au développement énergétique dans le Nord canadien.	
Programme du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux	7 103 000
Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés à la suite de fuites dans des entrepôts de réservoirs de carburant et des sites d'enfouissement abandonnés afin de réduire et d'éliminer ultérieurement le passif financier fédéral relatif aux sites contaminés.	
Industrie – Ministère	
Soutenir le développement économique dans le Sud de l'Ontario	117 458 524
Pour payer des dépenses de fonctionnement comme les salaires, les déplacements, la passation de marchés, les communications et les locaux, et verser des contributions à l'égard des projets approuvés au titre du Programme de développement du Sud de l'Ontario, qui appuie le développement et la diversification de l'économie, la création d'emplois ainsi que la viabilité et la durabilité des communautés en région.	
Industrie – Agence spatiale canadienne	
Mobilité en surface pour l'exploration et Canadarm de nouvelle génération	7 000 000
Pour soutenir les entreprises de l'industrie spatiale canadienne au moyen de contrats de recherche et de développement pour la conception d'applications robotiques de pointe et d'autres technologies spatiales.	
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	
Soutenir le développement économique dans le Sud de l'Ontario	27 500 000
Pour mettre en œuvre des activités de développement économique dans le Sud de l'Ontario au moyen du Programme d'aide à la recherche industrielle, qui soutient les activités de recherche et de développement liées à des produits ou des services qui pourraient être commercialisés.	
Modernisation des laboratoires fédéraux	8 710 000
Pour soutenir les activités de recherche et de développement en effectuant des travaux d'entretien et d'amélioration à l'Institut des étalons nationaux de mesure, à l'Institut de recherche aérospatiale et dans d'autres laboratoires au Canada.	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Ressources naturelles – Énergie atomique du Canada limitée	
Renforcer l'avantage nucléaire du Canada	54 000 000
Pour poursuivre les activités liées à la fermeture des installations de production d'isotopes aux Laboratoires de Chalk River et assurer le maintien de la production d'isotopes du réacteur national de recherche universel au même endroit après 2011.	
Sécurité publique et protection civile – Ministère	
Programme des services de police des Premières nations	7 500 000
Pour remettre en état l'infrastructure essentielle des services de police dans les communautés vivant dans les réserves pour lesquelles les provinces, notamment le Manitoba, l'Ontario et le Québec, ont accepté de partager les coûts des projets d'infrastructure admissibles.	
Sécurité publique et protection civile – Agence des services frontaliers du Canada	
Construction de logements et modernisation de ports d'entrée	3 405 000
Pour effectuer des travaux visant à définir des projets de construction de logements dans les ports d'entrée éloignés du Yukon et de la Colombie-Britannique, mettre en œuvre des projets de construction visant à remplacer les ports d'entrée désuets à Kingsgate (Colombie-Britannique) et à Prescott (Ontario), et pour accroître la capacité commerciale de deux ports d'entrée à Pacific Highway et à Huntingdon (Colombie-Britannique).	
Sécurité publique et protection civile – Gendarmerie royale du Canada	
Programme du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux	2 140 000
Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux dans le but de réduire et d'éliminer ultérieurement le passif financier fédéral relatif aux sites contaminés. Les fonds seront utilisés pour soutenir l'évaluation et l'assainissement de sites contaminés tels que Beaver Creek, le hangar de London, Fort Providence, la Division dépôt à Regina (Saskatchewan) et Carcross	
Transports – Ministère	
Sécurité de l'aviation	1 843 879
Pour analyser le cadre stratégique et réglementaire, participer à la rédaction de propositions de règlements ainsi qu'à l'analyse et aux documents connexes, préparer une stratégie de mise en œuvre, déterminer les exigences en matière de rendement quant à la sécurité des aéroports et réaliser un certain nombre de projets pilotes.	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Transports – Bureau de l'infrastructure du Canada	
Coalition nationale sur les sentiers *Pour aménager, améliorer et entretenir des sentiers à usages non motorisés et des sentiers pour motoneiges et véhicules tout-terrain en versant des contributions à la Coalition nationale sur les sentiers, un organisme sans but lucratif dont les organisations membres aménagent et entretiennent les sentiers et font la promotion de leur utilisation au Canada.*	22 500 000
Total Affectations supplémentaires approuvées (1er mai - 30 juin 2009)	**303 645 183**
Montant total des affectations approuvées (1er avril - 30 juin 2009)	**2 116 510 986**
Solde au 30 juin 2009	**883 489 014**

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	(en milliers de dollars)

Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales

(Ce financement permettra d'appuyer les projets approuvés pour les infrastructures publiques qui sont déjà en place et d'autres projets comme la construction de la route de contournement de Conception Bay South – Phase III à Terre-Neuve, l'élargissement de l'autoroute 63, allant du sud de Wandering River jusqu'au sud de House River en Alberta, l'agrandissement de l'aérogare de l'aéroport international de Whitehorse au Yukon et la prestation de services à large bande aux collectivités du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest. Ces fonds consistent en des contributions pour appuyer ces projets et les coûts de fonctionnement pour mettre en œuvre et administrer les ententes de contribution avec les organismes partenaires.)

Bureau de l'infrastructure du Canada	122 798
Transports	273
Total	123 071

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

(Ces fonds appuieront des campagnes et des initiatives de publicité ayant pour but de fournir de l'information aux Canadiens à propos d'une variété de programmes et de services gouvernementaux. Plus particulièrement, ces fonds aideront à mettre en œuvre six campagnes de publicité : « Plan d'action économique », « Période de production de déclarations de 2009 », « Recrutement des Forces canadiennes », « Parcs nationaux du Canada », « Prévention du virus H1N1 » et « Capsule du Jour du Souvenir de 2009 ».)

Agence de la santé publique du Canada	4 554
Agence du revenu du Canada	4 000
Agence Parcs Canada	3 000
Anciens Combattants	350
Défense nationale	3 000
Finances	5 000
Gendarmerie royale du Canada	2 000
Total	21 904

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	(en milliers de dollars)

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés
(Ces fonds appuieront le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux, qui vise à réduire et à éliminer éventuellement la responsabilité financière fédérale pour les sites contaminés. Les fonds demandés dans le présent Budget supplémentaire des dépenses seront attribués aux ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral pour qu'ils poursuivent l'évaluation et l'assainissement des sites contaminés et/ou la gestion des risques y afférents.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	49 800
Agence Parcs Canada	5 908
Agriculture et Agroalimentaire	582
Commission de la capitale nationale	1 961
Conseil national de recherches du Canada	2 380
Environnement	231
Gendarmerie royale du Canada	3 170
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	128
Marine Atlantique S.C.C.	50
Pêches et Océans	6 740
Ressources naturelles	17 593
Santé	142
Service correctionnel	2 702
Transports	11 280
Travaux publics et Services gouvernementaux	4 723
Total	107 390

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	(en milliers de dollars)

Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*budget fédéral de 2009*)
(Ces fonds permettront d'accroître le nombre d'emplois étudiants dans la fonction publique fédérale avec l'objectif de soutenir l'emploi des jeunes et d'aider les jeunes à éviter les perturbations actuelles du marché du travail.)

Affaires étrangères et Commerce international	32
Agence canadienne d'inspection des aliments	30
Agence de la santé publique du Canada	27
Agence de promotion économique du Canada atlantique	10
Agence du revenu du Canada	131
Agence Parcs Canada	105
Agriculture et Agroalimentaire	159
Anciens Combattants	25
Bibliothèque et Archives du Canada	8
Bureau du surintendant des institutions financières	14
Citoyenneté et Immigration	22
Commission canadienne des droits de la personne	3
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	24
Commission de la fonction publique	15
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	2
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	4
Conseil national de recherches du Canada	42
Conseil privé	7
Cour suprême du Canada	3
Défense nationale	102
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	7
École de la fonction publique du Canada	4
Finances	4
Gendarmerie royale du Canada	19
Gouverneur général	37
Industrie	38
Justice	10
Patrimoine canadien	11
Pêches et Océans	50
Ressources humaines et Développement des compétences	224
Ressources naturelles	48
Santé	61
Secrétariat du Conseil du Trésor	7
Sécurité publique et Protection civile	11
Service administratif des tribunaux judiciaires	34
Service correctionnel	23
Statistique Canada	31
Transports	24
Total	1 408

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	(en milliers de dollars)

Fonds pour accueillir et organiser le Sommet du G8 en 2010 à Muskoka en Ontario
(Ces fonds serviront à appuyer la présidence du G8 par le Canada en 2010, y compris le Sommet des dirigeants en juin 2010 ainsi que plusieurs réunions à l'appui du G8. Plus particulièrement, les fonds serviront à mettre en place un bureau de gestion des sommets au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, à organiser les réunions des ministres des Affaires étrangères, des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales, à protéger les salles de réunions et les installations, pour les divers événements, y compris les améliorations à apporter aux installations, et à élaborer des plans de surveillance de la santé et des aliments.)

Affaires étrangères et Commerce international	31 124
Agence canadienne d'inspection des aliments	71
Finances	5 201
Santé	594
Travaux publics et Services gouvernementaux	8 035
Total	45 025

Fonds pour améliorer les investissements stratégiques du Canada dans les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et à Whistler en Colombie-Britannique
(Patrimoine canadien utilisera la partie des fonds qui lui sera attribuée pour la prestation de services de traduction et d'interprétation, la mobilisation des francophones aux sites des célébrations et les cérémonies de remise des médailles, l'affichage bilingue, l'installation d'un pavillon temporaire du Canada à Vancouver et les activités pour les athlètes canadiens. De plus, le ministère versera des contributions à des organisations sportives nationales et à des centres sportifs canadiens pour aider les athlètes canadiens à exceller aux Jeux et à d'autres partenaires pour appuyer le budget de fonctionnement et le service de radiodiffusion des Jeux paralympiques. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international utilisera sa partie du financement pour offrir des services essentiels de protocole, financer des activités de réseautage des entreprises et des tables rondes avec le ministre du Commerce international et accroître la visibilité grâce à la publicité en vue de promouvoir les partenariats et les investissements canadiens.)

Affaires étrangères et Commerce international	3 410
Patrimoine canadien	54 500
Total	57 910

Fonds pour appuyer la mise en œuvre de mesures visant à améliorer la commercialisation du porc à l'échelle internationale
(Ces fonds permettront d'assurer un soutien technique et vétérinaire pour les activités relatives à l'accès aux marchés grâce au renforcement des capacités et à une contribution pluriannuelle à Canada Porc International, l'organisme de promotion des exportations de l'industrie du porc. Les fonds serviront à appuyer des activités telles que des études de marché en vue de cerner les marchés et les débouchés internationaux cibles, la surveillance et l'indication des maladies dans les troupeaux canadiens et la gestion des programmes de certification des troupeaux. En outre, les fonds permettront d'appuyer les activités du Secrétariat à l'accès aux marchés du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour des activités ciblées d'accès aux marchés agricoles.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	4 144
Agriculture et Agroalimentaire	17 890
Total	22 034

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	(en milliers de dollars)

Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*budget fédéral de 2009*)
(Ces fonds serviront à soutenir les investissements au moment opportun pour la modernisation des laboratoires fédéraux en exécutant des travaux d'entretien qui ont été reportés et des rénovations dans les laboratoires partout au pays. Les projets porteront sur des laboratoires qui contribuent aux responsabilités fondamentales du gouvernement en matière de réglementation, comme la santé et la salubrité des aliments.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	754
Agence de la santé publique du Canada	2 507
Agriculture et Agroalimentaire	6 574
Bibliothèque et Archives du Canada	1 400
Commission canadienne de sûreté nucléaire	2 000
Environnement	6 363
Gendarmerie royale du Canada	4 990
Pêches et Océans	3 301
Ressources naturelles	17 095
Santé	8 995
Transports	4 534
Total	58 513

Fonds pour appuyer le développement économique et communautaire, l'innovation et la diversification économique dans le Sud de l'Ontario (*budget fédéral de 2009*)
(Les fonds attribués dans le cadre du Programme de développement du Sud de l'Ontario du ministère de l'Industrie serviront à appuyer des projets qui favorisent le développement et la diversification économiques, la création d'emplois locaux, les collectivités durables et autonomes jusqu'à ce que l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario soit mise en place. Les fonds serviront également à l'établissement de la nouvelle Agence. Les fonds attribués dans le cadre du Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherche permettront d'appuyer la recherche et le développement de produits et de services pouvant être commercialisés.)

Conseil national de recherches du Canada	1 375
Industrie	7 369
Total	8 744

Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (*budget fédéral de 2009*)
(Ces fonds serviront à stimuler l'économie canadienne au moment opportun et de manière ciblée et temporaire en versant des contributions pour les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs comme les arénas, les gymnases, les piscines et les espaces de loisirs en plein air, en mettant l'accent sur la remise en état et les réparations.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	397
Agence canadienne de développement économique du Nord	600
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	966
Agence de promotion économique du Canada atlantique	5 920
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	43 928
Industrie	50 645
Total	102 456

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	(en milliers de dollars)

Fonds pour appuyer les activités de réglementation en vertu du Programme réglementaire sur la qualité de l'air qui fait partie du Programme de la qualité de l'air
(Les fonds serviront à appuyer de nouvelles activités en vue de promouvoir le règlement sur les gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques et d'élargir les programmes actuels. Les nouvelles activités comprendront notamment la promotion de la conformité, la réglementation du parc automobile au pays, la mise sur pied d'un groupe de travail national sur l'électricité propre, ainsi qu'un fonds de technologie et des investissements approuvés au préalable. Le fonds pour l'expansion des activités actuelles servira aux consultations, à l'analyse et à la rédaction, à l'élaboration du cadre sur les polluants atmosphériques et du règlement connexe et des mécanismes de conformité en vue d'aider le secteur industriel et des transports à remplir ses obligations réglementaires.)

Environnement	25 176
Transports	942
Total	26 118

Fonds pour appuyer les modifications apportées au *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui impose l'exigence d'un visa aux citoyens du Mexique
(Ces fonds permettront d'appuyer la mise en place et l'exploitation d'une nouvelle infrastructure permanente pour la traitement des visas à Mexico, la tenue de vérifications des casiers judiciaires et les enquêtes de sécurité à partir de références par les agents des visas, la prestation de renseignements sur le crime organisé et les crimes contre l'humanité et les questions relatives à la sécurité nationale au Mexique ou ayant trait au Mexique, la collecte de renseignements sur l'immigration illégale et les activités d'interdiction, la formation du personnel des lignes aériennes à l'étranger et au Canada et la liaison avec celui-ci et la cohérence de la politique et la coordination des problèmes relatifs à la situation au Mexique.)

Agence des services frontaliers du Canada	315
Citoyenneté et Immigration	32 543
Gendarmerie royale du Canada	2 723
Sécurité publique et Protection civile	65
Total	35 646

Fonds pour couvrir les coûts associés à l'épidémie de grippe H1N1
(Ces fonds serviront à compenser les coûts que les organisations ont engagés ou prévoient engager en raison de l'épidémie. Les fonds serviront également à compenser les coûts associés aux activités telles que l'achat de médicaments antiviraux, la mise au point de meilleures interventions stratégiques et en cas d'urgence, la surveillance et la gestion de l'épidémie, les communications, la rémunération des heures supplémentaires et l'indemnité de disponibilité pour le personnel chargé de la réglementation et le personnel dans les laboratoires et la planification préparatoire et la recherche rapide.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	11 571
Agence de la santé publique du Canada	48 166
Santé	18 714
Total	78 451

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	(en milliers de dollars)

Fonds pour faire face à la hausse prévue de la population carcérale et aux pressions opérationnelles connexes attribuables à la *Loi sur l'adéquation de la peine et du crime* (projet de loi C-25)
(Ces fonds permettront de faire face aux répercussions du nombre accru de détenus sous responsabilité fédérale et aux pressions connexes sur le système correctionnel. Service correctionnel du Canada offrira des programmes et construira d'autres unités et institutions en raison de l'augmentation du nombre de détenus sous responsabilité fédérale. La Commission nationale des libérations conditionnelles assumera la charge de travail supplémentaire liée aux examens des libérations conditionnelles, aux communications avec les victimes de crime et les observateurs aux audiences.)

Commission nationale des libérations conditionnelles	810
Service correctionnel	2 040
Total	2 850

Fonds pour l'adoption immédiate de mesures ciblées pour les maladies pulmonaires et neurologiques
(Ces fonds permettront de combler les lacunes en matière d'information relevées dans le Cadre de travail national sur la santé pulmonaire, un plan d'action global visant à améliorer la santé pulmonaire, et de mettre en œuvre une étude sur quatre ans des Canadiens atteints de maladies neurologiques. Les fonds pour le volet des maladies pulmonaires serviront à accroître la sensibilisation, à développer et à diffuser des trousses d'outils, à mettre au point un service en ligne pour l'échange de connaissances, à faire des tests de la qualité de l'air à l'intérieur des habitations dans les collectivités des Premières nations et à créer et gérer des comités connexes de gouvernance. Les fonds pour le volet des maladies neurologiques serviront à appuyer une étude nationale sur la population qui comprendra une série d'analyses et d'études en vue d'évaluer les conditions neurologiques et leurs répercussions sur les Canadiens.)

Agence de la santé publique du Canada	2 585
Santé	300
Total	2 885

Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique
(Ces fonds permettront d'appuyer le travail préparatoire en vue de la date de mise en œuvre fixée à juillet 2010 de l'harmonisation de l'administration de la taxe de vente au détail en Ontario et en Colombie-Britannique avec la taxe fédérale sur les produits et services. Cette initiative appuiera les objectifs visés, c'est-à-dire, simplifier le régime fiscal, améliorer les services aux contribuables et les relations fédérales-provinciales, créer des emplois et rehausser la compétitivité fiscale globale. Le travail préparatoire comporte une gamme d'activités telles que la modification et la mise à l'essai de systèmes, la prestation de cours de formation, la rédaction et la révision de publications, les réponses aux demandes de renseignements du public, les modifications apportées aux lois, l'élaboration d'une stratégie de communications et la production de documents de sensibilisation.)

Agence des services frontaliers du Canada	1 131
Agence du revenu du Canada	39 957
Finances	1 733
Total	42 821

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	(en milliers de dollars)

Fonds pour mettre en œuvre les ententes sur les revendications territoriales globales au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et au Québec
(Ces fonds aideront à appuyer les activités suivantes : terminer la décontamination et la restauration des terres, couvrir les coûts de fonctionnement du Centre de formation professionnelle des Cri et du conseil d'évaluation environnementale et socioéconomique du Yukon, rétablir le financement pour la Commission Cree-Naskapi en vue de permettre la production de rapports biannuels, répondre aux besoins de financement pour des activités de développement d'institutions publiques du gouvernement en raison du volume, appuyer les coûts de ratification de l'entente sur les revendications territoriales de la région marine Eeyou par les Cri et terminer l'arpentage requis pour mettre en œuvre les ententes sur les revendications territoriales au Nunavut, au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	11 400
Ressources naturelles	2 629
Total	14 029

Fonds pour poursuivre la stratégie globale en vue de gérer la maladie de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)
(Ces fonds serviront à poursuivre les programmes d'ESB en gérant et surveillant les risques et en faisant connaître les programmes d'ESB au Canada. Les principales initiatives sont notamment l'enlèvement de matières à risques spécifiées, les contrôles des importations, l'évaluation des risques et la recherche ciblée, l'amélioration de la surveillance de l'ESB, l'identification du bétail, la surveillance du bétail et la recherche à l'égard des encéphalopathies spongiformes transmissibles à l'homme, l'attestation des exportations et le soutien pour les exigences techniques favorisant l'accès aux marchés.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	33 789
Agence de la santé publique du Canada	800
Santé	5 810
Total	40 399

Fonds pour promouvoir le développement énergétique dans le Nord canadien grâce à des investissements dans le projet gazier Mackenzie (*budget fédéral de 2009*)
(Ces fonds serviront à appuyer les activités en vue de répondre au rapport d'évaluation environnementale du comité mixte de révision, de planifier et de mettre en œuvre un processus réglementaire efficace et efficient pour le projet, de consulter les Autochtones conformément à la Loi constitutionnelle de 1982, de négocier l'entente financière avec les promoteurs du projet tels que les principales sociétés pétrolières et gazières du Canada et un groupe représentant les peuples autochtones des Territoires du Nord-Ouest du Canada, de mettre en œuvre la Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie, d'obtenir des conseils juridiques concernant les activités relatives au projet, de donner suite aux activités inhérentes d'exploration et de développement pétroliers et gaziers et d'entreprendre des projets scientifiques pour s'assurer que les mesures d'atténuation, de conformité et de surveillance des promoteurs sont suffisantes pour éviter des répercussions négatives sur l'environnement.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	4 493
Agence canadienne d'évaluation environnementale	215
Environnement	5 047
Pêches et Océans	581
Ressources naturelles	2 794
Transports	2 501
Total	15 631

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	(en milliers de dollars)
Fonds pour renforcer la sûreté du fret aérien au Canada (*budget fédéral de 2009*)	
(Les fonds serviront à mettre en œuvre des initiatives prioritaires approuvées par le Cabinet et à entreprendre des évaluations des risques pour la sécurité des participants au régime de sûreté du fret aérien du Canada. Ce projet comportera des activités clés comme le renforcement du régime de réglementation, la gestion d'une chaîne d'approvisionnement protégée et l'établissement de normes obligatoires de contrôle du fret aérien.)	
Agence des services frontaliers du Canada	2 398
Transports	10 326
Total	12 724
GRAND TOTAL	**820 009**

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent de transférer des fonds entre eux à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organisations, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organisations qui transfèrent des fonds.

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Fonds en appui aux enquêtes et aux mesures visant à faire respecter l'application de la Liste nationale des numéros de télécommunication exclus		
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	1 500 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 500 000)
Mesures visant la mise en œuvre d'un dialogue sur l'énergie propre entre le Canada et les États-Unis		
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	755 000
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(755 000)
Pour acquérir des connaissances en matière d'infrastructure culturelle, sur le plan national et international, grâce è la recherche et au réseautage		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	25 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000)
Pour appuyer des activités de promotion du tourisme et de l'agroalimentaire dans le contexte de la francophonie canadienne lors des Jeux olympiques de 2010		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	500 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(500 000)
Pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de salubrité des aliments)		
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	5 754 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 754 000)
Pour appuyer l'agrandissement de l'aérogare de l'aéroport international de Whitehorse dans le cadre du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique		
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	35 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 55 (Contributions)	(35 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour appuyer l'organisation de deux conférences liées aux langues officielles : le symposium dans le cadre du 40e anniversaire de la *Loi sur les langues officielles* et portant sur l'avenir des politiques linguistiques au Canada et le Symposium international sur les villes bilingues		
Commissariat aux langues officielles	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	40 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(40 000)
Pour appuyer la participation d'athlètes et d'artistes qui représenteront l'Équipe Canada dans le cadre de la VIe édition des Jeux de la Francophonie à Beyrouth au Liban		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	1 099 120
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(99 120)
Agence canadienne de développement international	Crédit 30 (Subventions et contributions)	(1 000 000)
Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la *Loi sur les espèces en péril*		
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	376 060
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(376 060)
Pour appuyer la prestation des programmes d'Affaires indiennes et du Nord canadien dans les territoires par l'Agence canadienne de développement économique du Nord		
Agence canadienne de développement économique du Nord	Crédit 37 (Dépenses de fonctionnement)	5 428 803
Agence canadienne de développement économique du Nord	Crédit 39 (Contributions)	20 453 808
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 428 803)
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(20 453 808)
Pour appuyer la recherche liée à la prévention du suicide chez les jeunes Autochtones		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	100 000
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(100 000)
Pour appuyer le rassemblement de la jeunesse autochtone à Vancouver en 2010 par l'intermédiaire de la Société des quatre Premières nations hôte		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	1 500 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(1 500 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale		
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	177 740
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	633 885
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	659 900
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 70 (Subventions)	514 467
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	304 767
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	122 750
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 413 509)
Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles		
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	754 814
Vérificateur général	Crédit 15 (Dépenses du Programme)	(2 797)
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(61 996)
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement)	(7 971)
Service correctionnel	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	(71 370)
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(29 365)
Finances	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 977)
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(102 083)
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(22 947)
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(55 192)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(10 538)
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(19 376)
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(119 792)
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(22 553)
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(19 506)
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(3 617)
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(20 829)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(25 522)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(26 786)
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(28 164)
Statistique Canada	Crédit 95 (Dépenses du Programme)	(24 128)
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 817)
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(17 412)
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	Crédit 10 (Dépenses du Programme)	(3 981)
Anciens Combattants	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(17 203)
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(10 119)
Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(4 877)
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	(17 153)
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(4 743)

Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	157 500
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 70 (Subventions)	(157 500)

Pour couvrir le coût des primes d'assurance de l'exposition l'Afghanistan, Trésors du Musée national de Kaboul (Programme de consolidation des arts et du patrimoine canadien)

Musée canadien des civilisations	Vote 35 (Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital)	175 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(175 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour couvrir les dépenses de fonctionnement du cabinet du ministre d'État (Condition féminine)		
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	Crédit 85 (Dépenses de fonctionnement)	797 908
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(797 908)
Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire		
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	38 500
Santé	Crédit 5 (Dépenses en capital)	260 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 45 (Dépenses en capital)	2 069 816
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	100 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	75 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 55 (Dépenses en capital)	850 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	900 000
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 35 (Dépenses en capital)	180 000
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	54 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(4 527 316)
Pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres des opérations de la sécurité maritime		
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	96 100
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(96 100)
Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	171 486
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	371 668
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(171 486)
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(371 668)
Pour des projets d'agrandissement prévus ayant été inscrits dans le plan d'investissement en capital de 2009-2011 de l'Administration portuaire de Belledune et annoncés dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure		
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 55 (Contributions)	6 000 000
Transports	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(6 000 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour des subventions destinées à des analyses d'experts des bases de données existantes liées à la santé maternelle et infantile afin d'améliorer la disponibilité des données probantes pour la prise de décisions		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	50 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000)
Pour établir un Réseau de recherche sur l'influenza composé de chercheurs canadiens qui mettront au point des méthodes d'évaluation des vaccins contre la grippe et mettront en œuvre des programmes d'immunisation		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	1 977 213
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(1 977 213)
Pour financer des projets de recherche pouvant servir à l'élaboration de politiques concernant la participation sportive		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	251 036
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(251 036)
Pour financer l'acquisition et la conservation de films conformément à la composante relative à la préservation et à l'accès de la Politique canadienne du long métrage		
Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	481 950
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(481 950)
Pour fournir un financement afin d'assurer la tenue du Congrès mondial sur la technologie de l'information à Montréal en 2012		
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	120 000
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(60 000)
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(60 000)
Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	13 328 200
Agence canadienne de développement international	Crédit 30 (Subventions et contributions)	(1 236 400)
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(203 500)
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	(1 626 700)
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(8 986 500)
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(356 900)
Finances	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(11 600)
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(333 700)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(155 000)
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(214 500)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(140 900)
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(62 500)

Pour l'augmentation des frais liés à l'aménagement des locaux et aux services immobiliers

Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	18 550 754
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement, affectations à fins déterminées « services immobiliers »)	(18 550 754)

Pour l'établissement et l'entretien du Centre d'étude et de synthèse des données scientifiques qui a pour rôle de soutenir le renouveau du Groupe d'étude canadien sur les soins de santé préventifs

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	208 333
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(208 333)

Pour l'examen scientifique sur les comportements sédentaires et pour financer une conférence internationale sur l'activité physique et la santé publique qui aura lieu à Toronto

Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	40 000
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(40 000)

Pour l'initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada

Centre de recherches pour le développement international	Crédit 40 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	170 856
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(170 856)

Pour l'intégration de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor

Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	45 845 143
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 55 (Dépenses du Programme)	(45 845 143)

Pour la modification de l'entente cadre de service de transfert de la fonction de technologie de l'information de Service correctionnel

Commission nationale des libérations conditionnelles	Crédit 40 (Dépenses du Programme)	80 000
Service correctionnel	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	(80 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour la participation des Premières nations aux négociations en ce qui a trait au développement du port Prince Rupert situé sur des terres désignées territoire ancestral par ces Premières nations		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	205 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(205 000)
Pour la recherche axée sur les problèmes psychosociaux liés à la procréation assistée		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	500 000
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	Crédit 15 (Dépenses du Programme)	(500 000)
Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto)		
Finances	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	486 075
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(486 075)
Pour la transformation d'un bien immobilier situé à Gatineau (Québec) en tant qu'installation pour l'entreposage de collections avec rayonnages à haute densité		
Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	996 609
Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 52 (Dépenses en capital)	4 329 128
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(5 325 737)
Pour le Fonds de coordination de la sûreté maritime		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	730 750
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	500 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement	222 750
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 453 500)
Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger		
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	43 900
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 081 700
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 125 600)
Pour le remboursement des coûts de locaux liés à l'entente de bail-achat pour le projet du nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada à Ottawa (Ontario)		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	10 138 000
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement, affectation à fins déterminées « services immobiliers »)	(10 138 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour le soutien administratif du programme des Mesures transitoires à court terme qui fournit une aide au revenu aux pêcheurs de homard admissibles du Québec et du Canada atlantique		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	463 129
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(463 129)
Pour le transfert des responsabilités liées au programme du multiculturalisme		
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 350 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 350 000)
Pour les conventions collectives conclues lors du partage des services ministériels entre les deux organisations		
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	343 000
Finances	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(343 000)
Pour les fonds obtenus destinés aux conventions collectives		
Bureau du directeur des poursuites publiques	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	762 966
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(762 966)
Pour les frais de locaux liés à la *Loi sur les espèces en péril*		
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement, affectation à fins déterminées « services immobiliers »)	518 000
Pêches et Océans	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(518 000)
Pour les paiements en remplacement d'impôts et la réalisation de projets liés à des biens immobiliers, à la santé et à la sécurité		
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	Crédit 60 (Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc.)	3 594 999
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement, affectation à fins déterminées « services immobiliers »)	(803 334)
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(2 791 665)
Pour les paiements versés en remplacement d'impôts et l'entretien et les réparations de biens		
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	146 666
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement, affectation à fins déterminées « services immobiliers »)	(146 666)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	2 700 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(2 700 000)
Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	388 900
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(388 900)
Pour soutenir des équipes multidisciplinaires afin de renforcer la capacité de recherche sur la prévention, le traitement ou le contrôle des blessures		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	14 583
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(14 583)
Pour soutenir l'élaboration d'une stratégie visant à repositionner une organisation artistique		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	15 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(15 000)
Pour soutenir l'intégration des données relatives au traitement de cas grâce à la technologie de l'information (Système mondial de la gestion des cas)		
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	500 000
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(500 000)
Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires		
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	374 760
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(126 355)
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(200 000)
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(48 405)
Pour soutenir la conduite d'analyses statistiques et l'élaboration de résumés de recherches portant sur les arts		
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	25 583
Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	(25 583)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique		
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 2 (Dépenses en capital)	145 000 1 855 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(2 000 000)
Pour soutenir le projet de renforcement des institutions palestiniennes responsables des poursuites		
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	333 700
Agence canadienne de développement international	Crédit 30 (Subventions et contributions)	(333 700)
Pour soutenir les opérations du Programme forestier des Premières nations et favoriser leur accès aux possibilités économiques tributaires de la forêt		
Ressources naturelles	Crédit 5 (Subventions et contributions)	2 875 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(2 875 000)
Pour transférer les fonds de fonctionnement et les contributions afin de gérer un nouveau programme d'investissements coopératifs qui offre des incitatifs aux entreprises canadiennes pour évaluer la viabilité commerciale de projets dans les pays en développement		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	410 750
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	5 501 192
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement)	(410 750)
Agence canadienne de développement international	Crédit 30 (Subventions et contributions)	(5 501 192)
Pour une contribution à l'Académie canadienne des sciences de la santé		
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	50 000
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(50 000)

Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, au moyen du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications pour diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant à un projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour qu'un poste soit inclus dans un projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de « 1 $ » permet d'inclure un tel poste à un projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 $ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 $ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation d'une subvention existante est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Le virement de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut devoir réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Le virement entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités d'une organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et des investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».
5. *Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant* – Le budget supplémentaire des dépenses peut servir à créer un nouveau crédit, ainsi que le libellé correspondant, qui accordera l'autorisation à l'organisation tel que précisé dans le nouveau libellé du crédit.

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 $ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais nécessiteront qu'un poste de 1 $. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 $.

Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L'approbation de subventions

Organisation	N° du crédit	Explication
Santé – Agence de la santé publique du Canada	50b	Pour **renommer une subvention** « Subvention à l'Institut de recherche de la Société canadienne du cancer pour l'Alliance canadienne pour la recherche sur le cancer du sein » **d'un montant de 3 000 000 $**; et pour **augmenter de 1 000 000 $** les « Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de la santé publique ».

2. Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	No du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	25b	Pour autoriser le virement de **11 800 000 $ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international)** pour assurer une présence sécurisée en Afghanistan et pour fournir l'appui nécessaire à l'administration centrale pour l'acheminement de l'aide.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	25b	Pour autoriser le virement de **2 222 835 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)** pour financer le Pavillon autochtone dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver.
Agence de promotion économique du Canada atlantique – Ministère	7b	Pour autoriser le virement de **456 680 $ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)**, et de **279 053 $ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)** pour radier des dettes envers l'État relatives aux prêts consentis par la Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador.
Défense nationale – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de **260 000 $ du crédit 1 (Défense nationale)** pour appuyer des investissements dans le projet interministériel d'intégration des systèmes maritimes de commandement, de contrôle et de communication.
Industrie – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de **3 400 442 $ du crédit 1 (Industrie)** pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisations.
Industrie – Agence spatiale canadienne	35b	Pour autoriser le virement de **1 800 000 $ du crédit 25 (Industrie)** pour appuyer la recherche, la sensibilisation et la formation en sciences et technologies spatiales.

Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	No du crédit	Explication
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	50b	Pour autoriser le virement de **1 966 000 $ du crédit 60 (Industrie)** pour tenir compte de la diminution des coûts relatifs aux programmes des télescopes internationaux en raison d'un taux de change favorable; et de **127 500 $ du crédit 60 (Industrie)** pour tenir compte de l'annulation du concours d'admissibilité au Programme de supplément de bourses d'études supérieures.
Industrie – Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70b	Pour autoriser le virement de **410 000 $ du crédit 65 (Industrie)** pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Patrimoine canadien – Bibliothèque et Archives du Canada	52b	Pour autoriser le virement au présent crédit de **7 556 278 $ du crédit 50 (Patrimoine canadien)** pour virer une partie du budget de fonctionnement au budget en capital à la suite de la création d'un nouveau crédit pour dépenses en capital.
Ressources naturelles – Ministère	2b	Pour autoriser le virement de **7 178 500 $ du crédit 1 (Ressources naturelles)** pour créer un crédit pour dépenses en capital en vue de l'acquisition de machines et de matériel.
Transports – Commission de la capitale nationale	45b	Pour autoriser le virement de **640 000 $ du crédit 40 (Transports)** pour l'assainissement des sites fédéraux contaminés.
Santé – Ministère	10b	Pour autoriser le virement de **5 393 800 $ du crédit 1 (Santé)** pour fournir un financement de contributions aux communautés des Premières nations destiné au plan de lutte contre la pandémie.
Santé – Agence de la santé publique du Canada	50b	Pour autoriser le virement de **1 000 000 $ du crédit 40 (Santé)** pour aider le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver.

3. <u>Le virement entre organisations</u>

Organisation	N° du crédit	Explication
Conseil du Trésor – Secrétariat	1b	Pour autoriser le virement de **45 845 143 $ du crédit 55 (Secrétariat du Conseil du Trésor)** pour l'intégration de l'Agence de gestions des ressources humaines de la fonction publique du Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor; de **343 000 $ du crédit 1 (Finances)** pour les conventions collectives conclues lors du portage des services ministériels entre les deux organisations; de **200 000 $ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada),** de **126 355 $ du crédit 1 (Santé)**, et de **48 405 $ du crédit 1 (Industrie)** pour soutenir la collectivité

Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
		nationale des gestionnaires; **119 792 $ du crédit 5 (Défense nationale), 102 083 $ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences), 71 370 $ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile), 61 996 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), 55 192 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), 29 365 $ du crédit 1 (Environnement), 28 164 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), 26 786 $ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), 25 522 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile), 24 128 $ du crédit 95 (Industrie), 22 947 $ du crédit 1 (Industrie), 22 553 $ du crédit 1 (Transports), 20 829 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), 19 506 $ du crédit 1 (Justice), 19 376 $ du crédit 1 (Ressources naturelles), 17 412 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), 17 203 $ du crédit 1 (Anciens Combattants), 17 153 $ du crédit 25 (Environnement), 10 538 $ du crédit 40 (Santé), 10 119 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien), 7 971 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), 4 877 $ du crédit 50 (Patrimoine canadien), 4 743 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), 3 981 $ du crédit 10 (Citoyenneté et Immigration), 3 617 $ du crédit 1 (Conseil privé), 2 977 $ du crédit 1 (Finances), 2 797 $ du crédit 15 (Finances) et de 1 817 $ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)** pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles.
Conseil privé – Commissariat aux langues officielles	20b	Pour autoriser le virement de **40, 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)** pour appuyer l'organisation de deux conférences liées aux langues officielles : le symposium dans le cadre du 40e anniversaire de la *Loi sur les langues officielles* et portant sur l'avenir des politiques linguistiques au Canada et le Symposium international sur les villes bilingues.
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	50b	Pour autoriser le virement de **38 500 $ du crédit 5 (Défense nationale)** pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.

Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Industrie – Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70b	Pour autoriser le virement de **514 467 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)** pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale.
Industrie – Conseil de recherches en sciences humaines	85b	Pour autoriser le virement de **251 036$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)** pour financer des projets de recherche pouvant servir à l'élaboration de politiques concernant la participation sportive.
Justice – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de **333 700 $ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international)** pour soutenir le projet de renforcement des institutions palestiniennes responsables des poursuites.
Patrimoine canadien – Conseil des Arts du Canada	10b	Pour autoriser le virement de **25 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)** pour acquérir des connaissances en matière d'infrastructure culturelle, sur le plan national et international, grâce à la recherche et au réseautage; et de **15 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)** pour soutenir l'élaboration d'une stratégie visant à repositionner une organisation artistique.
Patrimoine canadien – Musée canadien des civilisations	35b	Pour autoriser le virement de **175 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)** pour couvrir le coût des primes d'assurance de l'exposition l'Afghanistan, Trésors du Musée national de Kaboul (Programme de consolidation des arts et du patrimoine canadiens).
Patrimoine canadien – Bibliothèque et Archives du Canada	52b	Pour autoriser le virement de **4 329 128 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux)** pour la transformation d'un bien immobilier situé à Gatineau (Québec) en tant qu'installation pour l'entreposage de collections avec rayonnages à haute densité.
Patrimoine canadien – Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	85b	Pour autoriser le virement de **797 908 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)** pour couvrir les dépenses de fonctionnement du cabinet du ministre d'État (Condition féminine).
Ressources naturelles – Ministère	2b	Pour autoriser le virement de **1 855 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)** pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique.
Santé – Agence de la santé publique du Canada	50b	Pour autoriser le virement de **90 000 $ du crédit 10 (Santé)** pour une contribution à l'Académie canadienne des sciences de la santé (50 000 $); et pour l'examen scientifique sur les comportements sédentaires et pour financer une conférence internationale sur l'activité physique et la santé publique qui aura lieu à Toronto (40 000 $).

Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Sécurité publique et Protection civile – Agence des services frontaliers du Canada	10b	Pour autoriser le virement de **500 000 $ du crédit 1 (Transports)** pour les Fonds de coordination de la sûreté maritime et de **54 000 $ du crédit 5 (Défense nationale)** pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Transports – Société du Vieux-Port de Montréal inc.	60b	Pour autoriser le virement au présent crédit de **803 334 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 2 791 665 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux)** pour les paiements en remplacement d'impôts et la réalisation de projets liés à des biens immobiliers, à la santé et à la sécurité.

4. La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	L35b	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser **264 532 000 $ (227 032 000 $ + 37 500 000 $)**, conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales.

5. Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant

Organisation	N° du crédit	Explication
Agence de promotion économique du Canada Atlantiques – Ministère	7b	Conformément au paragraphe 25 (c) de la loi sur la gestion des finances publiques, radier des Comptes publics du Canada **456 680 $** en capital, **279 053 $** en intérêt pour des prêts consentis à l'industrie par la Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador.
Patrimoine canadien – Société Radio-Canada	27b	Pour autoriser, en vertu de l'alinéa 46.1(3)b) de la *Loi sur la radiodiffusion*, un passif total résultant de prêts consentis conformément aux paragraphes 46.1(1) et 46.1(2) de la Loi n'excédant pas **220 000 000 $**.
Patrimoine canadien – Bibliothèque et Archives du Canada	52b	Dépenses en capital.
Ressources naturelles – Ministère	2b	Dépenses en capital.

Postes de 1 $ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	**N^{o} du crédit**	**Explication**
Transports – Société canadienne des postes	17b	Conformément à l'article 28 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres sources que l'État, pour des sommes ne dépassant pas, de temps à autre, un montant principal dû de **2 500 000 000 $** et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances.
Travaux publics et Services gouvernementaux – Ministère	7b	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique – En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de **20 000 000 $** à **40 000 000 $** le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de **40 000 000 $** à **20 000 000 $** le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, **à compter du 1er avril 2010**.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	 **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère			
1b	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 21 240 000 $ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 15 480 615 $ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 410 750 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 236 400 $ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 8 986 500 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 1 626 700 $ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile),			

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	de 356 900 $ du crédit 1 (Environnement), de 333 700 $ du crédit 1 (Justice) de 214 500 $ du crédit 1 (Conseil privé), de 203 500 $ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 155 000 $ du crédit 1 (Défense nationale), de 140 900 $ du crédit 40 (Santé) de 62 500 $ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 11 600 $ du crédit 1 (Finances) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 262 896 974	**49 273 965**	**50 210 114**	1 362 381 053
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 203 000 $ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	158 428 432	**(21 037 000)**	**25 270 568**	162 662 000
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 $, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2008 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 501 192 $ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 99 120 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	815 034 510	**(9 083 303)**	**18 891 223**	824 842 430
15	Passeport Canada – Dépenses en capital	10 000 000	**.....**	**.....**	10 000 000

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 513 572	.....	.....	74 513 572
(L)	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Fonds renouvelable du Bureau des passeports (*Loi sur les fonds renouvelables* S.R. 1985, ch. R-8)	24 054 000	.....	.....	24 054 000
(L)	Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la *Loi sur le développement des exportations* (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33)	1 000 000	.....	.....	1 000 000
(L)	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* (S.R. 1985, ch. D-2)	250 000	.....	.....	250 000
	Total des dépenses budgétaires	2 346 334 332	**19 153 662**	**94 371 905**	2 459 859 899
(L)	Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la *Loi sur le développement des exportations* (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33)	(120 500 000)	.....	**12 420 500 000**	12 300 000 000
	Total des dépenses non budgétaires	(120 500 000)	.....	**12 420 500 000**	12 300 000 000
	Total du Ministère	2 225 834 332	**19 153 662**	**12 514 871 905**	14 759 859 899
	Corporation commerciale canadienne				
20	Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 191 642	.....	.....	15 191 642
	Total de l'organisme	15 191 642	.....	.....	15 191 642

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses — **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Agence canadienne de développement international				
25b Dépenses de fonctionnement et autorisation : *a*) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; *b*) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au *Règlement sur l'assistance technique*, pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 800 000 $ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	213 131 155	**11 381 279**	**1**	224 512 435
30b Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	2 744 733 685	**(19 871 292)**	**246 183 000**	2 971 045 393
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 955 378	.....	.....	25 955 378
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la *Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)*	231 336 000	.....	.....	231 336 000
Total des dépenses budgétaires	3 215 234 640	**(8 490 013)**	**246 183 001**	3 452 927 628

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses: **Transferts**	Présent budget supplémentaire des dépenses: **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
L35b Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 264 532 000 $ (227 032 000 $ + 37 500 000 $), conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	2	.....	**1**	3
Total de l'organisme	3 215 234 642	**(8 490 013)**	**246 183 002**	3 452 927 631
Centre de recherches pour le développement international				
40b Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 170 856 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	161 749 534	**170 856**	**7 000 000**	168 920 390
Total de l'organisme	161 749 534	**170 856**	**7 000 000**	168 920 390
Commission mixte internationale				
45 Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	8 862 989	.....	.....	8 862 989
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	543 986	.....	.....	543 986
Total de l'organisme	9 406 975	.....	.....	9 406 975
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
50 Dépenses du Programme	2 905 647	.....	.....	2 905 647
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	187 500	.....	.....	187 500
Total de l'organisme	3 093 147	.....	.....	3 093 147
Total du portefeuille	5 630 510 272	**10 834 505**	**12 768 054 907**	18 409 399 684

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**	**Crédit 5**	**Crédit 10**	**Total**
Fonds pour accueillir et organiser le Sommet du G8 en 2010 à Muskoka en Ontario (*poste horizontal*)	30 324	. . . . .	800	31 124
Fonds pour renforcer le réseau de missions du Canada afin d'améliorer la représentation du Canada à l'étranger	19 944	10 934	. . . . .	30 878
Fonds pour une nouvelle opération de maintien de la paix des Nations Unies en Somalie, en République centrafricaine et au Tchad	. . . . .	. . . . .	13 091	13 091
Réinvestissement des revenus de la vente ou de transfert de biens immobiliers à l'étranger	. . . . .	10 000	. . . . .	10 000
Fonds consacrés à une contribution pour la construction d'un centre pour les jeunes à l'université de l'Aquila en Italie	. . . . .	. . . . .	5 000	5 000
Fonds pour l'acquisition d'une nouvelle chancellerie à Astana, au Kazakhstan	. . . . .	4 337	. . . . .	4 337
Fonds pour améliorer les investissements stratégiques du Canada dans les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et à Whistler en Colombie-Britannique (*poste horizontal*)	3 410	. . . . .	. . . . .	3 410
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	32	. . . . .	. . . . .	32
Montant brut des crédits à adopter	53 710	25 271	18 891	97 872
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	3 500	. . . . .	. . . . .	3 500
Total des crédits à adopter	**50 210**	**25 271**	**18 891**	**94 372**
Crédits législatifs				
Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la *Loi sur le développement des exportations* (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays				12 420 500
Total des rajustements des crédits				**12 514 872**
Transferts				
Transfert de Citoyenneté et Immigration (8 986 $), du Service canadien du renseignement de sécurité (1 627 $), de l'Agence canadienne de développement international (1 236 $), d'Environnement (357 $), de Justice (334 $), du Conseil privé (214 $), de Défense nationale (155 $), de l'Agence du revenu du Canada (203 $), de l'Agence de la santé publique du Canada (141 $), du Secrétariat du conseil du Trésor (63 $) et de Finance (12 $) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	13 328	. . . . .	. . . . .	13 328
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour transférer les fonds de fonctionnement et les contributions afin de gérer un nouveau programme d'investissements coopératifs qui offre des indicatifs aux entreprises canadiennes pour évaluer la viabilité commerciale de projets dans les pays en développement	411	. . . . .	5 501	5 912
Transfert de l'Agence canadienne de développement international (1 000 $) et de Patrimoine canadien (99 $) – Pour appuyer la participation d'athlètes et d'artistes qui représenteront l'Équipe Canada dans le cadre de la VI^{e} édition des Jeux de la Francophonie à Beyrouth au Liban	. . . . .	. . . . .	1 099	1 099

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les travaux du Groupe de travail sur l'Afghanistan et pour mieux harmoniser les ressources du Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde avec les programmes prévus et les conditions changeantes en Afghanistan	12 096	.....	(12 096)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour satisfaire aux coûts de fonctionnement de la réunion ministérielle liée au volet nordique de la politique étrangère du Canada tenue à Iqualuit au Nunavut	335	.....	(335)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir l'infrastructure (biens immobiliers et GI/TI), les programmes d'entretien à l'administration centrale et dans les missions à l'étranger ainsi que les dépenses liées aux Directives sur le service extérieur	21 991	(21 240)	(751)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour satisfaire aux besoins de fonctionnement dans le cadre du Programme de partenariat mondial afin de fournir de l'équipement à l'usine de destruction d'armes chimiques de Kizner en Russie	2 000	.....	(2 000)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour fournir des fonds de fonctionnement suffisants pour gérer un nouveau programme d'investissements coopératifs qui offre des indicatifs aux entreprises canadiennes pour évaluer la viabilité commerciale de projets dans les pays en développement	298	203	(501)	.....
Transfert à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour fournir un financement afin d'assurer la tenue du Congrès mondial sur la technologie de l'information à Montréal en 2012	(60)	.....	.....	(60)
Transfert à Patrimoine canadien (1 082 $) et à Agriculture et Agroalimentaire (44 $) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(1 126)	.....	.....	(1 126)
Total des transferts	**49 273**	**(21 037)**	**(9 083)**	**19 153**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**99 483**	**4 234**	**9 808**	**12 534 025**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 3 500 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison de l'annulation de la campagne de publicité sur la sécurité des Canadiens qui voyagent à l'étranger.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Paiements de quote-parts aux organisations internationales :		
Soutien des Nations Unies à la mission de l'Union africaine en Somalie (6 472 901 $US)	7 058 657	.....
Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (5 596 339 $US)	6 032 566	.....
Programme d'investissements coopératifs	5 501 192	.....
Fonds pour la paix et la sécurité	5 000 000	.....
Projets et activités de développement découlant des sommets de La Francophonie	1 099 120	.....
Contributions à l'unité de soutien de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour le Processus Heiligendamm-L'Aquila	800 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	**25 491 535**	**.....**
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	15 683 615	.....
Montant net des paiements de transfert	**9 807 920**	**.....**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Crédit L35	Total
Fonds pour des programmes bilatéraux et multilatéraux de sécurité alimentaire visant à appuyer le développement, la recherche et l'innovation en matière d'agriculture dans les pays en développement ayant des populations vulnérables, y compris les pays d'Afrique	.....	321 500	.....	321 500
Fonds pour les subventions supplémentaires destinées aux organisations internationales pour l'aide au développement, la programmation de lutte contre la faim, la malnutrition et les maladies et l'aide humanitaire internationale.	.....	136 050	.....	136 050
Fonds pour le Pakistan (25 000 $) et le Sri Lanka (15 000 $) pour répondre aux besoins humanitaires urgents à la suite du déplacement de la population durant les conflits et à la fin des hostilités	.....	40 000	.....	40 000
Fonds pour Biologie appliquée en Afrique centrale et de l'Est afin de permettre à l'Agence de remplir ses obligations dans les pays désignés	.....	3 100	.....	3 100
Fonds pour augmenter le plafond des émissions et des paiements de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, en vertu de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, dans le but de renouveler la position du leadership canadien dans le Fonds international de développement agricole et dans le développement agricole en général	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	.....	500 650	.....	500 650
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	.....	254 467	.....	254 467
Total des crédits à adopter	**.....**	**246 183**	**.....**	**246 183**
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour assurer une présence sécurisée en Afghanistan et pour fournir l'appui nécessaire à l'administration centrale pour l'acheminement de l'aide.	11 800	(11 800)	.....	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(8)	.....	.....	(8)
Transfert à Justice – Pour soutenir le projet de renforcement des institutions palestiniennes responsables des poursuites	.....	(334)	.....	(334)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour appuyer la participation d'athlètes et d'artistes qui représenteront l'Équipe Canada dans le cadre de la VI^{e} édition des Jeux de la Francophonie à Beyrouth au Liban	.....	(1 000)	.....	(1 000)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	.....	(1 236)	.....	(1 236)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour transférer les fonds de fonctionnement et les contributions afin de gérer un nouveau programme d'investissements coopératifs qui offre des incitatifs aux entreprises canadiennes pour évaluer la viabilité commerciale de projets dans les pays en développement.	(411)	(5 501)	.....	(5 912)
Total des transferts	**11 381**	**(19 871)**	**.....**	**(8 490)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**11 381**	**226 312**	**.....**	**237 693**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Agence canadienne de développement international

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 254 467 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'une conversion des contributions en subventions liées à l'aide internationale.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	462 550 000	. . . . .
Contributions		
Programmation bilatérale : Contributions pour l'aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées en vertu d'une autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.	38 100 000	. . . . .
Montant total brut des paiements de transfert	**500 650 000**	**. . . . .**
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	254 467 000	. . . . .
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	19 871 292	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**226 311 708**	**. . . . .**

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Financement pour établir le Fonds d'innovation pour le développement qui met l'accent sur la recherche en santé mondiale en vue de dispenser de meilleurs soins de santé aux groupes défavorisés des pays en développement	7 000
Transferts	
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour l'initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada	171
Présent budget supplémentaire des dépenses	**7 171**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et *a*) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; *b*) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; *c*) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; *d*) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 $ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	991 038 957	**(7 263 141)**	**97 276 212**	1 081 052 028
5b	Dépenses en capital et *a*) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; *b*) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....	44 419 000	**(38 468 000)**	**. . . . .**	5 951 000
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 868 000 $ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 205 000 $ du crédit 1 (Transports) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 927 682 293	**9 021 357**	**186 872 884**	6 123 576 534
15a	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....	66 200 000	**. . . . .**	**. . . . .**	66 200 000

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
20	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	9 305 250	.....	.....	9 305 250
25b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 222 835 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	30 164 000	**2 222 835**	**1**	32 386 836
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 093 718	.....	.....	61 093 718
(L)	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Paiements de transfert relatifs à l'infrastructure des Premières nations pour le logement dans les réserves (*Loi d'exécution du budget de 2009*)	75 000 000	.....	.....	75 000 000
(L)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	74 489 000	.....	.....	74 489 000
(L)	Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador en vertu de la *Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador*	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L)	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L)	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L)	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15 000	.....	.....	15 000
	Total des dépenses budgétaires	7 302 344 640	**(34 486 949)**	**284 149 097**	7 552 006 788
L30	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	47 403 000	.....	.....	47 403 000
L35	Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000	.....	.....	30 400 000
	Total des dépenses non budgétaires	77 803 000	.....	.....	77 803 000
	Total du Ministère	7 380 147 640	**(34 486 949)**	**284 149 097**	7 629 809 788

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Agence canadienne de développement économique du Nord				
37b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 428 803 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	.....	**5 428 803**	**8 260 446**	13 689 249
39b	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 453 808 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	.....	**20 453 808**	**600 000**	21 053 808
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités	.....	**.....**	**15 574 834**	15 574 834
	Total de l'organisme	.....	**25 882 611**	**24 435 280**	50 317 891
	Commission canadienne des affaires polaires				
40	Dépenses du Programme et contributions	962 950	**.....**	**.....**	962 950
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70 550	**.....**	**.....**	70 550
	Total de l'organisme	1 033 500	**.....**	**.....**	1 033 500
	Institut de la statistique des Premières nations				
45	Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	4 700 000	**.....**	**.....**	4 700 000
	Total de l'organisme	4 700 000	**.....**	**.....**	4 700 000
	Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens				
50	Dépenses du Programme	22 892 743	**.....**	**.....**	22 892 743
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	510 000	**.....**	**.....**	510 000
	Total de l'organisme	23 402 743	**.....**	**.....**	23 402 743
	Greffe du Tribunal des revendications particulières				
55b	Dépenses du Programme	2 424 196	**.....**	**272 000**	2 696 196
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	195 332	**.....**	**.....**	195 332
	Total de l'organisme	2 619 528	**.....**	**272 000**	2 891 528
	Total du portefeuille	7 411 903 411	**(8 604 338)**	**308 856 377**	7 712 155 450

Nota :
En vertu du décret C.P. 2009-1423, la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom de la Direction générale du développement économique du Nord a été transférée du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien à l'Agence canadienne de développement économique du Nord, à compter du 18 août 2009.

En vertu du décret C.P. 2009-0931, suppression du Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens de l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ajout de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens, à compter du 1er juillet 2009.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 25	Total
Fonds destinés à la Première nation de Peguis du Manitoba pour le règlement de particulière sur la cession de 1907	. . . . .	. . . . .	77 596	. . . . .	77 596
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	15 288	. . . . .	34 512	. . . . .	49 800
Fonds pour des paiements accordés en vertu du processus de résolution fixé par la cour ayant trait à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens	41 287	. . . . .	. . . . .	. . . . .	41 287
Fonds à l'appui de la mise en œuvre des initiatives en vertu du nouveau Cadre fédéral pour le développement économique des autochtones	9 756	. . . . .	20 574	. . . . .	30 330
Financement accordé dans le cadre du Fonds d'infrastructure des Premières nations afin d'améliorer la qualité de vie et l'environnement des membres des Premières nations	. . . . .	. . . . .	29 130	. . . . .	29 130
Financement pour les règlements extrajudiciaires	21 500	. . . . .	. . . . .	. . . . .	21 500
Fonds pour mettre en œuvre les ententes sur les revendications territoriales globales au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et au Québec (*poste horizontal*)	1 265	. . . . .	10 135	. . . . .	11 400
Financement pour soutenir les investissements dans le Fonds d'infrastructure des Premières nations et dans les établissements d'enseignement des Premières nations	. . . . .	. . . . .	10 219	. . . . .	10 219
Fonds pour promouvoir le développement énergétique dans le Nord canadien grâce à des investissements dans le projet gazier Mackenzie (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	4 493	. . . . .	. . . . .	. . . . .	4 493
Fonds pour le Système de mesure du rendement de l'éducation afin de permettre la collecte de données sur le rendement des étudiants et des écoles	2 868	. . . . .	983	. . . . .	3 851
Fonds pour une approche axée sur la prévention rehausée pour le Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations (*budget fédéral de 2009*)	. . . . .	. . . . .	2 250	. . . . .	2 250
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut (*budget fédéral de 2009*)	695	. . . . .	. . . . .	. . . . .	695
Fonds pour le processus d'évaluation indépendant lié à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens	. . . . .	. . . . .	500	. . . . .	500
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	. . . . .	. . . . .	397	. . . . .	397

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 25	Total
Fonds pour soutenir le gouvernement du Nunavut dans ses efforts visant à renforcer ses pratiques et systèmes de gestion financière	.....	.....	377	.....	377
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif des Premières nations Maa-nulthes et des ententes connexes, et pour des paiements à la Colombie-Britannique afin de respecter les exigences en matière du partage des frais liés au traité de Tsawwassen	123	.....	200	.....	323
Total des crédits à adopter	**97 275**	**.....**	**186 873**	**.....**	**284 148**
Transferts					
Transfert de Transports – Pour la participation des Premières nations aux négociations en ce qui a trait au développement du Port de Prince Rupert situé sur des terres désignées territoire ancestral par ces Premières nations	.....	.....	205	.....	205
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer le Pavillon autochtone dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver	.....	.....	(2 223)	2 223	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer des paiements d'aide au revenu facturés par les provinces dans les régions de l'Ouest, des coûts supplémentaires liés à l'autonomie gouvernementale des Nisga'a, les obligations du Canada en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Convention du Nord-Est québécois, l'évaluation de besoins en matière de connectivité des Premières nations dans le cadre du programme Premières nations sur Rescol, le Programme d'information publique et de défense des intérêts visant à assurer que les communautés autochtones sont informées des prestations disponibles dans le cadre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, et des consultations et l'élaboration de politiques liées à la mise en œuvre du projet de *loi C-21 : Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne*	600	(38 468)	37 868	.....	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(21)	.....	.....	.....	(21)
Transfert à Patrimoine canadien – Pour appuyer le rassemblement de la jeunesse autochtone à Vancouver en 2010 par l'intermédiaire de la Société des quatre Premières nations hôtes	.....	.....	(1 500)	.....	(1 500)
Transfert à Ressources naturelles – Pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique	.....	.....	(2 000)	.....	(2 000)
Transfert à Pêches et Océans (660 $), à Environnement (634 $), au Conseil de recherches en science naturelles et en génie (514 $), à Ressources naturelles (305 $), à l'Agence Parc Canada (178 $) et à la Gendarmerie royale du Canada (123 $) – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale	(2 414)	.....	.....	.....	(2 414)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 25	Total
Transfert à Ressources naturelles – Pour soutenir les opérations du Programme forestier des Premières nations et favoriser leur accès aux possibilités économiques tributaires de la forêt	.....	.....	(2 875)	.....	(2 875)
Transfert à l'Agence canadienne de développement économique pour le Nord – Pour appuyer la prestation des programmes d'Affaires indiennes et du Nord canadien dans les territoires par l'Agence canadienne de développement économique du Nord	(5 429)	.....	(20 454)	.....	(25 883)
Total des transferts	**(7 264)**	**(38 468)**	**9 021**	**2 223**	**(34 488)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**90 011**	**(38 468)**	**195 894**	**2 223**	**249 660**

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions aux Premières nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada et/ou imposé par le Tribunal des revendications particulières	77 595 555	.....
Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	8 200 000	.....
Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	200 000	.....
Montant total brut des subventions	**85 995 555**	**.....**
Contributions		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	46 948 994	.....
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	17 946 015	.....
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	16 566 328	.....
Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada	13 733 000	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social	12 118 000	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	9 235 000	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation	7 683 184	.....
Contributions aux bandes indiennes pour le perfectionnement des capacités de gestion foncière	5 716 000	.....
Contributions aux Autochtones ou autres bénéficiaires admissibles dans le but de faciliter la sensibilisation et l'information du public sur diverses questions liées à la Conventions de règlement relative aux pensionnats indiens	4 000 000	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	2 605 000	.....
Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain	2 222 835	.....
Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	900 000	.....
Contributions aux groupes de survivants des pensionnats indiens qui souhaitent régler leur réclamation de façon collective dans le cadre du processus d'évaluation indépendant	500 000	.....
Infrastructure de loisirs du Canada	396 808	.....

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Subventions aux Premières nations pour le règlement de revendications particulières		
Contributions visant à améliorer la capacité de gestion financière et les installations de réseaux du gouvernement du Nunavut	377 000	. . . . .
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique	225 000	. . . . .
Montant total brut des contributions	**141 173 164**	**. . . . .**
Montant total brut des paiements de transfert	**227 168 719**	**. . . . .**
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	29 051 643	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**198 117 076**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
Agence canadienne de développement économique du Nord

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement économique du Nord demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 37	Crédit 39	Total
Fonds à l'appui de la mise en œuvre et des activités de l'Agence canadienne de développement économique du Nord (*budget fédéral de 2009*)	8 260	. . . . .	8 260
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	. . . . .	600	600
Total des crédits à adopter	**8 260**	**600**	**8 860**
Crédits législatifs			
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut (Fonds d'adaptation des collectivités) (*budget fédéral de 2009*)			15 575
Total des rajustements des crédits			**24 435**
Transferts			
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Fonds pour appuyer la prestation des programmes des Affaires indiennes et du Nord canadien dans les territoires par l'Agence canadienne de développement économique du Nord	5 429	20 454	25 883
Présent budget supplémentaire des dépenses	**13 689**	**21 054**	**50 318**

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
(L) Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada (*Loi d'exécution du budget de 2009*)	. . . . .	15 574 834
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaine du développement économique	9 500 000	. . . . .
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	8 257 000	. . . . .
Programme de développement des entreprises autochtones	2 300 000	. . . . .
Infrastructure de loisirs Canada	996 808	. . . . .
Total des paiements de transfert	**21 053 808**	**15 574 834**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Greffe du Tribunal des revendications particulières

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Greffe du Tribunal des revendications particulières demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55
Fonds pour les locaux des juges de la cour supérieure et pour une salle d'audience afin d'accélérer le règlement des revendications particulières	**272**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
1b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	50 490 700	**.....**	**966 026**	51 456 726
5b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 60 000 $ du crédit 1 (Industrie) et de 60 000 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	278 023 060	**120 000**	**9 750 000**	287 893 060
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 112 640	**.....**	**.....**	5 112 640
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités	101 836 137	**.....**	**.....**	101 836 137
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile	.....	**.....**	**2 000**	2 000
	Total du portefeuille	435 462 537	**120 000**	**10 718 026**	446 300 563

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**	**Crédit 5**	**Total**
Fonds visant à alimenter la municipalité de Shannon au Québec en eau potable	. . . . .	6 000	6 000
Fonds pour remettre à neuf certaines infrastructures sportives de l'Université Laval	. . . . .	3 750	3 750
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	966	. . . . .	966
Total des crédits à adopter	**966**	**9 750**	**10 716**
Crédits législatifs			
Fonds destinés à l'allocation pour automobile du ministre d'État			2
Total des rajustements des crédits			**10 718**
Transferts			
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international (60 000 $) et d'Industrie (60 000 $) – Pour fournir un financement afin d'assurer la tenue du Congrès mondial sur la technologie de l'information à Montréal en 2012	. . . . .	120	120
Présent budget supplémentaire des dépenses	**966**	**9 870**	**10 838**

Paiements de transfert (dollars)	**Crédit**	**Législatif**
Contributions		
Contributions en vertu du Programme visant à alimenter la municipalité de Shannon en eau potable	6 000 000	. . . . .
Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités	3 750 000	. . . . .
Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions	120 000	. . . . .
Total des paiements de transfert	**9 870 000**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	88 228 060	**(456 680)**	**330 407**	88 101 787
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	255 894 633	**(279 053)**	**5 600 000**	261 215 580
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes publics du Canada 456 680 $ en capital et 279 053 $ en intérêt pour des prêts consentis à l'industrie par la Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador – Pour autoriser le virement au présent crédit de 456 680 $ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) et de 279 053 $ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	. . . . .	**735 733**	**1**	735 734
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 599 392	**. . . . .**	**. . . . .**	7 599 392
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités	49 130 000	**. . . . .**	**. . . . .**	49 130 000
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile	. . . . .	**. . . . .**	**2 000**	2 000
	Total du Ministère	400 852 085	**. . . . .**	**5 932 408**	406 784 493
	Société d'expansion du Cap-Breton				
10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la *Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton*	8 650 000	**. . . . .**	**. . . . .**	8 650 000
	Total de l'organisme	8 650 000	**. . . . .**	**. . . . .**	8 650 000
	Total du portefeuille	409 502 085	**. . . . .**	**5 932 408**	415 434 493

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**	**Crédit 5**	**Crédit 7**	**Total**
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	320	5 600	. . . . .	5 920
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	10	. . . . .	. . . . .	10
Montant brut des crédits à adopter	330	5 600	. . . . .	5 930
Crédits législatifs				
Fonds pour l'allocation pour automobile du ministre d'État				2
Total des rajustements des crédits				**5 932**
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Radiation de dettes envers l'État relatives aux prêts consentis par la Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador	(457)	(279)	736	. . . . .
Présent budget supplémentaire des dépenses	**(127)**	**5 321**	**736**	**5 932**

Paiements de transfert (dollars)	**Crédit**	**Législatif**
Contributions		
Contributions en vertu du Programme d'infrastructure de loisirs du Canada	5 600 000	. . . . .
Montant total brut des paiements de transfert	**5 600 000**	**. . . . .**
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	279 053	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**5 320 947**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
1b	Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi* – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 550 754 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 277 207 596	**18 147 254**	**47 839 851**	3 343 194 701
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	413 422 723	.....	.....	413 422 723
(L)	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Paiements aux provinces en vertu de la *Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre*	429 000 000	.....	.....	429 000 000
(L)	Versements d'allocations spéciales pour enfants	221 000 000	.....	.....	221 000 000
(L)	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	204 803 000	.....	.....	204 803 000
(L)	Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	5 279 000	.....	.....	5 279 000
	Total du Ministère	4 550 790 741	**18 147 254**	**47 839 851**	4 616 777 846
	Total du portefeuille	4 550 790 741	**18 147 254**	**47 839 851**	4 616 777 846

Nota : La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence du revenu du Canada comprend un montant de 147 064 640 $ au crédit 1 qui a été voté en 2008-2009 et qui sera dépensé en 2009-2010.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**
Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique (*poste horizontal*)	39 957
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (*poste horizontal*)	4 000
Fonds pour mettre en œuvre les initiatives annoncées dans le budget fédéral de 2009 notamment le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire et le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (*budget fédéral de 2009*)	3 752
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	131
Total des crédits à adopter	**47 840**
Transferts	
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour l'augmentation des frais liés à l'aménagement des locaux et aux services immobiliers	18 551
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(200)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(204)
Total des transferts	**18 147**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**65 987**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	 **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 43 900 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	697 213 753	**(5 738 264)**	**36 118 311**	727 593 800
5b	Dépenses en capital.....	33 957 000	**. . . . .**	**29 932 810**	63 889 810
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	431 835 620	**. . . . .**	**70 851 808**	502 687 428
15	Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 $ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières et de 1 500 000 000 $ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié	1	**. . . . .**	**. . . . .**	1
20	Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 $ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	**. . . . .**	**. . . . .**	1
22b	Agence canadienne du pari mutuel – Dépenses du Programme.....	. . . . .	**. . . . .**	**525 000**	525 000

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses — **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 662 478	.....	.....	63 662 478
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection	440 600 000	.....	.....	440 600 000
(L)	Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	369 184 000	.....	.....	369 184 000
(L)	Paiements de subventions pour le Programme Agri-stabilité	225 132 000	.....	.....	225 132 000
(L)	Paiements relatifs à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (L.C., 1997, ch. C-34)	165 020 000	.....	.....	165 020 000
(L)	Paiements de subventions pour le Programme Agri-investissement	139 400 000	.....	.....	139 400 000
(L)	Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L)	Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L)	Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement	20 089 000	.....	.....	20 089 000
(L)	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Prêts garantis en vertu de la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative* (L.R., 1985, ch. 25 [3e suppl.])	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la *Loi sur les offices des produits agricoles (L.R., 1985, ch. F-4)*	200 000	.....	.....	200 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	(415)	.....	.....	(415)
(L)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	.....	.....	**443 402 790**	443 402 790
	Total du Ministère	2 703 771 860	**(5 738 264)**	**580 830 719**	3 278 864 315
	Commission canadienne du lait				
25	Dépenses du Programme	3 720 566	.....	.....	3 720 566
	Total de l'organisme	3 720 566	.....	.....	3 720 566
	Agence canadienne d'inspection des aliments				
30b	Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 754 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la *Loi de crédits no 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	499 776 611	**5 727 214**	**47 888 358**	553 392 183
35b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 180 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits no 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	35 906 879	**180 000**	**2 378 500**	38 465 379
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 258 355	.....	.....	67 258 355
(L)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux et autorisés* en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* (L.C., 1997, ch. 6)	1 500 000	.....	.....	1 500 000
	Total de l'organisme	604 441 845	**5 907 214**	**50 266 858**	660 615 917

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Commission canadienne des grains				
40a	Dépenses du Programme	39 393 800	.....	.....	39 393 800
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	560 831	.....	.....	560 831
(L)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	(120 001)	.....	.....	(120 001)
	Total de l'organisme	39 834 630	.....	.....	39 834 630
	Total du portefeuille	3 351 768 901	**168 950**	**631 097 577**	3 983 035 428

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 22	Total
Financement pour la mise en œuvre du Fonds de flexibilité pour l'agriculture afin d'aider l'industrie agricole à s'adapter aux pressions et à améliorer sa compétitivité (*budget fédéral de 2009*)	17 548	. . . . .	46 416	. . . . .	63 964
Fonds pour poursuivre le renouvellement des immobilisations et maintenir l'entretien des installations agricoles partout au Canada	. . . . .	24 284	. . . . .	. . . . .	24 284
Fonds pour le secteur canadien des abattoirs et de la transformation des viandes rouges afin de renforcer la compétitivité, d'accroître la productivité du secteur et de combler le manque de capacité dans certaines régions (*budget fédéral de 2009*)	1 467	. . . . .	18 377	. . . . .	19 844
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de mesures visant à améliorer la commercialisation du porc à l'échelle internationale (*poste horizontal*)	890	. . . . .	17 000	. . . . .	17 890
Fonds pour soutenir un secteur agricole rentable et novateur et une industrie de produits agroalimentaires et agricoles qui prend tous les moyens possibles pour répondre aux besoins du marché et contribue ainsi à la santé et au bien-être des Canadiens (initiative Cultivons l'avenir)	8 754	. . . . .	7 662	. . . . .	16 416
Réinvestissement des redevances et des frais des licences de la propriété intellectuelle	8 110	. . . . .	. . . . .	. . . . .	8 110
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	400	5 649	. . . . .	525	6 574
Financement pour appuyer la mise en œuvre du programme du Fonds de développement des collectivités afin d'aider les collectivités rurales de la région productrice de tabac de l'Ontario à faire la transition vers une économie non fondée sur le tabac	225	. . . . .	4 731	. . . . .	4 956
Fonds en vue du transfert de la responsabilité du programme Agri-stabilité, un programme visant à stabiliser le revenu des producteurs, aux provinces de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan	2 868	. . . . .	. . . . .	. . . . .	2 868
Fonds pour appuyer la révision sur l'enquête relative à la listériose, qui constitue une enquête indépendante sur l'éclosion de listériose d'août 2008	2 771	. . . . .	. . . . .	. . . . .	2 771
Fonds visant à aider l'industrie canadienne porcine à se remettre des crises récentes et à effectuer une transition en fonction du nouveau marché	2 005	. . . . .	. . . . .	. . . . .	2 005
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	582	. . . . .	. . . . .	. . . . .	582

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 22	Total
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	159	. . . . .	. . . . .	. . . . .	159
Réinvestissement des revenus provenant de la vente et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement	106	. . . . .	. . . . .	. . . . .	106
Montant brut des crédits à adopter	45 885	29 933	94 186	525	170 529
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	9 767	. . . . .	23 334	. . . . .	33 101
Total des crédits à adopter	**36 118**	**29 933**	**70 852**	**525**	**137 428**
Crédits législatifs					
Fonds visant à aider l'industrie canadienne porcine à se remettre des crises récentes et à effectuer une transition en fonction du nouveau marché					443 403
Total des rajustements des crédits					**580 831**
Transferts					
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	44	. . . . .	. . . . .	. . . . .	44
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(28)	. . . . .	. . . . .	. . . . .	(28)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments)	(5 754)	. . . . .	. . . . .	. . . . .	(5 754)
Total des transferts	**(5 738)**	**. . . . .**	**. . . . .**	**. . . . .**	**(5 738)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**30 380**	**29 933**	**70 852**	**525**	**575 093**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 9 767 015 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (3 351 333 $) et de la diminution du financement pour couvrir les régimes d'avantages sociaux des employés (3 888 292 $) et les locaux (2 527 390 $) à la suite du réalignement des ressources liées à Cultivons l'avenir.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 23 334 283 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (20 871 000 $) et de la diminution des besoins en contribution liés au report des initiatives Cultivons l'avenir à la suite de retards dans l'approbation des ententes bilatérales avec les provinces et les territoires (2 463 283 $).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
(L) Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	. . . . .	443 402 790
Contributions à l'appui du Fonds agri-flexibilité	46 416 000	. . . . .
Contributions pour renforcer la compétitivité du secteur canadien des abattoirs et de la transformation des viandes rouges	18 377 534	. . . . .
Contributions à l'appui du Fonds pluriannuel initial de commercialisation du porc	17 000 000	. . . . .
Contributions pour la mise en œuvre du programme du Fonds de développement des collectivités afin d'aider les collectivités rurales de la région productrice de tabac de l'Ontario	4 730 555	. . . . .
Contributions pour promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement	3 158 048	. . . . .
Contributions pour réduire au minimum la fréquence et l'ampleur des incidents liés aux risques	2 359 825	. . . . .
Contributions pour permettre la compétitivité des entreprises et des secteurs	1 724 239	. . . . .
Contributions pour accélérer le rythme de l'innovation et faciliter l'adoption de nouvelles technologies	419 890	. . . . .
Montant total brut des contributions	**94 186 091**	**443 402 790**
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	23 334 283	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**70 851 808**	**443 402 790**

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 30**	**Crédit 35**	**Total**
Fonds pour poursuivre la stratégie globale en vue de gérer la maladie de l'encéphalopathie spongiforme bovine (*poste horizontal*)	33 789	. . . . .	33 789
Fonds pour couvrir les coûts associés à l'épidémie de grippe H1N1 (*poste horizontal*).	9 946	1 625	11 571
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de mesures visant à améliorer la commercialisation du porc à l'échelle internationale (*poste horizontal*)	4 144	. . . . .	4 144
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	. . . . .	754	754
Fonds pour accueillir et organiser le Sommet du G8 en 2010 à Muskoka en Ontario (*poste horizontal*)	71	. . . . .	71
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	30	. . . . .	30
Montant brut des crédits à adopter	47 980	2 379	50 359
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	92	. . . . .	92
Total des crédits à adopter	**47 888**	**2 379**	**50 267**
Transferts			
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne, intégrée de la salubrité des aliments)	5 754	. . . . .	5 754
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	. . . . .	180	180
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(27)	. . . . .	(27)
Total des transferts	**5 727**	**180**	**5 907**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**53 615**	**2 559**	**56 174**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 91 654 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
1b	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	944 637 692	**(17 203)**	**375 147**	944 995 636
5	Dépenses en capital	11 103 000	.....	.....	11 103 000
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	2 364 294 000	.....	**123 959 000**	2 488 253 000
15	Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement	10 184 911	.....	.....	10 184 911
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 323 740	.....	.....	39 323 740
(L)	Ministre des Anciens Combattants – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175 000	.....	.....	175 000
(L)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de services de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (S.R.C., 1970, ch. V-4)	10 000	.....	.....	10 000
(L)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10 000	.....	.....	10 000
(L)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les indemnités de services de guerre* (S.R.C., 1970, ch. W-4)	2 000	.....	.....	2 000
	Total du portefeuille	3 369 818 765	**(17 203)**	**124 334 147**	3 494 135 709

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens Combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**	**Crédit 10**	**Total**
Fonds pour des prestations aux vétérans et aux personnes à charge et membres de la famille admissibles dans le cadre du programme des indemnités et allocations d'invalidité	. . . . .	119 200	119 200
Fonds destinés aux allocations pour perte de revenus et aux prestations de retraite supplémentaires	. . . . .	3 500	3 500
Fonds destinés à la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth pour l'entretien des pierres tombales et des cimetières de Canadiens morts à la guerre	. . . . .	1 000	1 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (*poste horizontal*)	350	. . . . .	350
Fonds pour de l'aide en matière d'enseignement supérieur aux enfants de certains membres décédés des forces armées	. . . . .	259	259
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	25	. . . . .	25
Total des crédits à adopter	**375**	**123 959**	**124 334**
Transferts			
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(17)	. . . . .	(17)
Présent budget supplémentaire des dépenses	**358**	**123 959**	**124 317**

Paiements de transfert (dollars)	**Crédit**	**Législatif**
Subventions		
Indemnités et allocations d'invalidité	119 200 000	. . . . .
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	3 500 000	. . . . .
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	1 000 000	. . . . .
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	259 000	. . . . .
Total des paiements de transfert	**123 959 000**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 350 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 500 000 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	502 107 678	**(7 154 404)**	**43 404 571**	538 357 845
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	892 716 240	**.....**	**90 000 000**	982 716 240
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes du Canada 3 013 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 828 006 $ relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* – Pour autoriser le virement au présent crédit de 492 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	.....	**492**	**827 514**	828 006
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 947 958	**.....**	**.....**	43 947 958
(L)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	78 422	**.....**	**.....**	78 422
	Total des dépenses budgétaires	1 438 850 298	**(7 153 912)**	**134 232 085**	1 565 928 471
(L)	Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (2001, c. 27)	1	**.....**	**.....**	1
	Total des dépenses non budgétaires	1	**.....**	**.....**	1
	Total du Ministère	1 438 850 299	**(7 153 912)**	**134 232 085**	1 565 928 472
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
10b	Dépenses du Programme	105 272 155	**(3 981)**	**23 666**	105 291 840
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 566 417	**.....**	**.....**	12 566 417
	Total de l'organisme	117 838 572	**(3 981)**	**23 666**	117 858 257
	Total du portefeuille	1 556 688 871	**(7 157 893)**	**134 255 751**	1 683 786 729

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration afin d'appuyer les services d'aide à l'établissement des immigrants en Ontario	. . . . .	90 000	. . . . .	90 000
Fonds pour appuyer les modifications apportées au *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui impose l'exigence d'un visa aux citoyens du Mexique (*poste horizontal*)	32 543	. . . . .	. . . . .	32 543
Fonds pour remplacer l'ordinateur central de Citoyenneté et Immigration et une partie de son infrastructure vétuste	7 700	. . . . .	. . . . .	7 700
Fonds pour atténuer les pressions à court terme afin de réduire l'arriéré des demandes de preuve de citoyenneté	3 467	. . . . .	. . . . .	3 467
Radiation de prêts liés au Programme des prêts aux immigrants	. . . . .	. . . . .	828	828
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	22	. . . . .	. . . . .	22
Montant brut des crédits à adopter	43 732	90 000	828	134 560
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	328	. . . . .	. . . . .	328
Total des crédits à adopter	**43 404**	**90 000**	**828**	**134 232**
Transferts				
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le transfert des responsabilités liées au programme du multiculturalisme	1 350	. . . . .	. . . . .	1 350
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour soutenir l'intégration des données relatives au traitement de cas grâce à la technologie de l'information (Système mondial de gestion des cas)	500	. . . . .	. . . . .	500
Réaffectation des ressources à l'interne – Radiation de prêts liés au Programme des prêt aux immigrants	(1)	. . . . .	1	. . . . .
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(17)	. . . . .	. . . . .	(17)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(8 987)	. . . . .	. . . . .	(8 987)
Total des transferts	**(7 155)**	**. . . . .**	**1**	**(7 154)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**36 249**	**90 000**	**829**	**127 078**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 328 000 $ sont disponibles à même le crédit des besoins liés à la levée de l'obligation de visa de résident temporaire pour les ressortissants de la Croatie.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme d'établissement	**90 000 000**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 10**
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	24
Transferts	
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(4)
Présent budget supplémentaire des dépenses	**20**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	 **Rajustements des crédits**	 Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Secrétariat			
1b	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 845 143 $ du crédit 55 (Conseil du Trésor), de 343 000 $ du crédit 1 (Finances), de 200 000 $ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 126 355 $ du crédit 1 (Santé), de 119 792 $ du crédit 5 (Défense nationale), de 102 083 $ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 71 370 $ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile), de 71 352 $ du crédit 1 (Industrie), de 61 996 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 55 192 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 29 365 $ du crédit 1 (Environnement), de 28 164 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 26 786 $ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 25 522 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile), de 24 128 $ du crédit 95 (Industrie), de 22 553 $ du crédit 1 (Transports), de 20 829 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 19 506 $ du crédit 1 (Justice), de 19 376 $ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 17 412 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 17 203 $ du crédit 1 (Anciens Combattants), de 17 153 $ du crédit 25 (Environnement), de 10 538 $ du crédit 40 (Santé), de 10 119 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 7 971 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 4 877 $ du crédit 50 (Patrimoine canadien), de 4 743 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 3 981 $ du crédit 10 (Citoyenneté et Immigration), de 3 617 $ du crédit 1 (Conseil privé), de 2 977 $ du crédit 1 (Finances), de 2 797 $ du crédit 15 (Finances), et de 1 817 $ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010*	210 429 390	**38 752 438**	**1**	249 181 829
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	750 000 000	.....	.....	750 000 000

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
10	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	6 636 000	.....	.....	6 636 000
15b	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 502 779 $ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 13 646 696 $ du crédit 20 (Conseil du Trésor) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	.....	**22 149 475**	**713 291 362**	735 440 837
20b	Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*	2 177 948 839	**(13 646 696)**	.....	2 164 302 143
25	Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	481 553 959	.....	.....	481 553 959
30	Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	500 000 000	.....	.....	500 000 000

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
35	Initiatives d'exécution du budget – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor et pour la période commençant le 1er avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, pour augmenter d'autres crédits et pour accorder des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s'inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux.	883 489 014	.....	.....	883 489 014
(L)	Contributions aux régimes d'avantage sociaux des employés	29 755 891	.....	.....	29 755 891
(L)	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Versements en vertu de la *Loi sur la mise au point des pensions du service public* (S.R., 1970, ch. P-33)	20 000	.....	.....	20 000
	Total du Secrétariat	5 039 911 515	**47 255 217**	**713 291 363**	5 800 458 095
	École de la fonction publique du Canada				
40b	Dépenses du Programme	60 002 622	.....	.....	60 002 622
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 859 719	.....	.....	5 859 719
(L)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*	50 000 000	.....	.....	50 000 000
	Total de l'organisme	115 862 341	.....	.....	115 862 341
	Commissariat au lobbying				
45	Commissariat au lobbying du Canada – Dépenses du Programme	4 325 266	.....	.....	4 325 266
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	408 071	.....	.....	408 071
	Total de l'organisme	4 733 337	.....	.....	4 733 337
	Commissariat à l'intégrité du secteur public				
50	Dépenses du Programme	6 334 650	.....	.....	6 334 650
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	505 240	.....	.....	505 240
	Total de l'organisme	6 839 890	.....	.....	6 839 890
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
55b	Dépenses du Programme	45 845 143	**(45 845 143)**	.....	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	.....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme	45 845 143	**(45 845 143)**	.....	.....
	Total du portefeuille	5 213 192 226	**1 410 074**	**713 291 363**	5 927 893 663

Nota : Le décret C.P. 2009-0181, qui est entré en vigueur le 2 mars 2009, approuve l'intégration et le regroupement de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada et du Secrétariat du Conseil du Trésor sous l'autorité du président du Conseil du Trésor et du secrétaire du Conseil du Trésor. Puisque la *Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010* a seulement accordé trois douzièmes du financement, le solde du transfert sera octroyé dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

CONSEIL DU TRÉSOR
Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Géré à l'échelle du ministère Crédit 15	Crédit 20	Total
Rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux	. . . . .	735 441	. . . . .	735 441
Fonds pour établir une collectivité de la vérification interne à titre d'organisme professionnel dans l'ensemble de la fonction publique (cadre de gestion des ressources humaines pour la collectivité de la vérification interne)	2 803	. . . . .	. . . . .	2 803
Fonds pour soutenir le travail préparatoire ayant pour but la restructuration et la renégociation des régimes de soins de santé et de soins dentaires ainsi que l'amélioration de l'efficacité de la gestion de l'invalidité dans les ministères et les organismes	2 600	. . . . .	. . . . .	2 600
Fonds à l'appui d'un programme d'apprentissage élaboré conjointement avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada, afin d'améliorer les relations patronales-syndicales	2	. . . . .	253	255
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	7	. . . . .	. . . . .	7
Montant brut des crédits à adopter	5 412	735 441	253	741 106
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	5 412	. . . . .	253	5 665
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	. . . . .	22 149	. . . . .	22 149
Total des fonds disponibles	5 412	22 149	253	27 814
Total des crédits à adopter	**. . . . .**	**713 292**	**. . . . .**	**713 292**
Transferts				
Transfert de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour l'intégration de l'Agence de gestions des ressources humaines de la fonction publique du Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor	45 845	. . . . .	. . . . .	45 845
Transfert de la Défense nationale (120 $), Ressources humaines et Développement des compétences (102 $), Service correctionnel (71 $), Agence des services frontaliers du Canada (62 $), Travaux publics et Services gouvernementaux (55 $), Environnement (29 $), Agriculture et Agroalimentaire (28 $), Agence canadienne d'inspection des aliments (27 $), Gendarmerie royale du Canada (25 $), Statistique Canada (24 $), Industrie (23 $), Transports (23 $), Affaires indiennes et du Nord canadien (21 $), Justice (20 $), Ressources naturelles (19 $), Citoyenneté et Immigration (17 $), Anciens Combattants (17 $), Agence Parcs Canada (17 $), Agence de la santé publique du Canada (11 $), Patrimoine canadien (10 $), Agence canadienne de développement international (8 $), Bibliothèque et Archives du Canada (5 $), Sécurité publique et Protection civile (5 $), Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (4 $), Conseil privé (4 $), Finances (3 $), Vérificateur général (3 $), et Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (2 $) – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	755	. . . . .	. . . . .	755
Transfert de l'Agence du revenu du Canada (200 $), Santé (126 $), et Industrie (49 $) – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	375	. . . . .	. . . . .	375
Transfert de Finance – Pour les conventions collectives conclues lors du portage des services ministériels entre les deux organisations	343	. . . . .	. . . . .	343

CONSEIL DU TRÉSOR
Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Géré à l'échelle du ministère Crédit 15	Crédit 20	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(8 502)	22 149	(13 647)	. . . . .
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(63)	. . . . .	. . . . .	(63)
Total des transferts	**38 753**	**22 149**	**(13 647)**	**47 255**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**38 753**	**735 441**	**(13 647)**	**760 547**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 5 412 471 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 22 149 475 $ sont disponibles à partir d'un autre crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 253 304 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

École de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'École de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour un programme avancé en leadership destiné au perfectionnement de la collectivité des sous-ministres adjoints	1 126
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	4
Montant brut des crédits à adopter	1 130
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 130
Présent budget supplémentaire des dépenses	**. . . . .**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 1 130 196 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	**Crédit 55**
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour l'intégration de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor	**(45 845)**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	130 887 626	**(218 117)**	**17 170 875**	147 840 384
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 774 037	.....	.....	12 774 037
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	161 522	.....	.....	161 522
(L)	Ministre des Affaires intergouvernementales, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Ministre d'État et whip en chef du gouvernement – Allocation pour automobile	.....	.....	**2 000**	2 000
(L)	Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile	.....	.....	**2 000**	2 000
	Total du Ministère	144 058 451	**(218 117)**	**17 174 875**	161 015 209
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
5	Dépenses du Programme	6 399 002	.....	.....	6 399 002
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	429 633	.....	.....	429 633
	Total de l'organisme	6 828 635	.....	.....	6 828 635
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
10	Dépenses du Programme	26 298 170	.....	.....	26 298 170
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 309 476	.....	.....	3 309 476
	Total de l'organisme	29 607 646	.....	.....	29 607 646
	Directeur général des élections				
15	Dépenses du Programme	28 499 915	.....	.....	28 499 915
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 657 459	.....	.....	4 657 459
(L)	Dépenses d'élections	87 315 500	.....	.....	87 315 500
(L)	Traitement du directeur général des élections	265 300	.....	.....	265 300
	Total de l'organisme	120 738 174	.....	.....	120 738 174

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Commissariat aux langues officielles				
20b	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010*	18 736 982	**40 000**	**1**	18 776 983
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 086 713	.....	.....	2 086 713
	Total de l'organisme	20 823 695	**40 000**	**1**	20 863 696
	Secrétariat de la Commission des nominations publiques				
25	Dépenses du Programme	992 250	.....	.....	992 250
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 490	.....	.....	118 490
	Total de l'organisme	1 110 740	.....	.....	1 110 740
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
30	Dépenses du Programme	2 780 696	.....	.....	2 780 696
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	277 074	.....	.....	277 074
	Total de l'organisme	3 057 770	.....	.....	3 057 770
	Total du portefeuille	326 225 111	**(178 117)**	**17 174 876**	343 221 870

CONSEIL PRIVÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Législatif	Total
Fonds pour les besoins de fonctionnement supplémentaires, notamment le soutien aux services internes	7 283	. . . . .	7 283
Fonds pour appuyer la mise en œuvre et la coordination d'une stratégie de communication pangouvernementale dans le cadre du Plan d'action économique du Canada	3 960	. . . . .	3 960
Fonds pour poursuivre les activités de la Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India	3 127	. . . . .	3 127
Fonds pour les activités de la Direction générale du Groupe de travail sur le renouvellement de la fonction publique	2 066	. . . . .	2 066
Fonds pour poursuivre les activités de l'Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin	728	. . . . .	728
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	7	. . . . .	7
Total des crédits à adopter	**17 171**	**. . . . .**	**17 171**
Crédits législatifs			
Fonds destinés à l'allocation pour automobile du ministre d'État et whip en chef du gouvernement			2
Fonds destinés à l'allocation pour automobile du ministre d'État (Réforme démocratique)			2
Total des crédits législatifs			**4**
Total des rajustements des crédits			**17 175**
Transferts			
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(4)	. . . . .	(4)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(215)	. . . . .	(215)
Total des transferts	**(219)**	**. . . . .**	**(219)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**16 952**	**4**	**16 956**

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India : Fonds destinés aux familles, aux parties et aux intervenants	**30 625**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ
Commissariat aux langues officielles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissariat aux langues officielles demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	**Crédit 20**
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer l'organisation de deux conférences liées aux langues officielles : le symposium dans le cadre du 40e anniversaire de la *Loi sur les langues officielles* et portant sur l'avenir des politiques linguistiques au Canada et le Symposium international sur les villes bilingues	**40**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 31 502 506 064 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 129 800 000 $ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 360 954 976 $ du crédit 5 (Défense nationale), de 1 682 373 $ du crédit 10 (Défense nationale) et de 157 500 $ du crédit 70 (Industrie) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	14 568 195 272	**362 283 749**	**7 249 271**	14 937 728 292
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 260 000 $ du crédit 1 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010*.....	4 584 430 298	**(365 713 752)**	**1**	4 218 716 547
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la *Loi de 1950 sur les crédits de défense*, pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....	234 497 480	**(1 682 373)**	**. . . . .**	232 815 107

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	303 663 729	.....	.....	303 663 729
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	971 633 593	.....	.....	971 633 593
(L)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Versements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*	6 079 000	.....	.....	6 079 000
(L)	Versements en vertu des parties I à IV de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense* (L.R., 1970, ch. D-3)	1 318 900	.....	.....	1 318 900
(L)	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (*Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits*)	83 700	.....	.....	83 700
	Total du Ministère	20 669 980 394	**(5 112 376)**	**7 249 272**	20 672 117 290
	Comité des griefs des Forces canadiennes				
15	Dépenses du Programme	6 190 263	.....	.....	6 190 263
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	561 181	.....	.....	561 181
	Total de l'organisme	6 751 444	.....	.....	6 751 444
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20b	Dépenses du Programme	5 822 450	.....	**721 991**	6 544 441
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	308 330	.....	.....	308 330
	Total de l'organisme	6 130 780	.....	**721 991**	6 852 771
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
25a	Dépenses du Programme	2 038 746	.....	.....	2 038 746
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 506	.....	.....	129 506
	Total de l'organisme	2 168 252	.....	.....	2 168 252
	Total du portefeuille	20 685 030 870	**(5 112 376)**	**7 971 263**	20 687 889 757

DÉFENSE NATIONALE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Augmentation des soldes et des indemnités versées aux membres des Forces canadiennes	69 463	. . . . .	. . . . .	69 463
Fonds pour l'acquisition de chars de combat principaux pour les Forces canadiennes	. . . . .	57 117	. . . . .	57 117
Fonds pour la phase de définition des projets de la Famille de véhicules de combat terrestre	. . . . .	24 281	. . . . .	24 281
Fonds pour le projet de construction d'installations militaires en vue du regroupement de la Station des Forces canadiennes St. John's et de plusieurs unités militaires à Pleasantville, St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	. . . . .	23 046	. . . . .	23 046
Fonds pour la phase de définition du Projet d'aménagement à long terme du Centre de la sécurité des télécommunications	. . . . .	6 582	. . . . .	6 582
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (*poste horizontal*)	3 000	. . . . .	. . . . .	3 000
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	. . . . .	1 500	. . . . .	1 500
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	835	. . . . .	. . . . .	835
Augmentation des soldes des juges militaires	130	. . . . .	. . . . .	130
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	102	. . . . .	. . . . .	102
Montant brut des crédits à adopter	73 530	112 526	. . . . .	186 056
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	28 016	112 526	. . . . .	140 542
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	38 265	. . . . .	. . . . .	38 265
Total des fonds disponibles	66 281	112 526	. . . . .	178 807
Total des crédits à adopter	**7 249**	**. . . . .**	**. . . . .**	**7 249**
Transferts				
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada	158	. . . . .	. . . . .	158
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	38 265	(38 265)	. . . . .	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans le projet interministériel d'intégration des systèmes maritimes de commandement, de contrôle et de communication	(260)	260	. . . . .	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour atténuer les pressions liées au rythme opérationnel accéléré des Forces canadiennes	324 372	(322 690)	(1 682)	. . . . .
Transfert à Transports – Pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres des opérations de la sécurité maritime	(96)	. . . . .	. . . . .	(96)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	. . . . .	(120)	. . . . .	(120)
Transferts à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(155)	. . . . .	. . . . .	(155)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à Transports – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	. . . . .	(372)	. . . . .	(372)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada (2 070 $), à la Gendarmerie royale du Canada (1 750 $), à Santé (260 $), à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (180 $), à Transports (100 $), à Ressources naturelles (75 $), à l'Agence des services frontaliers du Canada (54 $) et au Conseil national de recherches du Canada (39 $) – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	. . . . .	(4 528)	. . . . .	(4 528)
Total des transferts	**362 284**	**(365 715)**	**(1 682)**	**(5 113)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**369 533**	**(365 715)**	**(1 682)**	**2 136**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 66 281 475 $ sont disponibles : 28 016 135 $ à même le crédit en raison d'un réalignement des ressources destinées à la mise en œuvre de la Stratégie de défense Le Canada d'abord (19 812 689 $), de la diminution des besoins de fonctionnement liés aux retards dans l'exécution des projets du Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (5 699 483 $) et de la diminution des besoins liés à la réserve pour éventualités pour les activités ministérielles en cours (2 503 963 $); et 38 265 340 $ du crédit 5 en raison des retards dans l'exécution du projet du Système de véhicules de soutien moyen (20 658 515 $) et du projet d'hélicoptères de transport moyen à lourd (17 606 825 $).

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 112 525 689 $ sont disponibles à même le crédit en raison des retards dans l'exécution de certains grands projets d'immobilisation (92 909 004 $) et du projet d'hélicoptères de transport moyen à lourd (19 616 685 $).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour l'audience d'intérêt public sur l'Afghanistan	**722**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	55 841 604	**(1 817)**	**769 095**	56 608 882
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	215 617 993	**(500 000)**	**62 343 463**	277 461 456
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 801 179	**.....**	**.....**	4 801 179
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités	146 937 000	**.....**	**.....**	146 937 000
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile	.....	**.....**	**2 000**	2 000
	Total du portefeuille	423 197 776	**(501 817)**	**63 114 558**	485 810 517

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**	**Crédit 5**	**Total**
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	762	43 166	43 928
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative de diversification économique des collectivités, qui fait partie de mesures prises par le gouvernement fédéral afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin en Colombie-Britannique	. . . . .	12 376	12 376
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables pour accroître les activités de développement économique	. . . . .	3 825	3 825
Fonds pour le renouvellement des Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest afin d'appuyer la planification, le développement et l'ajustement économiques des communautés, l'expansion des entreprises et l'esprit d'entreprise ainsi que l'innovation	. . . . .	1 800	1 800
Fonds pour des projets visant à améliorer la qualité de l'eau potable et le traitement des eaux usées dans l'Ouest canadien	. . . . .	682	682
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative d'amélioration des aéroports, qui fait partie de mesures prises par le gouvernement fédéral afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin en Colombie-Britannique	. . . . .	495	495
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	7	. . . . .	7
Total des crédits à adopter	**769**	**62 344**	**63 113**
Crédits législatifs			
Fonds destinés à l'allocation pour automobile du ministre d'État			2
Total des rajustements des crédits			**63 115**
Transferts			
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(2)	. . . . .	(2)
Transfert à Patrimoine canadien – Pour appuyer des activités de promotion du tourisme et de l'agroalimentaire dans le contexte de la francophonie canadienne lors des Jeux olympiques de 2010	. . . . .	(500)	(500)
Total des transferts	**(2)**	**(500)**	**(502)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**767**	**61 844**	**62 613**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions pour construire et rénover des installations de loisirs (Infrastructure de loisirs du Canada)	43 165 582	. . . . .
Contributions pour financer des projets de diversification dans des communautés en Colombie-Britannique afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin	12 376 385	. . . . .
Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	3 824 437	. . . . .
Contributions pour financer la mise en œuvre de la phase III de l'Entente de partenariat pour le développement économique de l'Ouest	1 800 000	. . . . .
Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada en vertu du Programme Infrastructures Canada	682 011	. . . . .
Contributions pour financer la mise en œuvre de l'Initiative d'amélioration des aéroports afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin	495 048	. . . . .
Montant total brut des paiements de transfert	**62 343 463**	**. . . . .**
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	500 000	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**61 843 463**	**. . . . .**

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	 **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et : *a*) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; *b*) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa *a*) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; *c*) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; *d*) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; *e*) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; *f*) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; et *g*) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 633 885 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	781 626 082	**(1 553 841)**	**25 497 566**	805 569 807
5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	46 583 240	**.....**	**8 451 500**	55 034 740

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	 **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 376 060 $ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	130 929 650	**376 060**	**1 257 625**	132 563 335
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 899 061	**.....**	**.....**	81 899 061
(L)	Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	78 422	**.....**	**.....**	78 422
	Total du Ministère	1 041 116 455	**(1 177 781)**	**35 206 691**	1 075 145 365
	Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15b	Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	31 084 039	**.....**	**215 250**	31 299 289
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 849 936	**.....**	**.....**	2 849 936
	Total de l'organisme	33 933 975	**.....**	**215 250**	34 149 225
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20	Dépenses du Programme	4 968 200	**.....**	**.....**	4 968 200
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	401 548	**.....**	**.....**	401 548
	Total de l'organisme	5 369 748	**.....**	**.....**	5 369 748

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Agence Parcs Canada				
25b	Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 177 740 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 146 666 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	623 329 852	**307 253**	**3 008 979**	626 646 084
30	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	500 000	**.....**	**.....**	500 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	42 653 777	**.....**	**.....**	42 653 777
(L)	Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	111 000 000	**.....**	**.....**	111 000 000
	Total de l'organisme	777 483 629	**307 253**	**3 008 979**	780 799 861
	Total du portefeuille	1 857 903 807	**(870 528)**	**38 430 920**	1 895 464 199

Nota : La rubrique «Autorisations à ce jour» de l'Agence Parcs Canada comprend un montant de 28 623 816 $ au crédit 25 qui a été en 2008-2009 et qui sera dépensé en 2009-2010.

ENVIRONNEMENT
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour appuyer les activités de réglementation en vertu du Programme réglementaire sur la qualité de l'air qui fait partie du Programme de la qualité de l'air (*poste horizontal*)	23 508	918	750	25 176
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	1 653	4 710	. . . . .	6 363
Fonds pour promouvoir le développement énergétique dans le Nord canadien grâce à des investissements dans le projet gazier Mackenzie (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	4 540	. . . . .	507	5 047
Fonds pour mettre en œuvre le Dialogue sur l'énergie propre entre le Canada et les États-Unis	3 083	. . . . .	. . . . .	3 083
Fonds pour des projets essentiels du Service météorologique du Canada	. . . . .	2 824	. . . . .	2 824
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	454	. . . . .	. . . . .	454
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	231	. . . . .	. . . . .	231
Financement destiné au Fonds pour dommages à l'environnement qui appuie les projets de tiers pour la restauration ou la remise en état de l'environnement à la suite de dommages à ainsi que la recherche et l'éducation du public	184	. . . . .	. . . . .	184
Montant brut des crédits à adopter	33 653	8 452	1 257	43 362
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	8 156	. . . . .	. . . . .	8 156
Total des crédits à adopter	**25 497**	**8 452**	**1 257**	**35 206**
Transferts				
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale	634	. . . . .	. . . . .	634
Transfert de Pêches et Océans – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la *Loi sur les espèces en péril*	. . . . .	. . . . .	376	376
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(29)	. . . . .	. . . . .	(29)
Transfert à Pêches et Océans – Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	(171)	. . . . .	. . . . .	(171)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(357)	. . . . .	. . . . .	(357)
Transfert à Pêches et Océans – Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis	(389)	. . . . .	. . . . .	(389)
Transfert à Finances – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto)	(486)	. . . . .	. . . . .	(486)
Transfert à Ressources naturelles – Mesures visant la mise en œuvre du Dialogue sur l'énergie propre entre le Canada et les États-Unis	(755)	. . . . .	. . . . .	(755)
Total des transferts	**(1 553)**	**. . . . .**	**376**	**(1 177)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**23 944**	**8 452**	**1 633**	**34 029**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 8 155 737 $ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés à l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (8 112 764 $) et des frais de la location liés au Centre d'interprétation de la nature Cape Jourimain (42 973 $).

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	883 185	. . . . .
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	750 500	. . . . .
Total des paiements de transfert	**1 633 685**	**. . . . .**

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour promouvoir le développement énergétique dans le Nord canadien grâce à des investissements dans le projet gazier Mackenzie (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*).....	**215**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT
Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 25**
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	5 908
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (*poste horizontal*)	3 000
Fonds pour respecter les obligations des ententes sur les répercussions et les avantages pour les Inuit du Nunavut	717
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	105
Montant brut des crédits à adopter	9 730
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	6 721
Total des crédits à adopter	**3 009**
Transferts	
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale	178
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour les paiements versés en remplacement d'impôts et l'entretien et les réparations de biens	147
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(17)
Total des transferts	**308**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**3 317**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 6 721 099 $ sont disponibles à même le crédit : 4 721 099 $ pour les exigences du régime d'avantages sociaux des employés relativement aux rajustements de fin d'année de l'exercice 2008-2009 associés à l'autorisation de dépenser pluriannuelle de Parcs Canada et 2 000 000 $ en raison de la diminution des besoins pour la publicité gouvernementale.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses: Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses: Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 486 075 $ du crédit 1 (Environnement) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	114 073 644	**128 498**	**14 795 692**	128 997 834
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	362 206 000	.....	.....	362 206 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 549 045	.....	.....	11 549 045
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts	29 500 000 000	.....	**1 159 000 000**	30 659 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	23 987 062 000	.....	.....	23 987 062 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	14 185 000 000	.....	.....	14 185 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	10 860 781 000	.....	.....	10 860 781 000
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	2 497 926 000	.....	.....	2 497 926 000
(L)	Paiement à l'Ontario pour le Transfert canadien en matière de santé (*Loi d'exécution du budget de 2009*)	489 058 000	.....	.....	489 058 000
(L)	Paiements à l'Association internationale de développement (L.R. 1985, ch B-7)	384 280 000	.....	.....	384 280 000
(L)	Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	250 000 000	.....	.....	250 000 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne	150 000 000	.....	**(25 000 000)**	125 000 000
(L)	Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (*Loi d'exécution du budget de 2007*)	189 000 000	.....	.....	189 000 000
(L)	Paiement de rajustement provisoire à la Nouvelle-Écosse (*Loi d'exécution du budget de 2009*)	74 188 000	.....	.....	74 188 000
(L)	Subventions législatives (*Lois constitutionnelles de 1867 à 1982*, et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L)	Paiements au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (*Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières*)	.....	.....	**11 000 000**	11 000 000

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses: **Transferts**	Présent budget supplémentaire des dépenses: **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (*Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	(622 369 000)	.....	.....	(622 369 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	(2 824 162 000)	.....	.....	(2 824 162 000)
Total des dépenses budgétaires	79 640 671 111	**128 498**	**1 159 795 692**	80 800 595 301
L10 Conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 $ en faveur de l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
L12a Conformément à l'article 8 de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, montant de l'aide financière accordée, sous forme de paiements directs, par le ministre des Finances à la Société financière internationale (SFI) pour une participation au Global Trade Liquidity Program, un programme de financement des échanges commerciaux, ne devant pas dépasser, pour la période du 1er avril 2009 au 31 mars 2011, 200 000 000 $US, montant qui a été évalué en dollars canadiens à 247 840 000 $, le 27 mars 2009	247 840 000	.....	.....	247 840 000
L14b Conformément à l'article 8 de la *Loi sur les accords de Woods et des accords connexes*, montant de l'aide financière accordée, sous forme de paiements directs, par le ministre des Finances à la Société financière internationale (SFI) pour une participation à l'initiative du G8 en matière de sécurité alimentaire, ne devant pas dépasser, pour la période du 1er novembre 2009 au 1er novembre 2010, 48 000 000 $	.....	.....	**48 000 000**	48 000 000
(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital (L.C. 1991, ch. 12)	1 749 000	.....	.....	1 749 000
(L) Avances de fonds à la Banque de développement du Canada relativement à la Facilité canadienne de crédit garanti (*Loi sur la Banque de développement du Canada, Article 19*)	.....	.....	**12 000 000 000**	12 000 000 000
Total des dépenses non budgétaires	249 589 001	.....	**12 048 000 000**	12 297 589 001
Total du Ministère	79 890 260 112	**128 498**	**13 207 795 692**	93 098 184 302
Vérificateur général				
15b Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes provenant des services professionnels de vérification rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) en les portant en réduction des dépenses engagées pendant l'exercice	76 141 846	**(2 797)**	.....	76 139 049
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 542 770	.....	.....	9 542 770
Total de l'organisme	85 684 616	**(2 797)**	.....	85 681 819

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Tribunal canadien du commerce extérieur				
20b	Dépenses du Programme	8 827 787	.....	**447 500**	9 275 287
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 151 170	.....	.....	1 151 170
	Total de l'organisme	9 978 957	.....	**447 500**	10 426 457
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
25a	Dépenses du Programme	48 137 787	.....	.....	48 137 787
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 219 203	.....	.....	4 219 203
	Total de l'organisme	52 356 990	.....	.....	52 356 990
	Bureau du surintendant des institutions financières				
30b	Dépenses du Programme	872 555	.....	**13 580**	886 135
(L)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 17(2) de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* (L.R., 1985, ch. 18 [3e suppl.])	1	.....	.....	1
	Total de l'organisme	872 556	.....	**13 580**	886 136
	PPP Canada Inc.				
35	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	10 100 000	.....	.....	10 100 000
40a	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	165 400 000	.....	.....	165 400 000
	Total de l'organisme	175 500 000	.....	.....	175 500 000
	Total du portefeuille	80 214 653 231	**125 701**	**13 208 256 772**	93 423 035 704

FINANCES
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**	**Crédit L14**	**Total**
Paiement versé à la Société financière internationale (SFI) pour la participation du Canada à l'initiative du G8 en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole	. . . . .	48 000	48 000
Fonds pour accueillir et organiser le Sommet du G8 en 2010 à Muskoka en Ontario (*poste horizontal*)	5 201	. . . . .	5 201
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (*poste horizontal*)	5 000	. . . . .	5 000
Fonds pour améliorer l'accès au financement et renforcer le système financier canadien	2 657	. . . . .	2 657
Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique (*poste horizontal*)	1 733	. . . . .	1 733
Fonds pour la contestation en justice de l'application de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* par la profession juridique afin d'assurer la sécurité et la solidité du secteur financier canadien au pays et à l'étranger	200	. . . . .	200
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	4	. . . . .	4
Total des crédits à adopter	**14 795**	**48 000**	**62 795**
Crédits législatifs			
Avances de fonds à la Banque de développement du Canada à l'égard de la Facilité canadienne de crédit garanti pour l'achat de titres adossés à des actifs garantis par des prêts ou des baux relatifs à des véhicules ou du matériel (*budget fédéral de 2009*)			12 000 000
Nouvelles prévisions relatives aux frais de la dette publique en raison principalement des déficits budgétaires plus élevés que prévu et des prêts sur les investissements plus élevés que prévu			1 159 000
Paiements au Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières à être utilisés, sous réserve des conditions convenues, afin de réaliser son mandat prescrit par la loi (*budget fédéral de 2009*)			11 000
Nouvelles prévisions relatives aux coûts de production et de distribution de la monnaie canadienne en raison principalement de la demande de monnaie moins élevée que prévu sur le marché			(25 000)
Total des crédits législatifs			**13 145 000**
Total des rajustements des crédits			**13 207 795**
Transferts			
Transfert d'Environnement – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto)	486	. . . . .	486
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(3)	. . . . .	(3)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(12)	. . . . .	(12)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour les conventions collectives conclues lors du partage des services ministériels entre les deux organisations	(343)	. . . . .	(343)
Total des transferts	**128**	**. . . . .**	**128**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**14 923**	**48 000**	**13 207 923**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES
Vérificateur général

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Vérificateur général – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	**Crédit 15**
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	**(3)**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Tribunal canadien du commerce extérieur

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien du commerce extérieur demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 20**
Fonds pour les activités du Tribunal canadien du commerce extérieur afin de combler le manque à gagner à court terme lié au budget de fonctionnement	**448**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau du surintendant des institutions financières

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du surintendant des institutions financières demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 30**
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	**14**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
1b	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général.....	16 750 543	.....	**36 525**	16 787 068
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 940 209	.....	.....	1 940 209
(L)	Traitement du gouverneur général (L.R.C. 1985, ch. G-9)	126 000	.....	.....	126 000
(L)	Pensions payables en vertu de la *Loi sur le gouverneur général* (L.R.C. 1985, ch. G-9)	413 000	.....	.....	413 000
	Total du portefeuille.....	19 229 752	.....	**36 525**	19 266 277

GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Gouverneur général demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	**37**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la *Loi sur la concurrence* : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	419 458 251	**(7 431 794)**	**44 005 769**	456 032 226
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 400 442 $ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010*	18 069 900	**3 400 442**	**1**	21 470 343
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 400 000 $ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 434 100 541	**2 400 000**	**189 218 434**	1 625 718 975
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	49 373 558	**.....**	**.....**	49 373 558
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	78 422	**.....**	**.....**	78 422
(L)	Subvention à Génome Canada	88 800 000	**.....**	**.....**	88 800 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (L.C., 1998, ch. 36)	98 850 000	**.....**	**8 750 000**	107 600 000
(L)	Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (CAnet5)	29 000 000	**.....**	**.....**	29 000 000
(L)	Subvention à l'Institut Perimeter	10 000 000	**.....**	**.....**	10 000 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* (L.R., 1985, ch. S-11)	1 650 000	**.....**	**(1 150 000)**	500 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	(1 202 512)	**.....**	**.....**	(1 202 512)
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités	165 592 868	**.....**	**.....**	165 592 868
(L)	Amélioration des infrastructures des universités et des collèges	500 000 000	**.....**	**.....**	500 000 000
(L)	Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile	.....	**.....**	**2 000**	2 000
(L)	Ministre d'État (Sciences et technologie) – Allocation pour automobile	.....	**.....**	**2 000**	2 000
	Total des dépenses budgétaires	2 813 771 028	**(1 631 352)**	**240 828 204**	3 052 967 880
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	300 000	**.....**	**.....**	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)*a*) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	500 000	**.....**	**.....**	500 000
	Total des dépenses non budgétaires	800 000	**.....**	**.....**	800 000
	Total du Ministère	2 814 571 028	**(1 631 352)**	**240 828 204**	3 053 767 880

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses: **Transferts**	Présent budget supplémentaire des dépenses: **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Agence spatiale canadienne				
25b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 $ du crédit 30 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	224 694 269	**(1 300 000)**	**6 617 033**	230 011 302
30b	Dépenses en capital	90 082 000	**(500 000)**	.....	89 582 000
35b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 800 000 $ du crédit 25 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	47 063 000	**1 800 000**	**1**	48 863 001
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 903 821	.....	.....	9 903 821
	Total de l'organisme	371 743 090	.....	**6 617 034**	378 360 124
	Commission canadienne du tourisme				
40	Dépenses du Programme	103 526 219	.....	.....	103 526 219
	Total de l'organisme	103 526 219	.....	.....	103 526 219
	Commission du droit d'auteur				
45a	Dépenses du Programme	2 885 455	.....	.....	2 885 455
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	284 683	.....	.....	284 683
	Total de l'organisme	3 170 138	.....	.....	3 170 138
	Conseil national de recherches du Canada				
50b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 123 500 $ du crédit 60 (Industrie) et de 38 500 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	386 579 824	**2 162 000**	**1**	388 741 825
55a	Dépenses en capital	52 597 200	.....	.....	52 597 200
60b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	276 320 750	**(2 123 500)**	.....	274 197 250
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 732 561	.....	.....	45 732 561
(L)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)*e*) de la *Loi sur le Conseil national de recherches* (L.R., 1985, ch. N-15)	79 023 000	.....	.....	79 023 000
	Total de l'organisme	840 253 335	**38 500**	**1**	840 291 836
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
65b	Dépenses de fonctionnement	44 085 297	**(410 000)**	.....	43 675 297
70b	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 410 000 $ du crédit 65 (Industrie) et de 514 467 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1 002 803 625	**766 967**	**1**	1 003 570 593
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 104 154	.....	.....	4 104 154
	Total de l'organisme	1 050 993 076	**356 967**	**1**	1 051 350 044
	Greffe du Tribunal de la concurrence				
75	Dépenses du Programme	1 937 819	.....	.....	1 937 819
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	151 048	.....	.....	151 048
	Total de l'organisme	2 088 867	.....	.....	2 088 867

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Conseil de recherches en sciences humaines				
80a	Dépenses de fonctionnement	24 691 019	.....	.....	24 691 019
85b	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 251 036 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	664 667 872	**251 036**	**1**	664 918 909
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 393 141	.....	.....	2 393 141
	Total de l'organisme	691 752 032	**251 036**	**1**	692 003 069
	Conseil canadien des normes				
90	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la *Loi sur le Conseil canadien des normes*	7 129 000	.....	.....	7 129 000
	Total de l'organisme	7 129 000	.....	.....	7 129 000
	Statistique Canada				
95b	Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	420 305 279	**(24 128)**	**31 028**	420 312 179
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 481 221	.....	.....	62 481 221
	Total de l'organisme	482 786 500	**(24 128)**	**31 028**	482 793 400
	Total du portefeuille	6 368 013 285	**(1 008 977)**	**247 476 269**	6 614 480 577

INDUSTRIE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour soutenir les investissements stratégiques en innovation dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	.....	.....	97 177	97 177
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	807	.....	49 838	50 645
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement	32 398	.....	.....	32 398
Fonds pour le Programme d'accès communautaire pour assurer le soutien aux centres d'accès communautaires dans les communautés partout au pays dont les citoyens font face à des obstacles à l'égard de l'utilisation d'Internet	809	.....	14 418	15 227
Fonds destinés au Programme d'infrastructures Canada-Ontario visant à investir dans l'infrastructure municipale, urbaine et rurale, en Ontario	.....	.....	11 709	11 709
Fonds visant à aider les jeunes à acquérir des compétences en matière de technologies de l'information et des communications afin de mieux les préparer à la recherche d'un emploi	430	.....	9 563	9 993
Fonds pour appuyer le développement économique et communautaire, l'innovation et la diversification économique dans le Sud de l'Ontario (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	7 369	.....	.....	7 369
Fonds pour soutenir le programme CSeries de Bombardier en vue de rembourser les coûts admissibles liés à la recherche et au développement	.....	.....	6 513	6 513
Fonds pour soutenir le Programme d'infrastructure du savoir	1 229	.....	.....	1 229
Fonds pour l'initiative de branchement à large bande afin de fournir aux ménages canadiens un accès à coût abordable à des services à large bande	576	.....	.....	576
Fonds pour le programme de subventions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	.....	.....	500	500
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	349	.....	.....	349
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	38	.....	.....	38
Montant brut des crédits à adopter	44 005	.....	189 718	233 723
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	.....	.....	500	500
Total des crédits à adopter	**44 005**	**.....**	**189 218**	**233 223**
Crédits législatifs				
Fonds pour les paiements proposés à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de le *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*				8 750
Fonds destinés à l'allocation pour automobile du ministre d'État – Petite entreprise et tourisme				2
Fonds destinés à l'allocation pour automobile du ministre d'État – Sciences et technologie				2
Fonds pour les paiements proposés à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de le *Loi sur les prêts aux petites entreprises*				(1 150)
Total des crédits législatifs				**7 604**
Total des rajustements des crédits				**240 827**

INDUSTRIE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer le Programme d'infrastructure du savoir	(2 400)	. . . . .	2 400	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisations	(3 400)	3 400	. . . . .	. . . . .
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(23)	. . . . .	. . . . .	(23)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(48)	. . . . .	. . . . .	(48)
Transfert à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour fournir un financement afin d'assurer la tenue du Congrès mondial sur la technologie de l'information à Montréal en 2012	(60)	. . . . .	. . . . .	(60)
Transfert au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Fonds en appui aux enquêtes et aux mesures visant à faire respecter l'application de la Liste nationale des numéros de télécommunication exclus	(1 500)	. . . . .	. . . . .	(1 500)
Total des transferts	**(7 431)**	**3 400**	**2 400**	**(1 631)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**36 574**	**3 400**	**191 618**	**239 196**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 500 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'une marge de manœuvre propre au Secrétariat du commerce intérieur et/ou à l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions en vertu du programme de l'Organisation de coopération et de développement économiques	500 000	. . . . .
Montant total brut des subventions	**500 000**	**. . . . .**
Contributions		
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	97 177 035	. . . . .
Contributions en vertu du programme Infrastructures de loisirs Canada	49 838 481	. . . . .
Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire	23 981 076	. . . . .
Contributions en vertu du programme Infrastructures Canada	11 708 511	. . . . .
(L) Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*	. . . . .	8 750 000
Contributions en vertu du programme CSeries de Bombardier	6 513 331	. . . . .
Contributions en vertu du Programme d'infrastructure du savoir	2 400 000	. . . . .
(L) Obligations contractées en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*	. . . . .	(1 150 000)
Montant total brut des contributions	**191 618 434**	**7 600 000**
Montant total brut des paiements de transfert	**192 118 434**	**7 600 000**
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	500 000	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**191 618 434**	**7 600 000**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE
Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Crédit 35	Total
Fonds pour appuyer le développement d'applications de robotique avancée et d'autres technologies spatiales (*budget fédéral de 2009*)	8 000	. . . . .	. . . . .	8 000
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	883	. . . . .	. . . . .	883
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	500	. . . . .	. . . . .	500
Total des fonds disponibles	1 383	. . . . .	. . . . .	1 383
Total des crédits à adopter	**6 617**	**. . . . .**	**. . . . .**	**6 617**
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la recherche, la sensibilisation et la formation en sciences et technologies spatiales	(1 800)	. . . . .	1 800	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	500	(500)	. . . . .	. . . . .
Total des transferts	**(1 300)**	**(500)**	**1 800**	**. . . . .**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**5 317**	**(500)**	**1 800**	**6 617**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 1 382 967 $ sont disponibles : 867 000 $ à même le crédit et 500 000 $ du crédit 30 en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement; et 15 967 $ à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de la formation en sciences et technologies spatiales	1 300 000	. . . . .
Contributions		
Programme de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de la formation en sciences et technologies spatiales	500 000	. . . . .
Total des paiements de transfert	**1 800 000**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE
Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 50**	**Crédit 60**	**Total**
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	2 380	. . . . .	2 380
Fonds pour appuyer le développement économique et communautaire, l'innovation et la diversification économique dans le Sud de l'Ontario (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	1 375	. . . . .	1 375
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	42	. . . . .	42
Montant brut des crédits à adopter	3 797	. . . . .	3 797
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	3 797	. . . . .	3 797
Total des crédits à adopter	**. . . . .**	**. . . . .**	**. . . . .**
Transferts			
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	39	. . . . .	39
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour tenir compte de la diminution des coûts relatifs aux programmes de télescopes internationaux en raison d'un taux de change favorable	1 996	(1 996)	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour tenir compte de l'annulation du concours d'admissibilité au Programme de supplément de bourses d'études supérieures	128	(128)	. . . . .
Total des transferts	**2 163**	**(2 124)**	**39**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**2 163**	**(2 124)**	**39**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 3 797 381 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 65**	**Crédit 70**	**Total**
Fonds pour le fonctionnement du Centre canadien de rayonnement synchrotron	. . . . .	11 000	11 000
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	4	. . . . .	4
Montant brut des crédits à adopter	4	11 000	11 004
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	4	10 590	10 594
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	. . . . .	410	410
Total des fonds disponibles	4	11 000	11 004
Total des crédits à adopter	**. . . . .**	**. . . . .**	**. . . . .**
Transferts			
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale	. . . . .	514	514
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(410)	410	. . . . .
Transfert de la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada	. . . . .	(158)	(158)
Total des transferts	**(410)**	**766**	**356**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**(410)**	**766**	**356**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 65 : Des fonds autorisés totalisant 3 917 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 70 : Des fonds autorisés totalisant 11 000 000 $ sont disponibles : 10 590 000 $ à même le crédit et 410 000 $ du crédit 65 en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	**Crédit**	**Législatif**
Subventions		
Subventions et bourses	11 514 467	. . . . .
Montant total brut des paiements de transfert	**11 514 467**	**. . . . .**
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	10 590 000	. . . . .
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	157 500	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**766 967**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE
Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	**Crédit 85**
Transfert de Patrimoine canadien – Pour financer des projets de recherche pouvant servir à l'élaboration de politiques concernant la participation sportive	**251**

Paiements de transfert (dollars)	**Crédit**	**Législatif**
Subventions		
Subventions et bourses	**251 036**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Statistique Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 95**
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	31
Transferts	
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(24)
Présent budget supplémentaire des dépenses	**7**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 333 700 $ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010*	294 133 191	**(782 472)**	**1**	293 350 720
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	391 142 280	.....	.....	391 142 280
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 403 885	.....	.....	61 403 885
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
	Total du Ministère	746 757 778	**(782 472)**	**1**	745 975 307
	Commission canadienne des droits de la personne				
10b	Dépenses du Programme	19 605 564	.....	**2 682**	19 608 246
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 172 983	.....	.....	2 172 983
	Total de l'organisme	21 778 547	.....	**2 682**	21 781 229
	Tribunal canadien des droits de la personne				
15	Dépenses du Programme	4 220 311	.....	.....	4 220 311
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	378 899	.....	.....	378 899
	Total de l'organisme	4 599 210	.....	.....	4 599 210

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Commissaire à la magistrature fédérale				
20b	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la *Loi sur les juges* et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	8 171 878	.....	**182 773**	8 354 651
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 673 700	.....	.....	1 673 700
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	785 002	.....	.....	785 002
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1)	414 853 000	.....	.....	414 853 000
	Total de l'organisme	425 483 580	.....	**182 773**	425 666 353
	Service administratif des tribunaux judiciaires				
30b	Dépenses du Programme	57 111 783	.....	**34 154**	57 145 937
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 121 487	.....	.....	6 121 487
	Total de l'organisme	63 233 270	.....	**34 154**	63 267 424
	Bureau du directeur des poursuites pénales				
35b	Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 762 966 $ du crédit 1 (Justice) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	151 822 462	**762 966**	**3 326 396**	155 911 824
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 794 738	.....	.....	14 794 738
	Total de l'organisme	166 617 200	**762 966**	**3 326 396**	170 706 562
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
40a	Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme	10 207 491	.....	.....	10 207 491
45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme	20 715 593	.....	.....	20 715 593
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 187 195	.....	.....	3 187 195
	Total de l'organisme	34 110 279	.....	.....	34 110 279

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Cour suprême du Canada				
50b	Dépenses du Programme	22 134 099	.....	**2 564**	22 136 663
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 179 996	.....	.....	2 179 996
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., (1985), ch. J-1)	5 388 000	.....	.....	5 388 000
	Total de l'organisme	29 702 095	.....	**2 564**	29 704 659
	Total du portefeuille	1 492 281 959	**(19 506)**	**3 548 570**	1 495 811 023

JUSTICE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	10
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	10
Total des crédits à adopter	**. . . . .**
Transferts	
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour soutenir le projet de renforcement des institutions palestiniennes responsables des poursuites	334
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(20)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(334)
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour les fonds obtenus destinés aux conventions collectives	(763)
Total des transferts	**(783)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**(783)**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 9 836 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission canadienne des droits de la personne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 10**
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	**3**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Commissaire à la magistrature fédérale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 20**
Fonds pour réaliser une analyse de rentabilisation en vue de la transformation et de la modernisation de l'organisation	**183**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 30**
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	**34**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau du directeur des poursuites pénales

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des poursuites pénales demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 35**
Fonds destinés au Bureau du directeur des poursuites pénales pour la transition et les ressources ministérielles courantes	3 326
Transferts	
Transfert de Justice – Pour les fonds obtenus destinés aux conventions collectives	763
Présent budget supplémentaire des dépenses	**4 089**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE
Cour suprême du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Cour suprême du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 50**
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	**3**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses: Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses: Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Sénat				
1 Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice	58 659 050	.....	.....	58 659 050
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 601 550	.....	.....	6 601 550
(L) Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R., 1985 ch. M-5)	25 345 200	.....	.....	25 345 200
Total de l'organisme	90 605 800	.....	.....	90 605 800
Chambre des communes				
5b Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	283 523 585	.....	**2 873 369**	286 396 954
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 808 206	.....	.....	34 808 206
(L) Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et contributions au Compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	108 209 158	.....	**836 156**	109 045 314
Total de l'organisme	426 540 949	.....	**3 709 525**	430 250 474
Bibliothèque du Parlement				
10b Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	35 649 170	.....	**484 000**	36 133 170
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 657 830	.....	.....	4 657 830
Total de l'organisme	40 307 000	.....	**484 000**	40 791 000
Commissariat aux conflits d'intérêt et à l'éthique				
15 Dépenses du Programme	6 338 000	.....	.....	6 338 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	767 210	.....	.....	767 210
Total de l'organisme	7 105 210	.....	.....	7 105 210
Conseiller sénatorial en éthique				
20 Dépenses du Programme	704 340	.....	.....	704 340
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 660	.....	.....	101 660
Total de l'organisme	806 000	.....	.....	806 000
Total du portefeuille	565 364 959	.....	**4 193 525**	569 558 484

PARLEMENT
Chambre des communes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 5	Législatif	Total
Coûts de fonctionnement supplémentaires pour des éléments tels que les technologies de l'information et les conventions collectives	2 874	. . . . .	2 874
Crédits législatifs			
Augmentation des traitements et indemnités versés aux agents supérieurs et aux députés de la Chambre des communes et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires ainsi qu'au compte de convention de retraite des parlementaires	. . . . .	836	836
Présent budget supplémentaire des dépenses	**2 874**	**836**	**3 710**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bibliothèque du Parlement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Bibliothèque du Parlement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds pour couvrir les coûts de fonctionnment supplémentaires pour appuyer les besions en information des parlementaires et des comités parlementaires	**484**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et les expositions internationales, y compris la restauration d'événements spéciaux à des expositions internationales et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 583 $ du crédit 10 (Patrimoine canadien) et de 1 081 700 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	281 980 669	**(1 696 814)**	**17 014 955**	297 298 810
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 500 000 $ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 127 707 934	**1 558 964**	**43 809 465**	1 173 076 363
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26 928 661	**.....**	**.....**	26 928 661
(L)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	78 422	**.....**	**.....**	78 422
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs	1 196 000	**.....**	**.....**	1 196 000
(L)	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs* (L.R., 1985, ch. L-8)	637 000	**.....**	**.....**	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	**.....**	**.....**	182 000
(L)	Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile	.....	**.....**	**2 000**	2 000
	Total du Ministère	1 438 710 686	**(137 850)**	**60 826 420**	1 499 399 256
	Conseil des Arts du Canada				
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 15 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	181 536 220	**14 417**	**1**	181 550 638
	Total de l'organisme	181 536 220	**14 417**	**1**	181 550 638

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses: **Transferts**	Présent budget supplémentaire des dépenses: **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Société Radio-Canada				
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	956 977 973	**.....**	**60 000 000**	1 016 977 973
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	**.....**	**.....**	4 000 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital	91 630 000	**.....**	**.....**	91 630 000
27b	Pour autoriser, en vertu de l'alinéa 46.1(3)b) de la *Loi sur la radiodiffusion*, un passif total résultant de prêts consentis conformément aux paragraphes 46.1(1) et 46.1(2) de la Loi n'excédant pas 220 000 000 $	.....	**.....**	**1**	1
	Total de l'organisme	1 052 607 973	**.....**	**60 000 001**	1 112 607 974
	Musée canadien des droits de la personne				
30b	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	1 500 000	**.....**	**25 200 000**	26 700 000
	Total de l'organisme	1 500 000	**.....**	**25 200 000**	26 700 000
	Musée canadien des civilisations				
35b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 175 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010*	62 436 219	**175 000**	**1**	62 611 220
	Total de l'organisme	62 436 219	**175 000**	**1**	62 611 220
	Musée canadien de la nature				
40	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	32 385 127	**.....**	**.....**	32 385 127
	Total de l'organisme	32 385 127	**.....**	**.....**	32 385 127
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
45b	Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du *Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication*, du *Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion*, et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 $ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 176 436	**1 500 000**	**2 171**	4 678 607
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 352 375	**.....**	**.....**	5 352 375
	Total de l'organisme	8 528 811	**1 500 000**	**2 171**	10 030 982

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses — **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Bibliothèque et Archives du Canada				
50b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 481 950 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 996 609 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	113 801 646	**(6 082 596)**	**208 106**	107 927 156
52b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 556 278 $ du crédit 50 (Patrimoine canadien) et 4 329 128 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	. . . . .	**11 885 406**	**1**	11 885 407
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 166 816	**. . . . .**	**. . . . .**	11 166 816
	Total de l'organisme	124 968 462	**5 802 810**	**208 107**	130 979 379
	Société du Centre national des Arts				
55	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement	35 175 479	**. . . . .**	**. . . . .**	35 175 479
	Total de l'organisme	35 175 479	**. . . . .**	**. . . . .**	35 175 479
	Commission des champs de bataille nationaux				
60	Dépenses du Programme	7 754 765	**. . . . .**	**. . . . .**	7 754 765
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	364 534	**. . . . .**	**. . . . .**	364 534
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	1 600 000	**. . . . .**	**. . . . .**	1 600 000
	Total de l'organisme	9 719 299	**. . . . .**	**. . . . .**	9 719 299
	Office national du film				
65	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	65 679 887	**. . . . .**	**. . . . .**	65 679 887
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film	. . . . .	**. . . . .**	**. . . . .**	. . . . .
	Total de l'organisme	65 679 887	**. . . . .**	**. . . . .**	65 679 887
	Musée des beaux-arts du Canada				
70b	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	41 672 196	**. . . . .**	**253 000**	41 925 196
75	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	8 000 000	**. . . . .**	**. . . . .**	8 000 000
	Total de l'organisme	49 672 196	**. . . . .**	**253 000**	49 925 196
	Musée national des sciences et de la technologie				
80	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	34 604 127	**. . . . .**	**. . . . .**	34 604 127
	Total de l'organisme	34 604 127	**. . . . .**	**. . . . .**	34 604 127

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme				
85b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 797 908 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	8 960 059	**797 908**	**1**	9 757 968
90a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	20 950 000	.....	.....	20 950 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 113 315	.....	.....	1 113 315
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile	.....	.....	**2 000**	2 000
	Total de l'organisme	31 023 374	**797 908**	**2 001**	31 823 283
	Commission de la fonction publique				
95b	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling	90 635 977	.....	**15 188**	90 651 165
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 952 164	.....	.....	11 952 164
	Total de l'organisme	102 588 141	.....	**15 188**	102 603 329
	Commission des relations de travail dans la fonction publique				
100a	Dépenses du Programme	12 467 393	.....	.....	12 467 393
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	750 680	.....	.....	750 680
	Total de l'organisme	13 218 073	.....	.....	13 218 073
	Tribunal de la dotation de la fonction publique				
105a	Dépenses du Programme	5 074 122	.....	.....	5 074 122
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 452	.....	.....	11 452
	Total de l'organisme	5 085 574	.....	.....	5 085 574
	Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles				
110	Dépenses du Programme	1 726 200	.....	.....	1 726 200
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	183 600	.....	.....	183 600
	Total de l'organisme	1 909 800	.....	.....	1 909 800
	Téléfilm Canada				
115	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	104 662 127	.....	.....	104 662 127
	Total de l'organisme	104 662 127	.....	.....	104 662 127
	Total du portefeuille	3 356 011 575	**8 152 285**	**146 506 890**	3 510 670 750

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**	**Crédit 5**	**Total**
Fonds pour améliorer les investissements stratégiques du Canada dans les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et à Whistler en Colombie-Britannique (*poste horizontal*)	16 408	38 092	54 500
Financement visant à accroître la participation des citoyens dans les communautés au moyen de projets d'immobilisations liés aux commémorations historiques communautaires	553	3 900	4 453
Financement visant l'exécution du Projet commémoratif de la Seconde Guerre mondiale : Archives numériques du Projet Mémoire de l'Institut du Dominion	42	1 317	1 359
Financement afin d'accroître la participation sportive des Canadiens ayant une déficience intellectuelle (*budget fédéral de 2009*)	. . . . .	500	500
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	11	. . . . .	11
Total des crédits à adopter	**17 014**	**43 809**	**60 823**
Crédits législatifs			
Fonds pour l'allocation pour automobile du ministre d'État (Sports)			2
Total des rajustements des crédits			**60 825**
Transferts			
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Fonds pour appuyer le rassemblement de la jeunesse autochtone à Vancouver en 2010 par l'intermédiaire de la Société des quatre Premières nations hôtes	. . . . .	1 500	1 500
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les mission à l'étranger	1 082	. . . . .	1 082
Transfert de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour appuyer des activités de promotion du tourisme et de l'agroalimentaire dans le contexte de la francophonie canadienne lors des Jeux olympiques de 2010	. . . . .	500	500
Transfert du Conseil des Arts du Canada – Pour soutenir la conduite d'analyses statistiques et l'élaboration de résumés de recherches portant sur les arts	26	. . . . .	26
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(10)	. . . . .	(10)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour soutenir l'élaboration d'une stratégie visant à repositionner une organisation artistique	. . . . .	(15)	(15)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour acquérir des connaissances en matière d'infrastructure culturelle, sur le plan national et international, grâce à la recherche et au réseautage	(25)	. . . . .	(25)
Transfert au Commissariat aux langues officielles – Pour appuyer l'organisation de deux conférences liées aux langues officielles : le symposium dans le cadre du 40e anniversaire de la *Loi sur les langues officielles* et portant sur l'avenir des politiques linguistiques au Canada et le Symposium international sur les villes bilingues	(40)	. . . . .	(40)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour appuyer la participation d'athlètes et d'artistes qui représenteront l'Équipe Canada dans le cadre de la VIe éditions des Jeux de la Francophonie à Beyrouth au Liban	(99)	. . . . .	(99)
Transfert au Musée canadien des civilisations – Pour couvrir le coût des primes d'assurance de l'exposition l'Afghanistan, Trésors du Musée national de Kaboul (Programme de consolidation des arts et du patrimoine canadien)	. . . . .	(175)	(175)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour financer des projets de recherche pouvant servir à l'élaboration de politiques concernant la participation sportive	. . . . .	(251)	(251)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour financer l'acquisition et la conservation de films conformément à la composante relative à la préservation et à l'accès de la Politique canadienne du long métrage	(482)	. . . . .	(482)

PATRIMOINE CANADIEN
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Pour couvrir les dépenses de fonctionnement du cabinet du ministre d'État (Condition féminine)	(798)	. . . . .	(798)
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour le transfert des responsabilités liées au programme du multiculturalisme	(1 350)	. . . . .	(1 350)
Total des transferts	**(1 696)**	**1 559**	**(137)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**15 318**	**45 368**	**60 688**

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	1 950 000	. . . . .
Montant total brut des subventions	**1 950 000**	**. . . . .**
Contributions		
Contributions au Programme d'accueil des jeux	36 792 000	. . . . .
Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	1 950 000	. . . . .
Contributions à l'appui du Programme des autochtones	1 500 000	. . . . .
Contributions pour soutenir le programme Célébration et commémoration	1 317 465	. . . . .
Contributions à l'appui du programme d'Espaces culturels Canada	1 300 000	. . . . .
Contributions au Programme de soutien au sport	500 000	. . . . .
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	500 000	. . . . .
Montant total brut des contributions	**43 859 465**	**. . . . .**
Montant total brut des paiements de transfert	**45 809 465**	**. . . . .**
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	441 036	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**45 368 429**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 10
Transfert de Patrimoine canadien – Pour acquérir des connaissances en matière d'infrastructure culturelle, sur le plan national et international, grâce à la recherche et au réseautage	25
Transfert de Patrimoine canadien – Pour soutenir l'élaboration d'une stratégie visant à repositionner une organisation artistique	15
Transfert à Patrimoine canadien – Pour soutenir la conduite d'analyses statistiques et l'élaboration de résumés de recherches portant sur les arts	(26)
Présent budget supplémentaire des dépenses	**14**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN
Société Radio-Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15	Crédit 27	Total
Fonds pour améliorer la télévision, la radio et les nouveaux médias, en anglais et en français, au Canada	60 000	. . . . .	60 000
Pour autoriser, en vertu de l'alinéa 46.1(3)b) de la *Loi sur la radiodiffusion*, un passif total résultant de prêts consentis conformément aux paragraphes 46.1(1) et 46.1(2) de la Loi n'excédant pas 220 000 000 $	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Présent budget supplémentaire des dépenses	**60 000**	**. . . . .**	**60 000**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée canadien des droits de la personne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour la construction du nouveau Musée des droits de la personne et son fonctionnement	**25 200**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée canadien des civilisations

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 35
Transfert du Patrimoine canadien – Pour couvrir le coût des primes d'assurance de l'exposition l'Afghanistan, Trésors du Musée national de Kaboul (Programme de consolidation des arts et du patrimoine canadien)	**175**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 45**
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	2
Transferts	
Transfert d'Industrie – Fonds en appui aux enquêtes et aux mesures visant à faire respecter l'application de la Liste nationale des numéros de télécommunication exclus	1 500
Présent budget supplémentaire des dépenses	**1 502**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN
Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 52	Total
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	1 400	. . . . .	1 400
Fonds pour la transformation du bien immobilier situé à Gatineau (Québec) en tant qu'installation pour l'entreposage de collections avec rayonnages à haute densité	800	. . . . .	800
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	8	. . . . .	8
Fonds pour compenser les fluctuations monétaires qui ont des répercussions sur les paiements de subventions destinés au système international de données sur les publication en série	3	. . . . .	3
Montant brut des crédits à adopter	2 211	. . . . .	2 211
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	2 002	. . . . .	2 002
Total des crédits à adopter	**209**	**. . . . .**	**209**
Transferts			
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour la transformation d'un bien immobilier situé à Gatineau (Québec) en tant qu'installation pour l'entreposage de collections avec rayonnages à haute densité	997	4 329	5 326
Transfert de Patrimoine canadien – Pour financer l'acquisition et la conservation de films conformément à la composante relative à la préservation et à l'accès de la Politique canadienne du long métrage	482	. . . . .	482
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour virer une partie du budget de fonctionnement au budget en capital à la suite de la création d'un nouveau crédit pour dépenses en capital	(7 556)	7 556	. . . . .
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(5)	. . . . .	(5)
Total des transferts	**(6 082)**	**11 885**	**5 803**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**(5 873)**	**11 885**	**6 012**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 2 001 928 $ sont disponibles à même le crédit en raison : de l'annulation du projet de construction du Musée du portrait du Canada en novembre 2008 (1 185 000 $); de la réduction des besoins à la suite de modifications à la programmation du Musée du portrait du Canada (814 400 $); et du réalignement des budgets de fonctionnement en subventions accordées au système international de données sur les publications en série pour compenser les fluctuations monétaires (2 528 $).

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Système international de données sur les publications en série	2 528	. . . . .
Montant total brut des paiements de transfert	**2 528**	**. . . . .**
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	2 528	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**. . . . .**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN
Musée des beaux-arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée des beaux-arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 70**
Fonds pour pallier aux pressions liées au fonctionnement, découlant des frais extraordinaires relatifs au service accompagné d'options pour le régime de retraite des employés	**253**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	**Crédit 85**	**Législatif**	**Total**
Fonds pour l'allocation pour automobile du ministre d'État	. . . . .	2	2
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour couvrir les dépenses de fonctionnement du cabinet du ministre d'État (Condition féminine)	798	. . . . .	798
Présent budget supplémentaire des dépenses	**798**	**2**	**800**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission de la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 95**
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	**15**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	 **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
1b	Dépenses de fonctionnement et : *a*) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; *b*) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; *c*) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; *d*) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 730 750 $ du crédit 1 (Transports), de 659 900 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 560 386 $ du crédit 1 (Environnement) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 255 782 585	**545 804**	**24 151 088**	1 280 479 477
5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	384 104 067	**(956 000)**	**45 225 378**	428 373 445
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 942 103 $ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 438 000 $ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	112 329 668	**1 004 043**	**20 500 000**	133 833 711
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120 445 703	**.....**	**.....**	120 445 703
(L)	Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	78 422	**.....**	**.....**	78 422
	Total du portefeuille	1 872 740 445	**593 847**	**89 876 466**	1 963 210 758

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds visant à soutenir les pêcheurs de homard du Québec et du Canada atlantique au moyen du programme des Mesures transitoires à court terme et à accroître la viabilité économique et la durabilité à longterme grâce au programme de mesures de durabilité pour l'industrie du homard de l'Atlantique*	1 419	. . . . .	20 500	21 919
Fonds pour le Programme de réparation des infrastructures des ports pour petits bateaux (*budget fédéral de 2009*)	11 000	9 000	. . . . .	20 000
Fonds pour soutenir la construction d'une port pour petits bateaux à Pangnirtung au Nunavut (*budget fédéral de 2009*)	2 666	7 454	. . . . .	10 120
Fonds pour la flotte et les services maritimes fournis par la Garde côtière canadienne	. . . . .	9 021	. . . . .	9 021
Fonds pour l'acquisition d'un brise-glace de classe polaire pour appuyer les activités scientifiques portant sur l'Arctique, l'élargissement des connaissances du Canada sur l'écosystème arctique et la prestation de services essentiels de la Garde côtière pour l'exécution des programmes dans l'Arctique canadien	. . . . .	7 658	. . . . .	7 658
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	6 740	. . . . .	. . . . .	6 740
Fonds pour l'étape de conception des navires de patrouille semi-côtière pour assurer la sûreté maritime	. . . . .	3 774	. . . . .	3 774
Fonds pour l'acquisition de navires hauturiers de science halieutique	. . . . .	3 457	. . . . .	3 457
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	. . . . .	3 301	. . . . .	3 301
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	1 695	. . . . .	. . . . .	1 695
Fonds pour le projet de réparation du phare situé sur le haut-fond sud-est	. . . . .	1 560	. . . . .	1 560
Fonds pour promouvoir le développement énergétique dans le Nord canadien grâce à des investissements dans le projet gazier Mackenzie (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	581	. . . . .	. . . . .	581
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	50	. . . . .	. . . . .	50
Total des crédits à adopter	**24 151**	**45 225**	**20 500**	**89 876**
Transferts				
Transfert de Transports – Pour le Fonds de coordination de la sûreté maritime	731	. . . . .	. . . . .	731
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale	660	. . . . .	. . . . .	660
Transfert d'Environnement – Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis	389	. . . . .	. . . . .	389
Transfert d'Environnement – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	171	. . . . .	. . . . .	171
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	(472)	. . . . .	472	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le programme de contributions par catégorie pour les ports de petits bateaux afin d'appuyer les administrations portuaires dans les régions du Centre de l'Arctique	. . . . .	(438)	438	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des projets de dessaisissement dans le cadre du programme de subvention pour les ports de petits bateaux	(225)	. . . . .	225	. . . . .

* Un montant de 7 000 000 $ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques)	(150)	. . . . .	150	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(96)	. . . . .	96	. . . . .
Transfert à Environnement – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la *Loi sur les espèces en péril*	. . . . .	. . . . .	(376)	(376)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour le soutien administratif au programme des Mesures transitoires à court terme qui fournit une aide au revenu aux pêcheurs de homard du Québec et du Canada atlantique	(463)	. . . . .	. . . . .	(463)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour les frais de locaux liés à la *Loi sur les espèces en péril*	. . . . .	(518)	. . . . .	(518)
Total des transferts	**545**	**(956)**	**1 005**	**594**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**24 696**	**44 269**	**21 505**	**90 470**

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions transitoires à court terme pour les pêcheurs de homard du Québec et du Canada atlantique	14 000 000	. . . . .
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	308 603	. . . . .
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	225 000	. . . . .
Montant total brut des subventions	**14 533 603**	**. . . . .**
Contributions		
Contributions pour aider à assurer la viabilité économique et la durabilité à long terme de l'industrie du homard du Canada atlantique et du Québec (mesures de durabilité pour l'industrie du homard de l'Atlantique)	6 500 000	. . . . .
Contributions à l'appui du programme de contribution de catégorie de ports pour petits bateaux	438 000	. . . . .
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	163 000	. . . . .
Contribution en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	150 000	. . . . .
Contribution à l'appui du programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques	95 500	. . . . .
Montant total brut des contributions	**7 346 500**	**. . . . .**
Montant total brut des paiements de transfert	**21 880 103**	**. . . . .**
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	376 060	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**21 504 043**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et : *a*) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi; *b*) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public, des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail et des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice; *c*) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 463 129 $ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	712 903 641	**361 046**	**224 000**	713 488 687
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	2 033 907 558	.....	**20 187 909**	2 054 095 467
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	221 273 059	.....	.....	221 273 059
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)	26 549 000 000	.....	.....	26 549 000 000
(L)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)	8 091 000 000	.....	.....	8 091 000 000
(L)	Prestation universelle pour la garde d'enfants	2 544 000 000	.....	.....	2 544 000 000
(L)	Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	626 000 000	.....	.....	626 000 000
(L)	Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	557 000 000	.....	.....	557 000 000
(L)	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	511 475 000	.....	.....	511 475 000
(L)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	300 872 000	.....	.....	300 872 000

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	56 200 000	.....	.....	56 200 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	43 000 000	.....	.....	43 000 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985 ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985 ch. M-6)	40 000 000	.....	.....	40 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	31 867 000	.....	.....	31 867 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	4 550 000	.....	.....	4 550 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	3 300 000	.....	.....	3 300 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	1 900 000	.....	.....	1 900 000
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	18 000	.....	.....	18 000
Total des dépenses budgétaires	42 328 603 102	**361 046**	**20 411 909**	42 349 376 057
(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	595 969 000	.....	**1 366 885**	597 335 885
Total des dépenses non budgétaires	595 969 000	.....	**1 366 885**	597 335 885
Total du Ministère	42 924 572 102	**361 046**	**21 778 794**	42 946 711 942
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme	11 535 858	.....	.....	11 535 858
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 464 704	.....	.....	1 464 704
Total de l'organisme	13 000 562	.....	.....	13 000 562

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses — **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15b	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la *Loi nationale sur l'habitation*, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	2 257 609 000	.....	**71 400 000**	2 329 009 000
(L)	Rénovation et amélioration des logements sociaux	425 000 000	.....	.....	425 000 000
(L)	Logements pour les aînés à faible revenu	200 000 000	.....	.....	200 000 000
(L)	Logements dans le Nord	100 000 000	.....	.....	100 000 000
(L)	Logements des Premières nations	62 500 000	.....	.....	62 500 000
(L)	Logements pour les personnes handicapées	25 000 000	.....	.....	25 000 000
	Total des dépenses budgétaires	3 070 109 000	.....	**71 400 000**	3 141 509 000
(L)	Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés	50 000 000 000	.....	.....	50 000 000 000
(L)	Avances consenties en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (L.R. 1985, ch. N-11)	1 021 006 000	.....	.....	1 021 006 000
(L)	Prêts à faible coût consentis aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés	1 000 000 000	.....	.....	1 000 000 000
(L)	Prêts à faible coût consentis aux Premières nations admissibles pour de nouveaux projets de construction.	45 000 000	.....	.....	45 000 000
	Total des dépenses non budgétaires	52 066 006 000	.....	.....	52 066 006 000
	Total de l'organisme	55 136 115 000	.....	**71 400 000**	55 207 515 000
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20	Dépenses du Programme	1 930 384	.....	.....	1 930 384
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	168 144	.....	.....	168 144
	Total de l'organisme	2 098 528	.....	.....	2 098 528
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25	Dépenses du Programme	4 227 148	.....	.....	4 227 148
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 026 808	.....	.....	1 026 808
	Total de l'organisme	5 253 956	.....	.....	5 253 956
	Total du portefeuille	98 081 040 148	**361 046**	**93 178 794**	98 174 579 988

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**	**Crédit 5**	**Total**
Fonds pour la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance afin de promouvoir des structures et des partenariats stratégiques, des solutions aux problèmes du logement et des mesures de soutien stables et d'aider les personnes sans abri à devenir autonomes	. . . . .	20 188	20 188
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	224	. . . . .	224
Total des crédits à adopter	**224**	**20 188**	**20 412**
Crédits législatifs			
Augmentation du montant net des prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* attribuable à la hausse du rachat de prêts			1 367
Total des rajustements des crédits			**21 779**
Transferts			
Transfert de Pêches et Océans – Pour le soutien administratif au programme des Mesures transitoires à court terme qui fournit une aide au revenu aux pêcheurs de homard du Québec et du Canada atlantique	463	. . . . .	463
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(102)	. . . . .	(102)
Total des transferts	**361**	**. . . . .**	**361**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**585**	**20 188**	**22 140**

Paiements de transfert (dollars)	**Crédit**	**Législatif**
Contributions		
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	**20 187 909**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 15**
Fonds visant à augmenter l'offre de logements abordables pour les ménages à faible revenu ou à revenu modeste dans le cadre de l'Initiative en matière de logement abordable	**71 400**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la *Loi sur les explosifs* et au *Règlement sur les explosifs;* et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 755 000 $ du crédit 1 (Environnement), de 304 767 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 145 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 75 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	771 573 018	**(5 918 109)**	**129 079 578**	894 734 487
2b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 178 500 $ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 1 855 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010*	. . . . .	**9 033 500**	**1**	9 033 501
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 875 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	671 171 000	**2 875 000**	**94 607 580**	768 653 580

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	53 186 112	.....	.....	53 186 112
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	2 045 889 000	.....	.....	2 045 889 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	351 477 000	.....	.....	351 477 000
(L)	Subvention à la Fondation des technologies du développement durable du Canada	20 000 000	.....	.....	20 000 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	7 200 000	.....	.....	7 200 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	3 400 000	.....	.....	3 400 000
(L)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	1 383 000	.....	.....	1 383 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	.....	.....	.....	.....
	Total du Ministère	3 925 357 552	**5 990 391**	**223 687 159**	4 155 035 102
	Énergie atomique du Canada limitée				
10b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	384 691 000	.....	**275 000 000**	659 691 000
	Total de l'organisme	384 691 000	.....	**275 000 000**	659 691 000
	Commission canadienne de sûreté nucléaire				
15b	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	47 430 744	.....	**2 000 000**	49 430 744
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 463 706	.....	.....	4 463 706
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	97 597 176	.....	.....	97 597 176
	Total de l'organisme	149 491 626	.....	**2 000 000**	151 491 626
	Société de développement du Cap-Breton				
20	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	73 484 000	.....	.....	73 484 000
	Total de l'organisme	73 484 000	.....	.....	73 484 000
	Office national de l'énergie				
25a	Dépenses du Programme	50 979 048	.....	.....	50 979 048
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 024 941	.....	.....	5 024 941
	Total de l'organisme	56 003 989	.....	.....	56 003 989
	Administration du pipe-line du Nord				
30b	Dépenses du Programme	256 200	.....	**369 000**	625 200
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 230	.....	.....	20 230
	Total de l'organisme	276 430	.....	**369 000**	645 430
	Total du portefeuille	4 589 304 597	**5 990 391**	**501 056 159**	5 096 351 147

RESSOURCES NATURELLES
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 2	Crédit 5	Total
Fonds destinés au Programme d'écologisation des pâtes et papiers pour améliorer le rendement environnemental de l'industrie canadienne des pâtes et papiers	5 193	. . . . .	94 608	99 801
Fonds pour conclure les ententes avec les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan relativement aux droits miniers de la Commission d'établissement des soldats	83 500	. . . . .	. . . . .	83 500
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	17 593	. . . . .	. . . . .	17 593
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	17 095	. . . . .	. . . . .	17 095
Fonds pour promouvoir le développement énergétique dans le Nord canadien grâce à des investissements dans le projet gazier Mackenzie (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	2 794	. . . . .	. . . . .	2 794
Fonds pour mettre en œuvre les ententes sur les revendications territoriales globales au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et au Québec (*poste horizontal*)	2 629	. . . . .	. . . . .	2 629
Réinvestissement des frais demandés pour des services de délivrance de permis en matière d'explosifs, des cours de formation et des certification liés à *la Loi sur les explosifs* et au *Règlement sur les explosifs*	227	. . . . .	. . . . .	227
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	48	. . . . .	. . . . .	48
Total des crédits à adopter	**129 079**	**. . . . .**	**94 608**	**223 687**
Transferts				
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir les opérations du Programme forestier des Premières nations et favoriser leur accès aux possibilités économiques tributaires de la forêt	. . . . .	. . . . .	2 875	2 875
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique	145	1 855	. . . . .	2 000
Transfert d'Environnement – Mesures visant la mise en œuvre d'un dialogue sur l'énergie propre entre le Canada et les États-Unis	755	. . . . .	. . . . .	755
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale	305	. . . . .	. . . . .	305
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	75	. . . . .	. . . . .	75
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour créer un crédit pour dépenses en capital en vue de l'acquisition de machines et de matériel	(7 179)	7 179	. . . . .	. . . . .
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(19)	. . . . .	. . . . .	(19)
Total des transferts	**(5 918)**	**9 034**	**2 875**	**5 991**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**123 161**	**9 034**	**97 483**	**229 678**

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions pour appuyer la Programme d'écologisation des pâtes et papiers	94 607 580	. . . . .
Contributions pour appuyer les opérations du Programme forestier des Premières nations et favoriser leur accès aux possibilités économiques tributaires de la forêt	2 875 000	. . . . .
Total des paiements de transfert	**97 482 580**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES
Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 10**
Fonds pour appuyer l'achèvement des projets de remise en état du réacteur CANDU*	200 000
Fonds pour les coûts de fonctionnement liés au Programme de développement du réacteur CANDU avancé (*budget fédéral de 2009*)	30 000
Fonds pour répondre aux exigences réglementaires et aux exigences en matière de santé, de sécurité et d'environnement aux Laboratoires de Chalk River (Ontario) (*budget fédéral de 2009*)	27 000
Fonds pour poursuivre la production d'isotopes, placer en état d'arrêt sûr les installations de fabrication d'isotopes et pour être conforme aux exigences en matière de permis liées au réacteur national de recherche universel (NRU) (*budget fédéral de 2009*)	18 000
Présent budget supplémentaire des dépenses	**275 000**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

* Un montant de 100 000 000 $ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 15**
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	**2 000**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Administration du pipe-line du Nord

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Administration du pipe-line du Nord demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 30**
Fonds pours des ressources supplémentaires pour afin de renforcer la capacité en matière de dotation et de fonctionnement de l'Administration du pipe-line du Nord	**369**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 700 000 $ du crédit 10 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 902 080 944	**3 179 845**	**4 058 174**	1 909 318 963
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 453 000 $ du crédit 10 (Santé) et de 260 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	44 450 271	**1 713 000**	**7 079 134**	53 242 405
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 393 800 $ du crédit 1 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1 527 961 352	**(4 949 200)**	**1**	1 523 012 153
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	116 664 761	**.....**	**.....**	116 664 761
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	78 422	**.....**	**.....**	78 422
	Total du Ministère	3 591 235 750	**(56 355)**	**11 137 309**	3 602 316 704
	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée				
15b	Dépenses du Programme	10 511 990	**(500 000)**	**.....**	10 011 990
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	593 103	**.....**	**.....**	593 103
	Total de l'organisme	11 105 093	**(500 000)**	**.....**	10 605 093
	Instituts de recherche en santé du Canada				
20a	Dépenses de fonctionnement	50 533 072	**.....**	**.....**	50 533 072
25b	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 $ du crédit 10 (Santé), 500 000 $ du crédit 15 (Santé), 2 027 213 $ du crédit 40 (Santé) et de 222 916 $ du crédit 50 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	920 283 453	**2 850 129**	**5 573 000**	928 706 582
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 398 976	**.....**	**.....**	4 398 976
	Total de l'organisme	975 215 501	**2 850 129**	**5 573 000**	983 638 630

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses – **Transferts**	Présent budget supplémentaire des dépenses – **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
30	Dépenses du Programme	5 010 009	.....	.....	5 010 009
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	699 767	.....	.....	699 767
	Total de l'organisme	5 709 776	.....	.....	5 709 776
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
35	Dépenses du Programme	10 614 093	.....	.....	10 614 093
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	989 492	.....	.....	989 492
	Total de l'organisme	11 603 585	.....	.....	11 603 585
	Agence de la santé publique du Canada				
40b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 690 000 $ du crédit 50 (Santé) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	372 662 506	**(2 659 507)**	**455 247 423**	825 250 422
45b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 069 816 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	12 178 000	**2 069 816**	**4 081 620**	18 329 436
50b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 90 000 $ du crédit 10 (Santé) et de 1 000 000 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n^{o} 2 pour 2009-2010*	255 381 000	**177 084**	**1**	255 558 085
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 286 506	.....	.....	30 286 506
	Total de l'organisme	670 508 012	**(412 607)**	**459 329 044**	1 129 424 449
	Total du portefeuille	5 265 377 717	**1 881 167**	**476 039 353**	5 743 298 237

SANTÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour couvrir les coûts associés à l'épidémie de grippe H1N1 (*poste horizontal*)	18 714	. . . . .	. . . . .	18 714
Fonds pour réduire les arriérés de présentations de produits dans le cadre du Programme des produit de santé naturels	9 389	. . . . .	. . . . .	9 389
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	462	8 533	. . . . .	8 995
Fonds pour poursuivre la stratégie globale en vue de gérer la maladie de l'encéphalopathie spongiforme bovine (*poste horizontal*)	5 810	. . . . .	. . . . .	5 810
Fonds pour accueillir et organiser le Sommet du G8 en 2010 à Muskoka en Ontario (*poste horizontal*)	594	. . . . .	. . . . .	594
Fonds pour l'adoption immédiate de mesures ciblées pour les maladies pulmonaires et neurologiques (*poste horizontal*)	250	. . . . .	50	300
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	. . . . .	. . . . .	142	142
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	61	. . . . .	. . . . .	61
Montant brut des crédits à adopter	35 280	8 533	192	44 005
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	31 221	. . . . .	192	31 413
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	. . . . .	1 453	. . . . .	1 453
Total des fonds disponibles	31 221	1 453	192	32 866
Total des crédits à adopter	**4 059**	**7 080**	**. . . . .**	**11 139**
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour les initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	. . . . .	260	. . . . .	260
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour fournir un financement de contributions aux communautés des Premières nations destiné au plan de lutte contre la pandémie	(5 394)	. . . . .	5 394	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour établir des lignes d'aide destinées aux fumeurs dans les provinces et les territoires et pour accroître le règlement de litiges dans le cadre du Programme de lutte au tabagisme	6 200	. . . . .	(6 200)	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	. . . . .	1 453	(1 453)	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les laboratoires du Service d'analyse des drogues, partout au pays, qui font partie de la Stratégie nationale antidrogue	2 500	. . . . .	(2 500)	. . . . .
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour l'examen scientifique sur les comportements sédentaires et pour financer une conférence internationale sur l'activité physique et la santé publique qui aura lieu à Toronto	. . . . .	. . . . .	(40)	(40)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour une contribution à l'Académie canadienne des sciences de la santé	. . . . .	. . . . .	(50)	(50)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer la recherche liée à la prévention du suicide chez les jeunes Autochtones	. . . . .	. . . . .	(100)	(100)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(126)	. . . . .	. . . . .	(126)
Total des transferts	**3 180**	**1 713**	**(4 949)**	**(56)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**7 239**	**8 793**	**(4 949)**	**11 083**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 31 221 498 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 453 000 $ sont disponibles du crédit 10 en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 192 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	**Crédit**	**Législatif**
Contributions		
Contributions à la protection de la santé des Premières nations et des Inuits	5 443 800	. . . . .
Contributions aux programmes d'établissements de santé et d'immobilisations des Premières nations et des Inuits	142 000	. . . . .
Montant total brut des paiements de transfert	**5 585 800**	**. . . . .**
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	192 000	. . . . .
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	10 343 000	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**(4 949 200)**	**. . . . .**

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	**Crédit 15**
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour la recherche axée sur les problèmes psychosociaux liés à la procréation assistée	**(500)**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ
Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 25**
Fonds pour le programme des Bourses d'études supérieures du Canada qui vient en aide aux étudiants canadiens ou aux étudiants ayant le statut de résidents permanents qui poursuivent des études en vue d'obtenir une maîtrise ou un doctorat dans une université canadienne (*budget fédéral de 2009*)	7 099
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 526
Total des crédits à adopter	**5 573**
Transferts	
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour établir un Réseau de recherche sur l'influenza composé de chercheurs canadiens qui mettront au point des méthodes d'évaluation des vaccins contre la grippe et mettront en œuvre des programmes d'immunisation	1 977
Transfert de l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée – Pour la recherche axée sur les problèmes psychosociaux liés à la procréation assistée	500
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour l'établissement et l'entretien du Centre d'étude et de synthèse des données scientifiques qui a pour rôle de soutenir le renouveau du Groupe d'étude canadien sur les soins de santé préventifs	208
Transfert de Santé – Pour appuyer la recherche liée à la prévention du suicide chez les Autochtones	100
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour des subventions destinées à des analyses d'experts des bases de données existantes liées à la santé maternelle et infantile afin d'améliorer la disponibilité des données probantes pour la prise de décisions	50
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir des équipes multidisciplinaires afin de renforcer la capacité de recherche sur la prévention, le traitement ou le contrôle des blessures	15
Total des transferts	**2 850**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**8 423**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 1 526 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	**Crédit**	**Législatif**
Subventions		
Bourses d'études supérieures du Canada	7 099 000	. . . . .
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	2 850 129	. . . . .
Montant total brut des paiements de transfert	**9 949 129**	**. . . . .**
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	1 526 000	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**8 423 129**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ
Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de la santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Crédit 50	Total
Achat de vaccins contre la grippe H1N1 pour contrer la pandémie	403 200	. . . . .	. . . . .	403 200
Fonds pour couvrir les coûts associés à l'épidémie de grippe H1N1 (*poste horizontal*)	46 550	1 616	. . . . .	48 166
Fonds à l'appui de l'installation d'une nouvelle chaîne de remplissage de vaccins contre la grippe chez ID Biomedical Corporation of Quebec	7 100	. . . . .	. . . . .	7 100
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (*poste horizontal*)	4 554	. . . . .	. . . . .	4 554
Subvention à l'Institut de recherche de la Société canadienne du cancer pour l'Alliance canadienne pour la recherche sur le cancer du sein	. . . . .	. . . . .	3 000	3 000
Fonds pour l'adoption immédiate de mesures ciblées pour les maladies pulmonaires et neurologiques (*poste horizontal*)	973	. . . . .	1 612	2 585
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	42	2 465	. . . . .	2 507
Fonds pour poursuivre la stratégie globale en vue de gérer la maladie de l'encéphalopathie spongiforme bovine (*poste horizontal*)	800	. . . . .	. . . . .	800
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	27	. . . . .	. . . . .	27
Montant brut des crédits à adopter	463 246	4 081	4 612	471 939
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	7 309	. . . . .	4 612	11 921
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	690	. . . . .	. . . . .	690
Total des fonds disponibles	7 999	. . . . .	4 612	12 611
Total des crédits à adopter	**455 247**	**4 081**	**. . . . .**	**459 328**
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	. . . . .	2 070	. . . . .	2 070
Transfert de Santé – Pour une contribution à l'Académie canadienne des sciences de la santé	. . . . .	. . . . .	50	50
Transfert de Santé – Pour l'examen scientifique sur les comportements sédentaires et pour financer une conférence internationale sur l'activité physique et la santé publique qui aura lieu à Toronto	. . . . .	. . . . .	40	40
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour aider le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver	(1 000)	. . . . .	1 000	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	690	. . . . .	(690)	. . . . .
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(11)	. . . . .	. . . . .	(11)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir des équipes multidisciplinaires afin de renforcer la capacité de recherche sur la prévention, le traitement ou le contrôle des blessures	. . . . .	. . . . .	(15)	(15)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour des subventions destinées à des analyses d'experts des bases de données existantes liées à la santé maternelle et infantile afin d'améliorer la disponibilité des données probantes pour la prise de décisions	(50)	. . . . .	. . . . .	(50)

SANTÉ
Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 40	Crédit 45	Crédit 50	Total
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(141)	. . . . .	. . . . .	(141)
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'Initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada	(171)	. . . . .	. . . . .	(171)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour l'établissement et l'entretien du Centre d'étude et de synthèse des données scientifiques qui a pour rôle de soutenir le renouveau du Groupe d'étude canadien sur les soins de santé préventifs	. . . . .	. . . . .	(208)	(208)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour établir un Réseau de recherche sur l'influenza composé de chercheurs canadiens qui mettront au point des méthodes d'évaluation des vaccins contre la grippe et mettront en œuvre des programmes d'immunisation	(1 977)	. . . . .	. . . . .	(1 977)
Total des transferts	**(2 660)**	**2 070**	**177**	**(413)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**452 587**	**6 151**	**177**	**458 915**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 7 998 800 $ sont disponibles : 7 308 800 $ à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement et 690 000 $ du crédit 50 en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 4 612 000 $ sont disponibles à même le crédit : 1 612 000 $ en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement et 3 000 000 $ en raison d'un rajustement technique apporté à la « Subvention à l'Institut de recherche de la Société canadienne du cancer pour l'Alliance canadienne pour la recherche sur le cancer du sein » qui apparaissait auparavant sous un autre nom.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention à l'Institut de recherche de la Société canadienne du cancer pour l'Alliance canadienne pour la recherche sur le cancer du sein	3 000 000	. . . . .
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	1 000 000	. . . . .
Montant total brut des subventions	**4 000 000**	**. . . . .**
Contributions		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	1 702 000	. . . . .
Montant total brut des contributions	**1 702 000**	**. . . . .**
Montant total brut des paiements de transfert	**5 702 000**	**. . . . .**
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	4 612 000	. . . . .
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	912 916	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**177 084**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses: Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses: Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	143 916 536	**(4 743)**	**566 774**	144 478 567
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	244 932 822	**(2 700 000)**	**11 800 000**	254 032 822
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 234 657	.....	.....	13 234 657
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
	Total du Ministère	402 162 437	**(2 704 743)**	**12 366 774**	411 824 468
	Agence des services frontaliers du Canada				
10b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 $ du crédit 1 (Transports) et de 54 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	1 428 549 521	**(7 996)**	**1**	1 428 541 526
15b	Dépenses en capital	115 767 057	.....	.....	115 767 057
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	147 013 748	.....	.....	147 013 748
	Total de l'organisme	1 691 330 326	**(7 996)**	**1**	1 691 322 331
	Service canadien du renseignement de sécurité				
20b	Dépenses de fonctionnement	436 030 425	**(1 626 700)**	.....	434 403 725
25	Dépenses en capital	37 421 000	.....	.....	37 421 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 914 607	.....	.....	40 914 607
	Total de l'organisme	514 366 032	**(1 626 700)**	.....	512 739 332

Nota : Le montant des « Autorisations à ce jour » de l'Agence des services frontaliers du Canada comprend 139 911 545 $ au crédit 10 et 53 299 357 $ au crédit 15. Ces montants on été affectés en 2008-2009 et seront dépensés en 2009-2010.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Service correctionnel				
30b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et *a*) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; *b*) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; *c*) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; *d*) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	1 830 785 409	**(151 370)**	**3 947 325**	1 834 581 364
35a	Dépenses en capital, y compris les paiements : *a*) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi; *b*) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	246 800 000	**.....**	**.....**	246 800 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	194 516 132	**.....**	**.....**	194 516 132
(L)	Fonds renouvelable CORCAN	.....	**.....**	**.....**	.....
	Total de l'organisme	2 272 101 541	**(151 370)**	**3 947 325**	2 275 897 496
	Commission nationale des libérations conditionnelles				
40b	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 $ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	43 440 974	**80 000**	**293 239**	43 814 213
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 149 015	**.....**	**.....**	5 149 015
	Total de l'organisme	48 589 989	**80 000**	**293 239**	48 963 228

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses: Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses: Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Bureau de l'enquêteur correctionnel				
45b	Dépenses du Programme	3 066 938	.....	**372 754**	3 439 692
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	354 711	.....	.....	354 711
	Total de l'organisme	3 421 649	.....	**372 754**	3 794 403
	Gendarmerie royale du Canada				
50b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 700 000 $ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 9 980 000 $ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile), de 10 138 000 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 900 000 $ du crédit 5 (Défense nationale), de 222 750 $ du crédit 1 (Transports) et de 122 750 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 167 248 320	**24 037 978**	**255 764 673**	2 447 050 971
55b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 850 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	329 290 844	**(9 130 000)**	**37 559 657**	357 720 501
60b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	97 123 596	.....	**8 382 780**	105 506 376
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 869 391	.....	.....	51 869 391
(L)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	344 080 159	.....	.....	344 080 159
(L)	Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada* (L.R., 1970 ch. R-10)	23 000 000	.....	**(3 000 000)**	20 000 000
	Total de l'organisme	3 012 612 310	**14 907 978**	**298 707 110**	3 326 227 398
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
65b	Dépenses du Programme	1 499 890	.....	**300 752**	1 800 642
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120 910	.....	.....	120 910
	Total de l'organisme	1 620 800	.....	**300 752**	1 921 552
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
70a	Dépenses du Programme	7 712 378	.....	.....	7 712 378
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	526 151	.....	.....	526 151
	Total de l'organisme	8 238 529	.....	.....	8 238 529
	Total du portefeuille	7 954 443 613	**10 497 169**	**315 987 955**	8 280 928 737

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 1**	**Crédit 5**	**Total**
Fonds visant à assurer la viabilité à court terme des ententes de police ainsi que pour l'examen global du Programme des services de police des Premières nations	491	8 300	8 791
Fonds pour les infrastructures essentielles du Programme des services de police des Premières nations (*budget fédéral de 2009*)	. . . . .	3 500	3 500
Fonds pour appuyer les modifications apportées au *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui impose l'exigence d'un visa aux citoyens du Mexique (*poste horizontal*)	65	. . . . .	65
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	11	. . . . .	11
Total des crédits à adopter	**567**	**11 800**	**12 367**
Transferts			
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(5)	. . . . .	(5)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations	. . . . .	(2 700)	(2 700)
Total des transferts	**(5)**	**(2 700)**	**(2 705)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**562**	**9 100**	**9 662**

Paiements de transfert (dollars)	**Crédit**	**Législatif**
Contributions		
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations	11 800 000	. . . . .
Montant total brut des paiements de transfert	**11 800 000**	**. . . . .**
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	2 700 000	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**9 100 000**	**. . . . .**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 10**	**Crédit 15**	**Total**
Fonds pour le maintien et l'expansion des services de base aériens de certains aéroports	8 879	90	8 969
Fonds pour construire des locaux supplémentaires à trois ports d'entrée éloignés en Colombie-Britannique et au Yukon et pour moderniser quatre ports d'entrée en Colombie-Britannique et en Ontario (*Budget fédéral de 2009*)	. . . . .	2 795	2 795
Fonds pour renforcer la sûreté du fret aérien au Canada (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	2 398	. . . . .	2 398
Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique (*poste horizontal*)	1 131	. . . . .	1 131
Fonds pour appuyer les modifications apportées au *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui impose l'exigence d'un visa aux citoyens du Mexique (*poste horizontal*)	315	. . . . .	315
Montant brut des crédits à adopter	12 723	2 885	15 608
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	12 723	2 885	15 608
Total des crédits à adopter	**. . . . .**	**. . . . .**	**. . . . .**
Transferts			
Transfert de Transports – Pour les Fonds de coordination de la sûreté maritime	500	. . . . .	500
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	54	. . . . .	54
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(62)	. . . . .	(62)
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir l'intégration des données relatives au traitement de cas grâce à la technologie de l'information (Système mondial de gestion des cas)	(500)	. . . . .	(500)
Total des transferts	**(8)**	**. . . . .**	**(8)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**(8)**	**. . . . .**	**(8)**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des autorisés totalisant 12 722 928 $ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins de fonctionnement liés au report de fonds pour l'utilisation de manifestes électroniques.

Crédit 15 : Des autorisés totalisant 2 885 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en capital liés au report du financement destiné à l'armement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	**Crédit 20**
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	**(1 627)**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 30**
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	2 702
Fonds pour les besoins en matière de locaux et de programmes en raison de la hausse des délinquants sous responsabilité fédérale et du profil changeant des délinquants sous responsabilité fédérale	2 052
Fonds pour faire face à la hausse prévue de la population carcérale et aux pressions opérationnelles connexes attribuables à la *Loi sur l'adéquation de la peine et du crime* (projet de loi C-25) (*poste horizontal*)	2 040
Financement pour loger les délinquants provinciaux détenus dans les établissements fédéraux au Nouveau-Brunswick	678
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	23
Montant brut des crédits à adopter	7 495
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	3 548
Total des crédits à adopter	**3 947**
Transferts	
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : Le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles.	(71)
Transfert à la Commission nationale des libérations conditionnelles – Pour la modification de l'entente cadre de service de transfert de la fonction de technologie de l'information du Service correctionnel	(80)
Total des transferts	**(151)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**3 796**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 3 548 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 40**
Fonds supplémentaires pour le traitement des demandes de réhabilitation	935
Fonds pour faire face à la hausse prévue de la population carcérale et aux pressions opérationnelles connexes attribuables à la *Loi sur l'adéquation de la peine et du crime* (projet de loi C-25) (*poste horizontal*)	810
Montant brut des crédits à adopter	1 745
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 452
Total des crédits à adopter	**293**
Transferts	
Transfert de Service correctionnel – Pour la modification de l'entente cadre de service de transfert de la fonction de technologie de l'information du Service correctionnel	80
Présent budget supplémentaire des dépenses	**373**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 1 452 064 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 45**
Fonds pour pallier les tensions liées à la charge de travail des volets des enquêtes et des services ministériels	**373**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Crédit 60	Total
Fonds pour les services de police et de la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010, conformément à l'accords sur la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010	198 066	.....	.....	198 066
Fonds pour la rémunération en fonction de la nouvelle Politique d'indemnité pour les opérations d'intervention et l'augmentation de la prime d'ancienneté	20 232	.....	.....	20 232
Fonds pour des projets pluriannuels de biens immobiliers, l'acquisition ou le remplacement de nouveaux actifs maritimes, aériens et terrestres, ainsi que des projets de technologie de l'information	.....	19 382	.....	19 382
Fonds pour les initiatives liées à la sécurité publique	.....	12 000	.....	12 000
Fonds pour rétablir l'intégrité des services de police fédéraux et pour fournir une allocation aux cadets durant leur formation	9 866	.....	.....	9 866
Fonds pour renforcer la capacité de la Gendarmerie royale du Canada d'entrer des données dans la Banque nationale de données génétiques	8 615	.....	.....	8 615
Fonds pour combler le manque à gagner afin d'indemniser des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	.....	.....	8 383	8 383
Fonds pour l'acquisition et l'installation de communications sans fil au Yukon	.....	6 910	.....	6 910
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	4 990	.....	.....	4 990
Fonds pour l'amélioration et la mise en œuvre de projets liés à des initiatives de sécurité nationale	.....	4 281	.....	4 281
Fonds pour des services de police participant à des opérations internationales de maintien et de soutien de la paix dans des pays aux prises avec des conflits ou menacés de conflits ainsi que dans des États fragiles et en déroute	3 643	.....	.....	3 643
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	3 170	.....	.....	3 170
Fonds pour appuyer les modifications apportées au *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui impose l'exigence d'un visa aux citoyens du Mexique (*poste horizontal*)	2 394	329	.....	2 723
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (*poste horizontal*)	2 000	.....	.....	2 000
Fonds supplémentaires pour l'augmentation des salaires des membres réguliers de la Gendarmerie royale du Canada	1 847	.....	.....	1 847
Fonds pour le projet de remplacement des navires de patrouille du service de la marine de la côte Ouest	.....	938	.....	938
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	622	.....	.....	622
Fonds pour la vérification de casiers judiciaires liée à des demandes de réhabilitation	401	.....	.....	401
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	19	.....	.....	19
Montant brut des crédits à adopter	255 865	43 840	8 383	308 088
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	100	6 280	.....	6 380
Total des crédits à adopter	**255 765**	**37 560**	**8 383**	**301 708**
Crédits législatifs				
Économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement relativement au pensions en vertu de la *Loi sur le continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*				(3 000)
Total des rajustements des crédits				**298 708**

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 50	Crédit 55	Crédit 60	Total
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le remboursement des coûts de locaux liés à l'entente de bail-achat pour le projet de nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada à Ottawa (Ontario)	10 138	. . . . .	. . . . .	10 138
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations	2 700	. . . . .	. . . . .	2 700
Transfert de Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	900	850	. . . . .	1 750
Transfert de Transports – Pour le Fonds de coordination de la sûreté maritime	223	. . . . .	. . . . .	223
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale	123	. . . . .	. . . . .	123
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'acquisition et l'installation de communications sans fil au Yukon	9 980	(9 980)	. . . . .	. . . . .
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(26)	. . . . .	. . . . .	(26)
Total des transferts	**24 038**	**(9 130)**	**. . . . .**	**14 908**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**279 803**	**28 430**	**8 383**	**313 616**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 99 880 $ sont disponibles à même en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Crédit 55 : Des fonds autorisés totalisant 6 280 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Indemnisations des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	8 382 780	. . . . .
(L) Pensions aux termes de la *Loi sur le continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*	. . . . .	(3 000 000)
Total des paiements de transfert	**8 382 780**	**(3 000 000)**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 65**
Fonds pour assurer l'intégrité du processus du Comité à l'appui des processus d'emploi et de relations de travail de la Gendarmerie royale du Canada en améliorant le délai d'exécution et en réduisant ainsi les cas en attente	**301**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et *a*) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; *b*) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la *Loi sur l'aéronautique*; *c*) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; *d*) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 $ du crédit 55 (Transports), de 471 668 $ du crédit 5 (Défense nationale) et de 96 100 $ du crédit 1 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n^o^ 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	378 658 202	**(1 078 285)**	**25 071 706**	402 651 623
5b	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	183 003 250	**.....**	**3 283 563**	186 286 813
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	741 718 142	**(6 000 000)**	**5 610 046**	741 328 188
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 339 852	**.....**	**.....**	66 339 852
(L)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	78 422	**.....**	**.....**	78 422
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la *Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland* (L.C., 1993, ch. 43)	57 771 301	**.....**	**.....**	57 771 301
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la *Loi maritime du Canada* (L.C., 1998, ch. 10)	47 700 000	**.....**	**.....**	47 700 000
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, *Loi des subsides n^o^ 5 de 1963,* L.C. 1963, ch. 42)	3 300 000	**.....**	**.....**	3 300 000
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile	. . . . .	**.....**	**2 000**	2 000
	Total du Ministère	1 478 569 169	**(7 078 285)**	**33 967 315**	1 505 458 199

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses: Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses: Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Société canadienne des postes				
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	72 210 000	.....	.....	72 210 000
17b	Conformément à l'article 28 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres sources que l'État, pour des sommes ne dépassant pas, de temps à autre, un montant principal dû de 2 500 000 000 $ et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances	.....	.....	**1**	1
	Total de l'organisme	72 210 000	.....	**1**	72 210 001
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
20b	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	418 179 000	.....	**197 605 000**	615 784 000
	Total de l'organisme	418 179 000	.....	**197 605 000**	615 784 000
	Office des transports du Canada				
25	Dépenses du Programme	24 072 998	.....	.....	24 072 998
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 219 094	.....	.....	3 219 094
	Total de l'organisme	27 292 092	.....	.....	27 292 092
	La Société des ponts fédéraux limitée				
30	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée	40 895 000	.....	.....	40 895 000
	Total de l'organisme	40 895 000	.....	.....	40 895 000
	Marine Atlantique S.C.C.				
35b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : *a*) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; *b*) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service	101 283 000	.....	**25 050 000**	126 333 000
	Total de l'organisme	101 283 000	.....	**25 050 000**	126 333 000
	Commission de la capitale nationale				
40b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	79 678 767	**(640 000)**	**1 961 167**	80 999 934
45b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 640 000 $ du crédit 40 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*.	31 893 000	**640 000**	**1**	32 533 001
	Total de l'organisme	111 571 767	.....	**1 961 168**	113 532 935

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	 **Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Bureau de l'infrastructure du Canada				
50b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 805 267 $ du crédit 55 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	55 404 931	**6 805 267**	**2 584 173**	64 794 371
55b	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 000 000 $ du crédit 10 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 147 244 414	**(840 267)**	**548 161 172**	4 694 565 319
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 357 469	.....	.....	3 357 469
(L)	Fonds de stimulation de l'infrastructure	1 980 655 000	.....	.....	1 980 655 000
(L)	Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	495 000 000	.....	.....	495 000 000
(L)	Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	250 000 000	.....	.....	250 000 000
(L)	Fonds pour l'infrastructure verte	200 000 000	.....	.....	200 000 000
	Total de l'organisme	7 131 661 814	**5 965 000**	**550 745 345**	7 688 372 159
	Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
60b	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 803 334 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 2 791 665 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*	19 800 000	**3 594 999**	**1**	23 395 000
	Total de l'organisme	19 800 000	**3 594 999**	**1**	23 395 000
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée				
65b	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	88 517 416	.....	**18 902 522**	107 419 938
	Total de l'organisme	88 517 416	.....	**18 902 522**	107 419 938
	Tribunal d'appel des transports du Canada				
70a	Dépenses du Programme	1 648 977	.....	.....	1 648 977
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 192	.....	.....	118 192
	Total de l'organisme	1 767 169	.....	.....	1 767 169
	VIA Rail Canada Inc.				
75	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa *c*)(i) du crédit 52d (Transports) de la *Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits*	476 917 000	.....	.....	476 917 000
	Total de l'organisme	476 917 000	.....	.....	476 917 000
	Total du portefeuille	9 968 663 427	**2 481 714**	**828 231 352**	10 799 376 493

TRANSPORTS
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	11 280	. . . . .	. . . . .	11 280
Fonds pour renforcer la sûreté du fret aérien au Canada (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	10 326	. . . . .	. . . . .	10 326
Fonds pour appuyer l'Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais dans le cadre de projets liés à l'amélioration du réseau routier de la région de l'Outaouais	118	. . . . .	6 454	6 572
Fonds pour appuyer la modernisation des laboratoires fédéraux (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	. . . . .	4 534	. . . . .	4 534
Financement en vertu du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers pour les ponts Blue Water et Peace (*budget fédéral de 2009*)	. . . . .	. . . . .	3 300	3 300
Fonds pour promouvoir le développement énergétique dans le Nord canadien grâce à des investissements dans le projet gazier Mackenzie (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	2 501	. . . . .	. . . . .	2 501
Fonds pour appuyer les activités de réglementation en vertu du Programme réglementaire sur la qualité de l'air qui fait partie du Programme de la qualité de l'air (*poste horizontal*)	942	. . . . .	. . . . .	942
Fonds pour élaborer un régime de plans de sûreté aéroportuaire à l'appui des objectifs du gouvernement visant à renforcer la sûreté aérienne (*budget fédéral de 2009*)	759	. . . . .	. . . . .	759
Fonds pour la Stratégie écoTRANSPORTS liée au Programme d'incitatifs pour les technologies de transport des marchandises en vue de l'achat et de l'installation de technologies et d'équipement économiques et qui visent à réduire les émissions	. . . . .	. . . . .	358	358
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (*poste horizontal*)	273	. . . . .	. . . . .	273
Fonds pour appuyer la deuxième phase de l'élargissement de l'axe routier 73 / route 175 qui relie la ville de Québec et la région du Saguenay-Lac Saint-Jean	259	. . . . .	. . . . .	259
Fonds pour des besoins de fonctionnement supplémentaires dans le cadre du Fonds Chantiers Canada pour le projet de revitalisation de la gare Union de Toronto afin d'en assurer l'entretien et d'améliorer la capacité et l'accès des passagers	162	. . . . .	. . . . .	162
Fonds pour la Stratégie écoTRANSPORTS liée au programme écoMOBILITÉ afin d'aider les municipalités à renforcer leur capacité de mettre en œuvre des projets de gestion de la demande de transport dans le but d'accroître l'adoption de modes de transport durable comme le transport en commun, le covoiturage, le vélo et la marche	. . . . .	. . . . .	75	75
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*poste horizontal*) (*budget fédéral de 2009*)	24	. . . . .	. . . . .	24
Montant brut des crédits à adopter	26 644	4 534	10 187	41 365
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 573	1 250	4 577	7 400
Total des crédits à adopter	**25 071**	**3 284**	**5 610**	**33 965**
Crédits législatifs				
Fonds destinés à l'allocation pour automobile pour le ministre d'État				2
Total des rajustements des crédits				**33 967**

TRANSPORTS
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	372	. . . . .	. . . . .	372
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	100	. . . . .	. . . . .	100
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres des opérations de la sécurité maritime.	96	. . . . .	. . . . .	96
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour appuyer l'agrandissement de l'aérogare de l'aéroport international de Whitehorse dans le cadre du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	35	. . . . .	. . . . .	35
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(23)	. . . . .	. . . . .	(23)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour la participation des Premières nations aux négociations en ce qui a trait au développement du Port de Prince Rupert situé sur des terres désignées territoire ancestral par ces Premières nations	(205)	. . . . .	. . . . .	(205)
Transfert à Pêches et Océans (731 $), à l'Agence canadienne des services frontaliers (500 $) et à la Gendarmerie royale du Canada (223 $) – Pour le Fonds de coordination de la sûreté maritime	(1 454)	. . . . .	. . . . .	(1 454)
Transfert au Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour des projets d'agrandissement prévus ayant été inscrits dans le plan d'investissement en capital de 2009-2011 de l'Administration portuaire de Belledune et annoncés dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure	. . . . .	. . . . .	(6 000)	(6 000)
Total des transferts	**(1 079)**	**. . . . .**	**(6 000)**	**(7 079)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**23 992**	**3 284**	**(390)**	**26 888**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 572 834 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 250 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 4 577 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	6 453 841	. . . . .
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	3 300 000	. . . . .
Stratégie écoTRANSPORTS - Incitatifs pour les technologies de transport des marchandises	357 838	. . . . .
Stratégie écoTRANSPORTS - Programme écoMOBILITÉ	75 367	. . . . .
Montant total brut des paiements de transfert	**10 187 046**	**. . . . .**
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	4 577 000	. . . . .
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	6 000 000	. . . . .
Total des paiements de transfert	**(389 954)**	**. . . . .**

TRANSPORTS
Société canadienne des postes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne des postes – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Crédits à adopter	**Crédit 17**
Aux termes de l'article 28 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* et de l'article 101 et du paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation à la Société canadienne des postes d'augmenter sa limite d'emprunt de 300 000 000 $ à 2 500 000 000 $ conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 20**
Financement à l'appui de l'élaboration de plans de sûreté aéroportuaire et de systèmes d'évaluation des voyageurs (*budget fédéral de 2009*)	190 703
Fonds destinés à la carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR), un nouveau système d'identification par données biométriques utilisé par les non-passagers afin d'améliorer l'accès aux zones réglementées dans les principaux aéroports canadiens	2 259
Fonds destinés au projet d'agrandissement de l'aéroport de Calgary pour le contrôle des bagages enregistrés des vols transfrontaliers, notamment la construction et l'installation d'un système d'acheminement des bagages	2 200
Fonds à l'appui des projets liés au système détecteur d'explosifs relativement à l'achat d'équipement spécialisé utilisé pour le contrôle des bagages enregistrés des passagers	2 142
Fonds à l'appui des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 pour l'achat d'unités de contrôle portatives	221
Fonds à l'appui des projets liés au système détecteur d'objets non-explosifs, notamment le système de projection d'images de menaces	80
Présent budget supplémentaire des dépenses	**197 605**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Marine Atlantique S.C.C. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour des questions urgentes de santé, de sécurité et d'immobilisations relatives à la désuétude et pour atténuer les pressions supplémentaires liées au fonctionnement des infrastructures des traversiers	22 200
Financement pour appuyer le Fonds de stimulation de l'infrastructure et pour aller de l'avant avec des projets d'immobilisation essentiels et faire face aux pressions liées au fonctionnement (*budget fédéral de 2009*)	2 800
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	50
Présent budget supplémentaire des dépenses	**25 050**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	1 961	. . . . .	1 961
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'assainissement des sites fédéraux contaminés	(640)	640	. . . . .
Présent budget supplémentaire des dépenses	**1 321**	**640**	**1 961**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS
Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 50**	**Crédit 55**	**Total**
Fonds pour le Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires visant à fournir un financement à long terme, prévisible et flexible aux provinces et aux territoires pour l'infrastructure	. . . . .	263 885	263 885
Financement pour le Fonds Chantiers Canada ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales	2 492	158 299	160 791
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (*poste horizontal*)	92	122 706	122 798
Financement au Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière	. . . . .	83 272	83 272
Fonds pour la Coalition nationale sur les sentiers, une initiative visant à aménager, à améliorer et à entretenir des sentiers à usages non-motorisés et des sentiers pour motoneiges et véhicules tout-terrain dans l'ensemble du pays (*budget fédéral de 2009*)	. . . . .	2 500	2 500
Montant brut des crédits à adopter	2 584	630 662	633 246
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	. . . . .	82 500	82 500
Total des crédits à adopter	**2 584**	**548 162**	**550 746**
Transferts			
Transfert de Transports – Pour les projets d'agrandissement prévus ayant été inscrits dans le plan d'investissement en capital de 2009-2011 de l'Administration portuaire de Belledune et annoncés dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure	. . . . .	6 000	6 000
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer le volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada à l'égard des coûts associés au déménagement et à la consolidation des bureaux	5 400	(5 400)	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la recherche en collaboration avec d'autres organisations gouvernementales dans le but de recueillir des renseignements sur l'état et la gestion des biens des infrastructures	405	(405)	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les contrats de recherche destinés à des projets, y compris l'élaboration et la mise en œuvre d'un sondage national pour recueillir des renseignements sur l'infrastructure publique de base du Canada	1 000	(1 000)	. . . . .
Transfert à Transports – Pour appuyer l'agrandissement de l'aérogare de l'aéroport international de Whitehorse dans le cadre du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	. . . . .	(35)	(35)
Total des transferts	**6 805**	**(840)**	**5 965**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**9 389**	**547 322**	**556 711**

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 55 : Des fonds autorisés totalisant 82 500 000 $ sont disponibles à même le crédit en raison de la réaffectation des fonds de l'entente-cadre sur l'infrastructure entre le Canada et la Colombie-Britannique qui fait partie du volet Grandes infrastructures à l'accord sur la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 entre le Canada et la Colombie-Britannique.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS
Bureau de l'infrastructure du Canada

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada	158 299 342	. . . . .
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	122 705 455	. . . . .
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	83 271 875	. . . . .
Coalition nationale sur les sentiers	2 500 000	. . . . .
Contributions en vertu du Fonds de stimulation de l'infrastructure	6 000 000	. . . . .
Montant total brut des contributions	**372 776 672**	**. . . . .**
Autres paiements de transfert		
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	263 884 500	. . . . .
Montant total brut des autres paiements de transfert	**263 884 500**	**. . . . .**
Montant total brut des paiements de transfert	**636 661 172**	**. . . . .**
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	82 500 000	. . . . .
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	6 840 267	. . . . .
Montant net des paiements de transfert	**547 320 905**	**. . . . .**

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Vieux-Port de Montréal inc. demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 60
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour les paiements en remplacement d'impôts et la réalisation de projets liés à des biens immobiliers, à la santé et à la sécurité	**3 595**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	**Crédit 65**
Fonds pour la réfection du tablier du pont Honoré-Mercier	18 775
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	128
Présent budget supplémentaire des dépenses	**18 903**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
1b	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis*, contributions; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 73 290 298 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 518 000 $ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010* et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 287 252 436	**44 114 352**	**152 616 855**	2 483 983 643
5b	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	493 989 887	**(81 407 700)**	**15 438 934**	428 021 121
6a	Fonds renouvelable des services immobiliers – En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 150 000 000 $ à 300 000 000 $ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 300 000 000 $ à 150 000 000 $ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1er avril 2011	1	**.....**	**.....**	1
7b	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique - En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 $ à 40 000 000 $ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C.(1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 40 000 000 $ à 20 000 000 $ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1er avril 2010	.....	**.....**	**1**	1

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses: **Transferts**	**Rajustements des crédits**	Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 433 167	.....	.....	78 433 167
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	6 090 040	.....	.....	6 090 040
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	5 062 000	.....	.....	5 062 000
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(3 567 230)	.....	.....	(3 567 230)
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(5 200 000)	.....	.....	(5 200 000)
Total du portefeuille	2 872 138 723	**(37 293 348)**	**168 055 790**	3 002 901 165

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour les pressions liées au volume et à l'inflation sur les dépenses obligatoires pour le Programme gestion des locaux et des biens immobiliers	80 213	. . . . .	. . . . .	80 213
Fonds pour les coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux	35 304	. . . . .	. . . . .	35 304
Fonds pour appuyer l'administration et la gestion du Programme accéléré d'infrastructures du gouvernement du Canada	21 642	. . . . .	. . . . .	21 642
Fonds pour faire progresser le programme de rénovation de l'infrastructure pour la route de l'Alaska *(budget fédéral de 2009)*	. . . . .	12 600	. . . . .	12 600
Fonds pour accueillir et organiser le Sommet du G8 en 2010 à Muskoka en Ontario (*poste horizontal*)	8 035	. . . . .	. . . . .	8 035
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)	4 723	. . . . .	. . . . .	4 723
Fonds pour mettre en œuvre l'initiative du regroupement des services de moderniser le système de paye de l'administration fédéral et de consolider la prestation des services de paye	1 568	2 839	. . . . .	4 407
Fonds pour la mise en œuvre d'un bureau régional des ministres à Kitchener et le transfert du bureau régional des ministres de Moncton à Fredericton, au Nouveau-Brunswick	1 032	. . . . .	. . . . .	1 032
Fonds pour la création de trois nouveaux bureaux régionaux des ministres dans les territoires soit à Iqaluit (Nunavut), à Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) et à Whitehorse (Yukon)	100	. . . . .	. . . . .	100
Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique - En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 $ à 40 000 000 $ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 40 000 000 $ à 20 000 000 $ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1er avril 2010	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Total des crédits à adopter	**152 617**	**15 439**	**. . . . .**	**168 056**
Transferts				
Transfert de Pêches et Océans – Pour les frais de locaux liés à la *Loi sur les espèces en péril*	518	. . . . .	. . . . .	518
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer l'administration et la gestion du Programme accéléré d'infrastructures	64 000	(64 000)	. . . . .	. . . . .
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la contribution de la cession-bail dans le cadre de la Stratégie nationale de l'investissement	9 290	(9 290)	. . . . .	. . . . .
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(55)	. . . . .	. . . . .	(55)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour les paiements versés en remplacement d'impôts et l'entretien et les réparations de biens	(147)	. . . . .	. . . . .	(147)
Transfert à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. – Pour les paiements en remplacement d'impôts et la réalisation de projets liés à des biens immobiliers, à la santé et à la sécurité	(803)	(2 792)	. . . . .	(3 595)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour la transformation d'un bien immobilier situé à Gatineau (Québec) en tant qu'installation pour l'entreposage de collections avec rayonnages à haute densité	. . . . .	(5 326)	. . . . .	(5 326)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le remboursement des coûts de locaux liés à l'entente de bail-achat pour le projet du nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada à Ottawa (Ontario)	(10 138)	. . . . .	. . . . .	(10 138)
Transfert à l'Agence du revenu du Canada – Pour l'augmentation des frais liés à l'aménagement des locaux et aux services immobiliers	(18 551)	. . . . .	. . . . .	(18 551)
Total des transferts	**44 114**	**(81 408)**	**. . . . .**	**(37 294)**
Présent budget supplémentaire des dépenses	**196 731**	**(65 969)**	**. . . . .**	**130 762**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.